



HAL
open science

Développement économique, conflits et guerres. Les leçons partisans de la science économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Développement économique, conflits et guerres. Les leçons partisans de la science économique. 2018. hal-02127938

HAL Id: hal-02127938

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02127938>

Preprint submitted on 13 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Développement économique, conflits et guerres. Les leçons partisans de la science économique

Jacques Fontanel

Professeur émérite, Université Grenoble-Alpes

Travail universitaire

Pré-publication, 2017

Résumé

Le courant dominant de la science économique fait un double postulat implicite : la paix est un état normal et le développement économique renforce cette situation. Pourtant, si les prédatons primitives, esclavagistes ou colonialistes ont été philosophiquement condamnées, les rapports de force militaires, économiques ou culturels restent bien présents dans le monde moderne. La cupidité extrême comme forme sociale de la performance du profit maximal ne peut constituer, sur le long terme, le but ultime des êtres humains. Les inégalités sociales croissent rapidement et les patrimoines d'une dizaine de personnes dépassent ceux cumulés de la moitié la plus pauvre de l'humanité. Le XXe siècle a expérimenté à la fois des instants d'extrême barbarie et de guerres et des sauts épistémologiques incontestables. La science économique est une idéologie qui cache la réalité de l'économie politique. Elle développe des hypothèses qui sont autant d'encouragement aux formes plus virulentes des inégalités. Les guerres se sont succédées, l'URSS s'est effondrée, les crises économiques se sont accélérées, les bulles financières met l'ensemble de l'humanité en situation de précarité, l'intervention de l'Etat est toujours aussi fortement critiquée. La pensée dominante, la virtuosité mathématique et les postulats sont au service d'un système économique difficilement amendable sans la reconnaissance de l'utilité des biens publics. Le leadership américain est clairement établi en termes d'information, de contrôle des normes et d'intelligence artificielle, l'Union européenne ne cesse de s'affaiblir et d'être dépendante, avec un euro « germanique » et des déficits publics qui produisent des crises internes menaçantes pour la stabilité de l'ensemble politique et des BRICS en situation de grande précarité et d'intérêts hétérogènes . En outre, plusieurs révolutions sont annoncées, concernant l'avancée parfois violente du numérique et de la robotique, l'avancée excessive des monopoles et des

oligopoles mondiaux, l'émergence de forces nouvelles prônant une révolution sociale, et la crise environnementale et climatique.

Summary

The mainstream of economics has a double implicit postulate: peace is a normal state and economic development reinforces this situation. However, if primitive, slave or colonialist predations have been philosophically condemned, military, economic or cultural power struggles remain very present in the modern world. Extreme greed as a social form of maximum profit performance cannot be the ultimate goal of human beings in the long run. Social inequalities are growing rapidly and the assets of a dozen families exceed those accumulated by the poorest half of humanity. The twentieth century has experienced both moments of extreme barbarism and wars and unquestionable epistemological leaps. Economics is an ideology that hides the reality of political economy. It develops hypotheses that encourage the more virulent forms of inequality. Wars have followed one another, the USSR has collapsed, economic crises have accelerated, financial bubbles are putting all of humanity in a precarious situation, the intervention of the State is still strongly criticized. Dominant thought, mathematical virtuosity and postulates are at the service of an economic system that is difficult to amend without the recognition of the utility of public goods. The US leadership is clearly established in terms of information, standards control and artificial intelligence, the European Union continues to weaken and be dependent, with a "Germanic" euro and public deficits that produce threatening internal crises for the stability of the political ensemble, and BRICS in situations of great precariousness and heterogeneous interests. In addition, several revolutions are announced, concerning the violent advance of digital technology and robotics, the excessive advance of monopolies and global oligopolies, the emergence of new forces advocating a social revolution, and the environmental and climate crisis.

Mosts clés : Economie politique, Science économique, crises économiques et sociales, guerres, puissance des Etats, patrimoine, climat, développement économique, inégalités

Political economy, economic science, economic and social crises, wars, power of the states, heritage, climate, economic development, inequalities.

Les analyses économiques ignorent la guerre, les conflits, les menaces armées ou les investissements nécessaires à la dissuasion et à la défense d'un territoire. A ce titre, elles ferment les yeux sur des facteurs importants de la condition humaine, la sécurité, la précarité et les solidarités nécessaires à la survie de l'espèce.

Dans ce contexte, deux hypothèses sont présentes ;

- d'une part la paix est considérée comme un état normal, les tensions et faits guerriers ne sont que le résultat d'une recherche de puissance et de pouvoir des Etats qui s'opposent au fonctionnement normal des marchés ;
- d'autre part le développement économique conduit inéluctablement à une paix durable.

Si les prédatons primitives, esclavagistes ou colonialistes ont été philosophiquement condamnées, les rapports de force militaires, économiques ou culturels restent bien présents dans le monde moderne. Les antagonismes entre les systèmes économiques ont conduit à des révolutions, des guerres ou la violence des contestations idéologiques ou religieuses. Au début des années 1990, le système « dit communiste » de l'Union soviétique s'est effondré et l'essor mondial de l'économie de marché a laissé, un temps seulement, imaginer que les guerres allaient disparaître¹. Cependant, la cupidité extrême comme forme sociale de la performance ne peut constituer, sur le long terme, le but ultime des êtres humains. En effet, l'espoir matérialiste, porté par les démocraties, d'un développement continu favorable à la « masse » des vivants se conjugue aujourd'hui avec l'essor d'une pauvreté relative et de la précarité. Les inégalités sociales croissent rapidement et les patrimoines d'une dizaine de personnes dépassent ceux cumulés de la moitié la plus pauvre de l'humanité. Aujourd'hui, malgré la force et la diversité des « pensées alternatives, dans un monde tourné vers le marché et l'intérêt individuel, une société « consumériste » se développe, avec un essor des frustrations matérialistes provoquées par l'importance des choix offerts par les marchés et la faiblesse des moyens financiers disponibles au regard de salaires relatifs déclinants. Il en résulte une production croissante « d'oubliés du système », dont une part non négligeable d'entre eux s'inscrivent dorénavant dans un combat idéologique ou religieux irréconciliable avec les principes dominants de la globalisation économique. Le rejet des valeurs démocratiques ou du fonctionnement des républiques se manifeste par un retour vers des formes d'intolérance, le contrôle plus étroit de la liberté individuelle et la violence terroriste.

Les Grands classiques du début du XIXe siècle, Ricardo, Malthus et Marx étaient pessimistes ; selon eux les salaires ne pouvaient pas s'élever durablement au-dessus du minimum vital, celui qui permet à la fois la survie immédiate et le

¹ Fukuyama, F. (1991), La fin de l'histoire et le dernier homme, Flammarion, Paris. Une telle pensée avait déjà conquis les esprits des socialistes « utopiques » et des républicains au milieu du XIXe siècle, en prédisant la fin des conflits armés entre les Etats.

renouvellement de la force de travail. L'essor des machines industrielles puissantes était supposé exercer une pression négative sur le prix des marchandises et raccourcir éventuellement le temps de travail des salariés, mais la création d'une « armée de réserve » (chômeurs) ne devait pas permettre aux ouvriers d'espérer sortir économiquement de leur condition, car l'épargne leur était de facto interdite. L'avènement d'une économie stationnaire était le débouché normal de la généralisation de l'économie marchande, avec une reproduction à l'identique des statuts sociaux inégalitaires. L'économie politique était alors considérée comme une science lugubre.

Le XXe siècle expérimentera à la fois des instants d'extrême barbarie et de guerres et des sauts épistémologiques incontestables. Les capacités humaines se sont développées avec les destructions créatrices et l'effondrement du régime d'accumulation victorien. Pendant la révolution industrielle, les ingénieurs ont peu à peu pris une plus grande influence que celle des prêtres, mais la structure sociale est restée toujours aussi verticale et hiérarchisée. Après la première guerre mondiale, l'émergence du socialisme offrait une nouvelle organisation « sociétale » fondée d'abord sur la dictature du prolétariat, puis sur l'avènement d'un communisme qui supprimerait les inégalités économiques et sociales. Progressivement, la planification étatique s'est imposée en URSS, elle ne laissait plus le marché déterminer l'ensemble des prix et des salaires, le Parti, in fine, décidait des grands flux de la production et de la consommation. L'antagonisme entre les deux systèmes s'est accéléré à la fin de la seconde guerre mondiale. L'Union soviétique s'est alors fortement investie dans les luttes pour la décolonisation et l'avènement des idées et des pouvoirs socialistes dans le monde, en augmentant inconsidérément le poids de ses dépenses militaires, lequel accélérera sa chute à la fin du XIXe siècle.

Au début de ce XXIe siècle, la puissance anarchique de l'homme, de façon aléatoire et sans règle précise sur la question du respect du patrimoine, surexploite une Terre aux ressources de plus en plus réduites que seules les découvertes scientifiques permettent de renouveler parfois ou de réduire la violence et la vitesse de leur exploitation. Pourtant, la supériorité de l'homme est toujours venue de sa capacité à collaborer avec ses semblables pour développer des projets communs et les réaliser. La survie suppose la coopération de l'ensemble du groupe, au moins pour faire face aux excès de la nature et aux prédateurs. L'homme reste inquiet et il subit souvent une certaine difficulté de vivre. Le système d'économie de marché optimal est devenu contraignant, inégalitaire, violent et surtout ingérable. L'homme ne sait toujours pas comment contraindre les acteurs économiques à respecter la planète Terre, alors même que les scientifiques s'inquiètent des bouleversements et des tragédies à venir. La politique dite « Après moi, le déluge » est inscrite dans le comportement de ceux qui polluent et ceux qui les laissent faire, de ceux qui exploitent et de ceux qui, névrosés face à une précarité croissante, en oublient leurs qualités de citoyens.

L'organisation économique d'une société est nécessaire, l'apprentissage des règles et lois qui prévalent dans la complexité des règles qui fondent le fonctionnement normal d'un système économique est nécessaire. Aujourd'hui, les économistes se déchirent entre ceux croient encore à la fable de la « main invisible » qui justifierait le capitalisme, ceux qui pensent que l'économie est une science expérimentale, et ceux qui considèrent que l'économie est d'abord politique. Pour le fonctionnement de la « main invisible », les mathématiciens ont mis en évidence son caractère purement dogmatique, car son avènement est tellement improbable qu'il ne saurait, en tout état de cause, s'inscrire dans le temps et les évolutions que celui-ci imprime. Concernant l'économie comme science expérimentale, il faut bien dire que si c'était le cas, il faudrait réfuter la « théorie poppérienne » selon laquelle il est possible de démontrer le caractère erroné d'une théorie, mais jamais sa « justesse ». En outre, les faits ne se renouvellent jamais pareils à eux-mêmes et dans ce cadre l'expérimentation ne donne qu'un résultat immédiat que le « temps » et l'espace eux-mêmes vont instantanément remettre en cause. Enfin, le retour à l'économie politique n'est pas non plus une affirmation selon laquelle il n'y aurait pas des choix politiques qui, mal réalisés, peuvent conduire à des situations contraires aux objectifs fixés par la décision macroéconomique. La connaissance du fonctionnement de l'économie fait l'objet de nombreuses hypothèses dont il est nécessaire de mesurer l'importance au regard des résultats attendus. Les conflits et les guerres ont souvent des causes économiques fortes (maintien du système de redistribution des revenus, propriété des matières premières ou des découvertes scientifiques, prédation armée ou coercitive contre un ennemi ou un concurrent, etc.). Si la guerre économique est un acte direct de violence entre les adversaires, le conflit économique est inhérent à toute les sociétés dans lesquelles l'initiative individuelle, la constitution de patrimoines privés ou la rareté absolue (matières premières) ou relatives (brevets) s'exprime. La liberté de l'homme s'arrête à celle des autres. Il ne s'agit pas de condamner le conflit, il est consubstantiel à la vie sociale. Un système économique performant est celui qui règle politiquement et légalement ces questions d'intérêt.

I

De l'économie politique à la science économique

Après la seconde guerre mondiale, les économies connurent des années fastes, les fameuses 30 glorieuses, que de nombreux économistes pensaient plus que séculaire². Pour les économistes de l'après-guerre, la croissance économique était devenue une norme nécessaire, la solution à l'amélioration des conditions de vie des hommes. Certes, l'accumulation du capital profitait d'abord aux riches, mais les fruits du développement s'étendaient ensuite à terme aux salariés et aux pauvres. Dans cette configuration, les théoriciens de l'économie de marché se référaient toujours à l'égoïsme nécessaire à la réalisation quasi divine de la « main invisible », une hypothèse pourtant aujourd'hui mathématiquement réfutée. Les Etats-Unis étaient devenu le pays le plus puissant du monde économiquement, culturellement, militairement. L'énergie était bon marché, les Blancs étaient dominants, les taux d'intérêts relativement faibles, un seul travail par famille suffisait, les emplois étaient syndicalisés et protégés. Les progrès sanitaires faisaient inexorablement monter l'espérance vie de tous les citoyens, même si des disparités non négligeables existaient encore selon les catégories sociales.

La théorie dominante, le modèle néo-classique de Solow³, fondait la croissance de la production nationale sur l'accumulation du capital, dont la croissance provenait de l'épargne des ménages, laquelle était supposée égale à une fraction constante de la production. Le progrès technique n'était donc pas initialement inclus dans le modèle. C'était un cercle vertueux, plus le PIB (production intérieure brute) augmentait et plus il dégagait plus d'épargne et ainsi de suite. Malheureusement, les rendements du capital se sont avérés décroissants, ce qui a limité le potentiel des effets cumulatifs. Moins d'épargne conduit à moins d'accumulation du capital. Dans ce contexte, le progrès technique devient une variable essentielle pour expliquer la croissance économique par l'essor de la productivité des machines. La question était ensuite de déterminer quelles étaient les variables explicatives de l'innovation⁴ ? Les analyses macroéconomiques keynésiennes, plus ou moins mélangées à des réflexions néo-classiques, se sont alors développées.

- De l'économie politique à la science économique du marché

² Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris. P. 34.

³ Solow, R. (1956), A contribution to the theory of economic growth, Quarterly Journal of Economics, Vol. 70, n°1.

⁴ Aghion, P. (2016), Repenser la croissance économique, Collège de France/Fayard, Paris.

L'économie de marché n'a pas toujours existé, même si les échanges ont toujours concerné les relations humaines. Dès la constitution des Etats, ceux-ci ont réglementé la vie économique, selon des formes d'organisation ou de coercition hétérogènes. Si l'économie de marché généralisée est une invention du XIXe siècle, sous le patronage théorique de la « main invisible » d'Adam Smith, elle a toujours connu des règles de fonctionnement différentes accordant plus ou moins de poids au pouvoir régalién. L'antagonisme des systèmes entre l'économie de marché et l'économie planifiée s'est manifesté pendant plus de sept décennies du XXe siècle. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, on est passé des politiques économiques étatiques hétérogènes à l'avènement « triomphal » de l'économie de marché. Cependant, celle-ci n'a pas vraiment répondu à deux de ses réalisations potentielles, sa capacité à satisfaire une croissance généralisée et ses qualités de pacification des relations entre les Etats.

Des politiques économiques des Etats à l'avènement généralisé de l'économie de marché

La gestion macroéconomique de l'économie nationale a été clairement initiée par la pensée mercantiliste. L'économie est un instrument contrôlé par un Etat soucieux de puissance et de domination. Il a fallu attendre 1776, avec Adam Smith, pour constituer un corpus théorique fondé sur le marché, institution jugée capable de satisfaire l'optimum collectif grâce au respect de l'intérêt individuel. Cependant, plusieurs conceptions divergentes se manifestèrent pendant le XIXe siècle, des socialistes utopiques à l'école historique allemande, de Karl Marx à l'anarchisme. La prégnance de l'Etat sur les « affaires » économiques était renforcée par l'essor du colonialisme et la première guerre mondiale. Après l'émergence du premier Etat « socialiste » en Russie, l'intervention de l'Etat dans les pays capitaliste sera justifiée par la pensée keynésienne, aussi bien aux Etats-Unis que pendant toutes les « 30 Glorieuses », avec un potentiel d'actions publiques important. En 1980, la Présidence de Ronald Reagan va marquer une forte inflexion en faveur de l'économie de marché, ce mouvement sera accompagné ensuite par l'effondrement de l'Union soviétique, la fin de la guerre froide et le « triomphe » de l'économie de marché. Enfin, l'invasion du Koweït par l'Irak et la réponse internationale dédiée mettent en évidence le fait que la « fin de l'histoire » est déjà remise en question. Le marché reste toujours dépendant des actions des Etats et il reste sous le contrôle plus ou moins étroit selon les périodes des politiques publiques.

La gestion macroéconomique de l'économie nationale

L'économie se limitait alors à réfléchir à la croissance à long terme, en utilisant trois variables essentielles, à savoir la croissance démographique, les changements technologiques et l'épargne. La première variable était, à court terme, jugée constante. La technologie était supposée dépendre de la science et

des inventions. Avec l'importance de la R&D pendant la guerre, les applications nouvelles étaient testées dans le secteur civil, offrant ainsi de nouveaux produits. En fait, toutes ces nouveautés étaient issues des laboratoires de l'Etat. Or, dans les modèles mathématiques des économistes, la technologie était considérée comme exogène et seule la relation entre l'investissement et l'épargne était privilégiée. Les leçons d'économie présentait et défendait la fameuse « règle d'or » selon laquelle s'il ne faut pas trop d'épargne, il en faut suffisamment pour engager les investissements nécessaires. La croissance était alors supposée sans limite et elle était conçue comme nationale et relativement indépendante de celle des autres pays.

Schumpeter va considérer, en réponse, que la croissance est le fruit d'abord de l'innovation ; celle-ci naît des décisions des entrepreneurs, qui répondent aux nécessités de la concurrence et aux incitations des institutions et politiques publiques. L'innovation est un processus social, qui favorise la « destruction créatrice » par l'obsolescence des innovations antérieures. Il y a un conflit entre les entreprises en place et celles qui essaient de rentrer dans le secteur. Il existe alors une économie politique de la croissance. Cependant, s'il y a trop de concurrence sur le marché, la propension à l'incitation s'affaiblit, la concurrence limite alors le potentiel de la croissance, ce qui n'est généralement pas confirmé par les analyses empiriques⁵. Il a fallu affiner cette analyse en rompant avec l'hypothèse de l'homogénéité de la situation et du comportement des entreprises conduit à des résultats biaisés. En fait, il existe deux types de firmes qui ne réagissent pas de la même manière à la concurrence. Les firmes proches de la « frontière technologique » réalisent des bénéfices substantiels avant même d'innover, alors que les autres firmes aux profits trop faibles cherchent à innover pour se rapprocher de la frontière technologique. Les firmes proches de la frontière technologique innoveront alors davantage pour limiter la concurrence, alors que les firmes en rattrapage peuvent être découragées devant la force et la puissance de leurs concurrents. Ainsi, la concurrence exerce des effets contradictoires selon le rapprochement des firmes à la frontière technologique. Il faut toujours tester l'analyse théorique à la lecture et à l'étude des faits empiriques. Il faudrait une fiscalité qui sache distinguer l'innovation des autres sources d'inégalités en haut de l'échelle⁶.

La gestion de l'économie était alors fondée sur des principes simples, avec une observation constante sur quelques indicateurs, sans référence cependant à la répartition des revenus et des patrimoines. Les économistes discourent sur le « fine tuning »⁷ de la politique économique, c'est-à-dire comment bien utiliser les outils de la politique économique pour améliorer le fonctionnement du système économique, tout comme on doit le faire pour une

⁵ Aghion, P. (2016), Repenser la croissance économique, Collège de France/Fayard, Paris.

⁶ Aghion, P. (2016), Repenser la croissance économique, Collège de France/Fayard, Paris.

⁷ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

F1 appelée à concourir avant un Grand Prix. Le travail et le capital étaient les deux facteurs de production retenus principalement. Les autres variables concernaient l'épargne ou le taux d'intérêt. Les ressources naturelles, leurs coûts, la pollution, le changement climatique, la répartition des richesses, les violences étatiques ou la qualité des produits étaient des variables dont il était fait l'hypothèse qu'elles étaient sans effet réel sur la croissance et sans intérêt quant à leurs « économies externes ». Dans cette théorie, les ressources des matières premières et énergétiques, le poids et l'influence des propriétaires de la terre et les ressources humaines non rattachées au travail n'avaient aucune influence sur le progrès économique. L'Etat lui-même était négligé, même si on lui reconnaissait la capacité de fournir des « biens publics ».

Dans ce contexte, l'Etat était d'abord considéré comme le gendarme d'un marché qui devait ressembler à celui décrit par l'économie pure de la théorie walrassienne⁸. Il était chargé de faire respecter les lois économiques et il ne devait pas perturber le système par un budget en déséquilibre, évitant ainsi l'apparition « d'effets d'éviction ». Grâce aux mécanismes du marché, chaque facteur de production était supposé être payé à son efficacité marginale, ce qui faisait l'hypothèse héroïque selon laquelle les rendements d'échelle étaient toujours constants. De même, le développement économique dépendait principalement d'une prise de conscience de la capacité à améliorer le système productif. Selon la théorie des stades de développement de Rostow, chaque pays devait suivre des étapes de développement qui lui permettaient d'atteindre le « take off » (décollage) nécessaire pour atteindre progressivement le niveau de vie des économies développées, grâce à la consommation de masse. Il n'y avait aucune limite et aucune concurrence entre les économies nationales, le développement économique était un chemin que chacun devait suivre et réussir. Pourtant, cette théorie a été développée pendant la période du colonialisme et même de l'apartheid, ce qui témoigne parfois de l'aveuglement des économistes qui ne veulent jamais percevoir que la rareté et les rapports de force sont des éléments qui influencent toutes les variables micro et macroéconomiques.

En outre, plusieurs hypothèses n'étaient plus en phase avec la réalité du mouvement des économies de marché⁹.

- Les « monopoles » étaient contrôlés par les « lois antitrust » initiées par l'Etat gendarme. En effet, le marché valorise les vainqueurs du profit, ceux-ci éliminent progressivement tous les autres concurrents. Il faut donc restaurer la compétition économique, sans laquelle le capitalisme change de formes, de règles et donc de légitimité théorique. Cependant, les innovations faisant l'objet de brevets recréent des situations de monopole en faveur de leurs dépositaires.

⁸ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

⁹ Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, Principes de politique économique, Collection "L'Economie en Plus". Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991. Fontanel, J., Samson, I. (2002), *Le rôle économique de l'Etat, Humanisme et Entreprise*, Paris. Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, Collection « Pour Comprendre », L'Harmattan, Paris.

Cette situation n'a d'ailleurs pas changé. Les excès de « royalties » demandées par les propriétaires des brevets, souvent d'ailleurs installés dans les « paradis fiscaux » commencent aujourd'hui à être dévoilés et contestés. Ainsi, La Ligue contre le cancer a lancé une pétition en vue de mobiliser l'opinion publique pour contester les prix pratiqués, en toute opacité, par les grandes firmes pharmaceutiques sur les médicaments. Elle a lancé une pétition sur « Change.org » le 7 avril 2016, afin de réclamer "la fin des prix exorbitants des médicaments contre le cancer" et notamment, des nouveaux traitements innovants. Sans contrôle, seuls les patients les plus fortunés pourront avoir accès aux soins, car leur coût élevé pourrait mettre en péril l'ensemble du système de santé français¹⁰. En France, le prochain médicament contre le mélanome devrait coûter 100.000 euros par patient et par an. En outre, les prix, de manière inexplicable d'un point de vue économique, varient selon les pays. La cure de Sofosbuvir, un médicament contre l'hépatite C, serait facturée 67 000 euros aux Etats-Unis, 41 000 euros en France, 4 000 euros en Thaïlande et 700 euros en Egypte, pour un coût de production inférieur à 150 euros¹¹. L'importance de ces prix est expliquée par le coût de la recherche et l'importance des risques pris par les laboratoires sur plusieurs années d'étude sur une molécule. En fait, les Etats sont souvent amenés à soutenir ce type d'innovation, notamment par le canal des universités, mais aussi par celui de la protection de leurs découvertes. L'explication fondée sur le coût de la recherche pour imposer de tels prix n'est pas justifiée. En effet, selon la pétition, le marketing représente près d'un tiers du prix d'un médicament anticancéreux quand la recherche et le développement n'en représentent que 15%.

- Indépendamment des traitements des fonctionnaires qui ne faisaient pas l'objet de négociation individualisée, le salaire n'était plus fixé par une négociation entre un individu et le patron, il faisait l'objet de négociations collectives auxquelles prenaient part les syndicats. Le « lock out » et la grève qui ont façonné pendant cette période les conflits d'intérêts entre les deux camps sont ignorés, chaque travailleur restant, dans ces modèles, rémunéré à la productivité marginale.

- Dans de nombreux secteurs, les prix étaient fixés par des Commissions ou par l'Etat au regard de leur importance collective (travaux publics, arsenaux, éducation, etc.).

- Le taux d'intérêt, ce pont entre le présent et l'avenir, était déterminé par les concepts de fonds prêtables ou de préférence pour la liquidité. L'hypothèse de base était que le taux d'intérêt était déterminé par sa productivité physique du

¹⁰ Il faut noter aussi que de plus en plus de médecins français refusent de recevoir les plus pauvres bénéficiaires de la couverture maladie universelle (CMU) ou de l'aide médicale d'Etat (AME).

¹¹ Lintern@ute (2016), Cancer : des médicaments au prix différent selon les pays.

<http://www.linternaute.com/actualite/societe/1292711-cancer-des-medicaments-au-prix-different-selon-les-pays-7-avril-2016/>

capital, ce qui n'était évidemment pas vérifiable au regard de l'absence d'une comptabilité patrimoniale adaptée. La réglementation bancaire était négligée, alors même qu'elle était bien présente, normalement en vue de protéger l'épargnant. En outre, les modèles de croissance des économistes étaient de nature « dichotomique ». Les banques et les établissements financiers étaient considérés comme de simples intermédiaires, sans influence sur la croissance réelle. La monnaie et les financements étaient « neutres ».

- Le système économique international, le Gold Exchange Standard, établissait des règles monétaires et financières particulières qui établissaient une relation fixe entre l'or et le dollar et un système de change fixe, décidé par le Fonds Monétaire International, mais contrôlé en fait par le Trésor des Etats-Unis, dont la neutralité a toujours été discutée.

- Pour les Keynésiens, il s'agissait aussi d'engager des politiques structurelles de stabilisation contracycliques destinées à soutenir la croissance, même si, de manière directe, les grands modèles macroéconomiques n'abordaient cette question que sous l'angle d'un « choc exogène ». Il incombait à l'Etat d'assurer le plein emploi, une revendication qui était nouvelle. Avec la courbe de Phillips, l'Etat était interpellé sur le choix à faire entre un peu plus d'inflation pour un peu moins de chômage et vice versa. Or, les modèles négligeaient ce rôle de l'Etat et même cherchaient à nier son influence, en instaurant la nécessité indiscutable de l'équilibre du budget. Plus tard, il sera demandé à la politique monétaire de lutter contre les seules tensions inflationnistes.

- Dans ce contexte, la croissance régulière était revendiquée dans le cadre d'une société équitable, sinon égalitariste. Kuznets considérait même qu'après la transition de l'agriculture vers l'industrie les inégalités sociales diminueraient, notamment grâce à l'action de l'Etat providence de type social-démocrate.

- La décolonisation, les guerres, les armes économiques, l'influence de l'URSS sur de nombreux pays, la domination du dollar ou la mise en place d'un marché commun européen n'étaient que très rarement intégrées dans le raisonnement mathématique des modèles explicatifs des économies nationales. De même, les stratégies et les avancées des organisations internationales ne sont que très rarement prises en compte par les économistes, comme si leurs influences étaient négligeables¹².

La deuxième loi de la thermodynamique indique que l'entropie s'accroît constamment de manière irréversible, que la chaleur passe toujours du plus chaud au plus froid et que le temps ne s'arrête jamais¹³. Or, tous les modèles économiques d'équilibre nient cette loi, car ils sont à la fois stables et

¹² Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), L'action de l'OMC et de la CNUCED favorise-t-elle la réduction de la pauvreté dans le monde ? *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris, 2015. Fontanel, J. (2007), L'intérêt de l'intégration économique, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris. Fontanel, J., & Touatam, A. (2004). *Cancun et l'Afrique, la guerre du coton. Géoeconomie africaine*, Paris. Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Ed. Masson, Paris.

¹³ Georgescu-Roegen, N. (1971), *The Entropy Law and The Economic Process*, Harvard University Press, Cambridge, MA.

réversibles. Tout choc peut être compensé à tout moment par un autre choc en sens inverse. Or, l'économie utilise de l'énergie, dont la consommation intermédiaire est nécessaire à la réalisation d'une valeur ajoutée, tout en produisant des déchets. L'efficacité économique devrait se mesurer sur la base du rapport entre la destruction d'une source d'énergie (la consommation n'est pas réversible), le dégagement d'une valeur ajoutée et l'inconfort relatif des déchets. Dans les périodes d'abondance, les coûts fixes augmentent, mais en cas de retournement de la conjoncture, il faut toujours en assumer la dépense. Les détours de production augmentent l'énergie à consommer et donc crée des tensions inflationnistes dans le rapport entre offre et demande. Les grandes entreprises prospèrent, en engageant des coûts fixes importants, lorsque les ressources naturelles sont peu onéreuses. Dans ce cas, les petites entreprises souffrent. Avec l'augmentation des coûts fixes, la situation économique devient aussi plus fragile, car il faut alors savoir contrôler les coûts des matières premières, le potentiel de la demande effective, l'importance de la concurrence, mais aussi la stabilité politique mondiale ou des pays concernés. Les grands projets naissent pendant les périodes de confiance et de sécurité dans le « monde des affaires ».

Au fond, les modèles sont encore trop éloignés des conditions réelles de la production et de la redistribution des revenus. Les résultats obtenus ne pouvaient alors que donner des informations anecdotiques et créer une vraie « religion » de la croissance. Ils ne mettaient jamais en évidence les inégalités de revenus et de patrimoine, ils mettaient en exergue l'essor de produits de plus en plus sophistiqués qu'il faut posséder pour être socialement reconnu.

Le leadership américain et la révolution keynesienne

Au début du XXe siècle, les concentrations économiques fondées sur des accords clandestins et des violences faites au monde du travail et aux petites entreprises. Ces concentrations immorales (« rober barons ») favorisaient une concentration anormale des richesses. Theodore Roosevelt a été le premier Président américain à appliquer une politique de biens publics et à contenir le pouvoir des élites financières. Dans une période de paix et de croissance, il s'engagea contre cette situation et contre les abus et les « malfaiteurs des grandes richesses » (chemins de fer, banques, pétrole, notamment) qui augmentaient leurs prix et disposaient d'une puissance politique excessive. Il mit en place des impôts progressifs afin de réduire ces inégalités. Il installa le « Pure Food and Drug Act » en 1906. Son action était plus centrée sur l'amélioration des conditions de travail de la classe moyenne que sur la réduction du fardeau de la classe ouvrière ou l'amélioration du pouvoir des syndicats. Elle se proposait de combattre « les ennemis du peuple », ceux que l'on pourrait aujourd'hui apparenter au fameux « groupe des 1 % ». Il annonçait ainsi les principes du New Deal, lequel fut construit quelques années plus tard par des réformateurs jeunes, proches du mouvement des travailleurs. L'œuvre de

Keynes est inspirée de cette action. D'un point de vue des instruments économiques, elle a inspiré le cadre comptable des comptes de produit et du revenu national. Aujourd'hui, la question se pose de maintenir des agrégats dont la signification n'apporte plus les informations nécessaires à une économie globalisée.

A la fin de la dernière guerre mondiale, les Etats-Unis s'installent comme la plus grande puissance mondiale et le sanctuaire d'un capitalisme menacé par l'émergence de l'Union soviétique, un Etat à économie planifiée, grand vainqueur du conflit meurtrier des cinq dernières années. L'économie nationale américaine s'est transformée, elle fit alors appel à la solidarité nationale, à une plus grande justice sociale, elle offrit de nombreuses opportunités aux classes moyennes, en réduisant la précarité des emplois. La guerre avait permis la recapitalisation de l'économie américaine, l'Etat prenant en charge le développement de la science et de la technologie. L'action du gouvernement était soutenue par les citoyens. Au sortir de la guerre, Franklin Roosevelt a voulu que l'Etat fasse son devoir face aux aléas et aux contraintes économiques. Il a alors utilisé l'industrie de défense pour organiser le travail et développer les emplois. Il a renforcé le pouvoir des syndicats devenus des partenaires sociaux pour toutes les entreprises candidates à la signature des contrats de défense. Cependant, dans le même temps, l'Etat avait un besoin de financement considérable pour mener à bien cette politique. Un programme d'investissement public produit des effets positifs pour une distribution des bénéfices de la croissance plus égalitaires. Dans ce cas, le gouvernement a décidé d'instaurer des impôts très progressifs (les taux marginaux pourront atteindre 94 %) ¹⁴, la stabilisation des revenus des cadres exécutifs et des contrôles stricts du marché financier des bons (bons) ¹⁵. La FED a acheté la quantité de bons nécessaires à l'effort de guerre et de l'après-guerre. La spéculation dans le secteur financier a été limitée, voire éliminée. Une politique de contrôle drastique de la finance a été mise en place, réduisant ainsi la classe des rentiers. Les solidarités ont été renforcées, et cette philosophie « égalitariste » était soutenue par la plupart des forces politiques. Les citoyens sont restés unis pour assurer la défense du pays et la relance de son économie, en acceptant sans contestation le système des coupons de ration. La génération de personnes ayant connu les deux guerres ont alors défendu cette idée d'un pays uni face aux contraintes économiques et aux menaces sécuritaires. Les choix politiques pris dans une atmosphère d'union ont rapidement débouché sur la prospérité économique.

Pendant la guerre froide, puis la volonté de puissance des deux systèmes économiques antagonistes, les Etats-Unis ont soutenu la décolonisation, se sont libérés de l'apartheid existant encore dans quelques Etats de l'Union et, avec le dollar comme monnaie mondiale, ils ont bénéficié d'avantages économiques

¹⁴ Thomas Picketty a démontré que la tendance des fortunes à se concentrer est inhérente au système capitaliste, sauf pendant les périodes de guerre.

¹⁵ En vue de comprimer la distribution des revenus, les taux d'intérêt ne dépassaient pas 2,5 %.

importants de la libéralisation progressive des échanges. Le keynésianisme a progressivement perdu ses lettres de noblesse. Avec le processus croissant de la globalisation permise par les institutions internationales et le libéralisme, le rôle de l'Etat sur le cycle des affaires et l'emploi a été contesté. Les interventions économiques des autorités publiques sont mises sous surveillance libérale. Les Etats-Unis, la plus grande puissance mondiale, va exercer son pouvoir, son « soft power », parfois au détriment des pays alliés. En 1970, l'économie américaine est en crise. Du fait de l'inflation par les coûts, les taux d'intérêt ont augmenté.

En 1971, du fait de la fragilité du dollar, le Président Nixon décide de supprimer les sorties d'or du territoire américain contre des dollars, à un prix fixe, comme l'en obligeait pourtant les accords de Bretton Woods et le Gold Exchange Standard. De manière arbitraire, Paul Volker, le gouverneur de la FED, a ainsi ruiné nombre de pays « pauvres » et provoqué la misère de centaines de millions de personnes, en haussant brutalement les taux d'intérêts américains pour juguler l'inflation. Une crise de la dette du « tiers monde » s'est alors installée. Selon Desmond Tutu, trente ans plus tard, le Lesotho était encore dans l'obligation de consacrer plus d'argent au remboursement de cette dette infâme qu'à l'éducation nationale.

Malgré ses convictions conservatrices, le Président Nixon a augmenté les dépenses publiques civiles, soutenu une réduction des taux d'intérêt, imposé un contrôle des prix et des salaires, dévalué le dollar, développé des contrôles aux exportations et augmenté les pensions de retraite. Les Etats-Unis ont alors mené une politique appelée « benign neglect » (négligence bénigne), selon laquelle le gouvernement prend ses décisions non pas au regard d'une quelconque responsabilité dévolue à son leadership mondial, mais en fonction des intérêts spécifiques internes à l'économie nationale.

Avec la baisse du dollar, l'OPEP s'est révoltée et a imposé un prix quatre fois supérieur à celui qui avait été préalablement négocié, en recourant à un embargo, puis au système des quotas. Lorsque l'OPEP est intervenu pour récupérer la rente, il en a résulté une perte de pouvoir d'achat pour les pays industriels non producteurs de pétrole et des revenus faramineux pour quelques potentats du Golfe Persique. Il en a résulté une récession économique mondiale, même si des masses considérables de placements des pays exportateurs de pétrole s'installèrent dans les pays développés. Le choix pétrolier a modifié ainsi les rapports de force. Les ressources naturelles redevenaient essentielles à la croissance mondiale, les économistes ne pouvaient plus l'ignorer par commodité d'analyse. Nixon laissa flotter le dollar qui perdit de sa valeur contre le mark et le yen, provoquant une inflation et une stagnation des salaires. Sous la présidence Carter, un déficit commercial, une perte de valeur du dollar et l'inflation se sont invités.

Enfin, le « pic de production de pétrole des Etats-Unis », mis en évidence dès 1955 par King Hubbert, a défini la quantité maximale de pétrole que peut

fournir le sous-sol des Etats-Unis dans les années à venir. Les économistes ne l'ont pas du tout intégré dans leurs schémas, alors même que les USA étaient en train de perdre le contrôle de la ressource énergétique dominante du développement économique contemporain. Le prix du pétrole allait coûter plus cher, mais la rente allait maintenant s'extraire sur des terres étrangères. Dans ce contexte, plusieurs politiques étaient possibles¹⁶.

1) La politique mercantiliste de dévaluation du dollar, de développement des exportations et de réduction des importations, d'amélioration de la compétitivité des entreprises ou de contrôle de la structure des revenus n'était politiquement pas envisageable à moyen terme, au regard des accords salariaux internes, des négociations commerciales internationales, de la défense du libre-échange et de la puissance du système financier national.

2) Une négociation avec les pays pétroliers était nécessaire, en échangeant leur pétrole contre des armes et en les incitant à placer leurs ressources dans les banques américaines. Cette politique a eu quelques effets, mais l'échec iranien a eu des effets négatifs sur l'ensemble de ces négociations.

3) Une politique de conservation et d'économie d'énergie, avec une recherche de sources alternatives, une fiscalité adaptée, l'essor du nucléaire a été engagée par les pays européens. Elle n'a pas été retenue face au lobbyings du pétrole et du gaz et à cause de la fusion partielle de la centrale nucléaire de Three Miles Island. Le Rapport Meadows du Club de Rome sur les limites de la croissance avait pourtant déjà lancé un appel très fort sur les conséquences d'une production sans cesse croissante. Ce défi n'a pas été repris par les économistes, qui rejetèrent même l'idée de limites à la croissance grâce aux nouvelles inventions, celles d'aujourd'hui mais surtout de demain, sans savoir s'il s'agira de sauts épistémologiques ou de simples améliorations de techniques aux services déjà éprouvés et aux progrès s'inscrivant dans des services auxiliaires d'un intérêt collectif et individuel réduit.

4) Les Etats-Unis ont toujours pu payer leur pétrole avec le dollar et recevoir des barils contre des créances du Trésor public libellés en dollars. Ainsi, le pétrole a été payé par une carte de crédit dont la facture n'a jamais été réglée, car le dollar est devenue une monnaie de réserve.

Le Président Ronald Reagan retiendra cette dernière politique. Comme l'inflation rongeaient la compétitivité des entreprises américaines, le monétarisme de Milton Friedman, selon laquelle l'inflation est toujours un phénomène monétaire, s'est imposé, emportant avec lui l'irresponsabilité de l'action de l'Etat sur le chômage. La régulation keynésienne était alors réfutée. Pour un pays, il faut assurer la stabilité des prix et laisser fonctionner le libre jeu du marché. Le concept d'économie de l'offre s'est alors imposée. Il s'agissait de mettre en œuvre une fiscalité incitative, le fardeau fiscal est alors transféré de l'épargne à la consommation. Il fallait alors concevoir des prélèvements fiscaux

¹⁶ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

qui interfèrent le moins possible sur la décision d'épargne. Le problème des ressources naturelles a de nouveau disparu. Il est fait état d'une recherche de confiance, d'anticipations rationnelles, d'incitations.

La politique reaganienne et la fin de l'Union soviétique

Ronald Reagan va s'engager à rétablir la puissance américaine, à préserver le mode de vie et à soutenir les processus expansionnistes¹⁷. Au fond, la FED¹⁸ dirigée par Paul Volker, va utiliser sa capacité à contrôler le prix stratégique du taux d'intérêt mondial pour se prémunir contre les effets contraignants de l'approvisionnement en pétrole que les Etats-Unis ne maîtrise plus. Lorsque le prix de ce bien stratégique a augmenté, la plupart des pays importateurs de pétrole se sont endettés auprès du système bancaire des Etats-Unis, à l'exception de la Chine et l'Inde. Sous la pression des taux d'intérêt élevés, le dollar a repris de la vigueur, ce qui a provoqué la récession des pays en développement fortement endettés en dollars et un accroissement des inégalités de revenus des Nations. Dans ces conditions, la demande des matières premières et énergétiques s'est tassée, favorisant à la fois une réduction de leurs coûts et, par conséquence, des tensions inflationnistes. Par un programme de réduction d'impôt et l'essor des dépenses militaires, la relance de l'économie américaine a été rendue possible, grâce à la chute du prix du pétrole et à de forts flux de capitaux entrants, et malgré un déficit commercial aggravé par un dollar fort et des taux d'intérêt élevés.

Cette politique fondée sur les réductions d'impôts, le budget militaire et le dollar fort était conjoncturelle ; Paul Volker savait qu'elle avait aussi des effets négatifs sur l'industrie américaine non protégée par les critères de défense nationale. Tous les pays du monde ont été incités à développer leurs réserves de dollars, notamment en bons du Trésor, ce qui a permis au déficit commercial de se poursuivre. Les importations se sont accrues, exerçant une influence déterminante sur la stabilité, voire la baisse des prix, mais aussi une concurrence très forte aux entreprises nationales, ce qui a favorisé la réduction des salaires des Américains moyens et pauvres. Devant cette situation, les syndicats sont restés impuissants. *L'American Way of Life* ne pouvait plus être financée que par l'endettement, au regard de la baisse des revenus des ménages et des entreprises. Les Etats-Unis entraient dans le cycle d'une économie fortement endettée.

Cette situation, payée socialement par les plus démunis, présentait deux avantages supplémentaires. D'une part, les économistes reprenaient confiance dans une croissance stable à long terme. D'autre part, cette politique avait aussi un autre avantage, celle de fragiliser les bases économiques de l'URSS trop dépendantes des prix des produits de base et des matières énergétiques.

¹⁷Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

¹⁸ La FED est toujours présentée comme un organisme indépendant du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation. Son Président n'en est pas moins nommé par les instances politiques.

L'antagonisme entre les deux systèmes était à son plus fort, notamment pour le leadership auprès des pays en développement. En 1979, les observateurs avaient fait de l'Armée rouge la plus forte puissance militaire au monde. Le gouvernement des Etats-Unis était alors embourbé par les affaires iraniennes, l'invasion soviétique en Afghanistan, l'embargo contre l'URSS, l'effondrement du dollar et la réduction des dépenses militaires. La hausse des dépenses militaires décidées par Reagan eut un effet positif pour les industries d'armement, mais aussi sur la demande globale des consommateurs. Avec la course aux armements provoquée par le programme IDS (Initiative de Défense Stratégique)¹⁹, l'Union soviétique, qui avait pendant plus de 4 décennies privilégié la puissance militaire en lui accordant toutes les priorités économiques par rapport à la consommation privée et à la production civile, n'était plus en mesure de rivaliser. En effet un quart de son activité économique et 90 % des chercheurs et de la R&D étaient consacrés au secteur militaire. Dans ces conditions, l'URSS n'avait pas d'autres alternatives soit d'engager un conflit (jugé trop meurtrier pour deux puissances nucléaires, soit à changer son modèle économique pour le rendre plus performant. En fait, la glasnost et la perestroïka accélèrent l'effondrement de l'économie planifiée. L'Union soviétique s'est alors disloquée et le communisme était définitivement abandonné à Moscou. Les Etats-Unis et l'OTAN dominaient alors le monde et Fukuyama pouvait revendiquer, à tort, « la fin de l'histoire ».

L'invasion du Koweït et la nouvelle donne internationale

Après l'invasion du Koweït, réaffirmant la puissance américaine et son rôle de gendarme du monde, Washington redevenait la capitale de la superpuissance militaire et économique mondiale. Les capitaux affluaient vers les Etats-Unis, Wall Street flambait, de nouvelles technologies apparaissaient, le chômage chutait à 4 % et l'inflation était contenue. Cette « nouvelle économie » apparaissait comme un nouveau « miracle » du capitalisme. Alors que la situation semblait s'améliorer et que les Américains trempaient dans un optimisme atavique, pendant la même période les syndicats perdaient leur influence, la délocalisation des entreprises nationales s'accroissait et que des pans entiers de l'économie nationale s'effondraient. La FED s'est approprié ce résultat, en engageant la politique dite de la « Grande Modération », laquelle n'était d'ailleurs possible que dans un pays disposant d'un leadership mondial incontesté. Dans ce contexte, les entreprises ont amélioré la gestion de leurs stocks, elles ont bénéficié du double effet d'une sophistication et d'une déréglementation des marchés financiers, elles ont développé les activités de service, grâce à l'application optimale des technologies informatiques. La situation économique semblait être entrée dans le « cercle vertueux » de la confiance réciproque des agents économiques, chaque citoyen étant convaincu

¹⁹ SDI, Strategic Defense Initiative

par la politique économique et sociale du gouvernement et par le dynamisme exceptionnel des entreprises. Au fond, seules des décisions erronées de la banque centrale pouvaient modifier cette situation jugée quasi optimale. Pourtant, au tournant du XXI^e siècle, les crises conjoncturelles, sectorielles ou générales ont réapparu, presque subrepticement. Les firmes ont parfois modifié leurs écritures comptables, soutenues par des sociétés d'expertise a priori indiscutables. Les économistes ont été incapables de prévoir ces changements, bien trop occupés à vendre une expertise qui n'était bien souvent qu'une plaidoirie unilatérale en faveur de leurs clients.

Pendant la période de la Présidence Clinton, l'excédent budgétaire était lié à l'endettement de ménages pris au piège du boom des technologies de l'information et par la spéculation immobilière. Lorsque ces investissements se sont réduits, les ménages et les entreprises ont pris leurs bénéfices et la Bourse s'est effondrée en 2001. En situation de récession, le déficit public est toujours inévitable²⁰. Les marchés restent confiants concernant la dette publique des grands pays développés, notamment celle des Etats-Unis, défenseur inconditionnel de l'économie de marché. Pourtant, les responsables politiques n'aiment pas avoir, à terme, un bilan d'endettement ; ils ont tendance à réduire leurs dépenses et à augmenter les impôts. Dans ces conditions, l'économie sombre dans une stagnation propice à l'émergence d'un cercle « vicieux » fondé sur le triptyque augmentation des impôts, réduction du pouvoir d'achat des ménages et des entreprises, réduction des investissements, récession économique, baisse des ressources publiques, augmentation de l'endettement public, augmentation des impôts, etc.. Pourtant, les Etats-Unis disposent d'un grand avantage. Les Etats étrangers souhaitent détenir des bons du Trésor américain comme avoir de réserve. Les étrangers gagnent des dollars en exportant plus qu'en important. Le dollar comme monnaie de réserve bénéficie alors d'un soutien de ses cours. C'est un avantage considérable pour l'économie américaine.

L'analyse microéconomique souffre toujours du « no bridge » qui la sépare de la macro-économie. Or, le système produisait déjà des effets pervers. Le capitaliste cumulait à la fois le profit et le pouvoir, l'intérêt général se confondant alors avec certains intérêts privés. Depuis 1980, on assiste à une hausse mondiale des inégalités, les entreprises cherchent à accroître leurs profits au détriment des contribuables, des salariés, des clients ou des concurrents honnêtes. Dans les années 1990, la révolution numérique a soulevé beaucoup d'enthousiasme des opérateurs économiques, mais elle a permis aussi les arnaques financières. Dans les années 2000, l'effondrement du boom de l'informatique est acté et les guerres et conflits militaires larvés reprennent. En 2001, le Président Bush a réorienté 500 agents du FBI sur la fraude financière vers la lutte contre le terrorisme. La déréglementation a été voulue par le

²⁰ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

gouvernement, avec tous les dangers qu'elle représentait. En fait, le pillage a alors atteint de sommets qui ont conduit à la crise de 2008. Aujourd'hui l'économie de marché n'a plus de morale, ni de moteur. C'est un facteur essentiel de la crise. La crise de 2007 et 2008, qui a fait l'objet de nombreux articles et recherches a profondément remis en cause le caractère vertueux de l'économie de marché, de la spéculation, de la répartition des revenus.

La crise économique de 2007-2008 et ses interprétations « scientifiques »

Les économistes qui ont manifesté leur analyse sur la crise financière inéluctable n'ont guère été entendus ou cités, ce sont des parias de la profession. Ils ne publient que dans les revues secondaires²¹. Ainsi, dès 2002, Dean Baker a mis en évidence la possibilité d'une bulle financière²². En fait plusieurs arguments scientifiques de la pensée économique dominante ont été avancés pour expliquer cette crise. La théorie des « cygnes noirs » considère que la crise n'est pas due au système économique et financier lui-même, mais à des événements imprévisibles qui transforment l'ordre normal des choses. Cependant cette évolution est temporaire.

Quant au résultat de la crise elle-même, il n'y a pas d'explication rationnelle indiscutable, chacun cherchant d'abord à trouver les arguments qui le dédouanent de ses responsabilités, par la désinformation et les responsabilités politiques. Si l'on s'en tient à cette simple constatation, les crises financières ne témoignent pas d'une défaillance scientifique, mais de l'émergence de faits inhabituels imprévisibles, comme l'est l'apparition de « cygnes noirs » sur un lac. Dans cette conception, la crise de 2008 était imprévisible, sauf pour les pessimistes récurrents qui se réfèrent plus souvent à leurs états d'âmes qu'à l'exercice d'une rationalité économique rigoureuse. Pourtant, les crises sont récurrentes, les économies des pays de plus en plus instables, qu'elles soient développées ou en développement. Tous les continents sont concernés avec l'essor de la globalisation. Les crises sont plus fréquentes qu'elles ne devraient l'être statistiquement, mais il est difficile d'en mesurer la fréquence, l'importance conjoncturelle ou la profondeur structurelle.

Les théories les plus énoncées mettent en avant les bulles financières, le défaut de remboursement lié aux cycles économiques, des mécanismes de prévision et de perspectives inadaptés, l'intervention mal profilée de l'Etat, ou l'amoralité des opérateurs économiques et financiers.

²¹ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris, p. 93. Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), *Spéculation et instabilité financière internationale*, in « Des flux et des territoires. Vers un monde sans Etats ? Sous la direction de Bernard Jouve et Yann Roche, Presses de l'Université du Québec, Montréal.

²² Baker, D. (2002), *The Run-Up in Home Prices : Is it a real or is it Another Bubble ?* Washington DC, Center for Economic Policy and Research, August. www.cepr.net/documents/publications/housing_2002_08.htm.

Les bulles financières

Si, comme ils l'ont toujours faits dans le passé, les prix des logements se réalignent sur le niveau général des prix, il en résulterait que 2000 milliards de dollars de richesse papier disparaîtraient provoquant ainsi de fortes tensions vers une récession économique généralisée, du fait de l'incapacité des emprunteurs à rembourser leurs dettes. Le rapport cours/bénéfice à la bourse, le « price/earning ratio », constitue un premier indicateur intéressant. Quand il est trop élevé, les cours cessent d'augmenter. Or, cette situation était devenue de plus en plus réelle, avec une bulle financière croissante et une rentabilité déclinante. Tolérer la bulle, c'était aussi tolérer le krach qui allait suivre. Pour le Président de la FED, Alex Greenspan, les bénéfices allaient monter au niveau requis par l'exercice des mécanismes normaux du marché. Il n'était pas sain de s'inquiéter outre mesure. Un deuxième indicateur, le rapport prix immobilier/loyer, pouvait aussi être retenu pour étudier concrètement la situation. Il est devenu trop élevé, sauf si les bénéfices des entreprises augmentaient soudain spectaculairement. Si cette condition n'était pas remplie, les actions ne deviendraient plus compétitives au regard de l'évolution des autres actifs financiers. Si les « valeurs historiques » étaient vérifiées à terme, un réajustement de l'ordre de 8000 milliards de dollars était à prévoir pour éliminer cette fameuse bulle. Cette analyse a été contestée, notamment sur la question de l'adéquation des informations statistiques du présent à celles du passé. Les valeurs « normales » n'ont pas de sens dans le cadre de la « Nouvelle économie », car cette hypothèse n'est pas vérifiée dans les périodes de changements épistémologiques forts.

La crise va débuter en août 2007, elle s'est ensuite développée jusqu'en mars 2008, avec la faillite et la vente à prix bradé de Bear Stearns. Cependant, les gouvernants ne se sont pas affolés outre mesure, ils ont considérés que les problèmes étaient gérables, malgré un ralentissement dommageable de la croissance. En septembre 2008, avec la faillite inéluctable de Lehman Brothers, la chute de AIG, la vente de Merrill Lynch et la prise de contrôle de Fannie Mae et de Freddie Mac par l'Etat que l'affolement gagna le monde. Les fonds communs de placement quittèrent les banques d'affaires pour se réfugier dans les banques de dépôts (les plus grandes) avec leurs avoirs garantis. L'accès au dollar s'est tari dans le monde, provoquant une hausse inattendue du dollar. Le gouvernement américain, pour réduire l'effet de panique, s'est alors donné comme objectif la survie des grandes banques détenant de mauvais titres. Il en a résulté une raréfaction des nouveaux prêts, la baisse de la valeur des actifs immobiliers et l'impuissance de nombreux ménages face à la croissance de l'endettement net de leur patrimoine.

Les économistes ne changèrent pas pour autant le contenu de leurs modèles ; s'ils sont capables en situation lisse et normale de faire fructifier les bénéfices des apporteurs de capitaux, ils sont démunis face à l'analyse et à la politique à conduire pour résoudre la crise financière. Les fameux rééquilibrages

permis par les mécanismes ne jouent souvent que dans leurs analyses fondées sur des hypothèses qui ne prennent jamais en compte les réactions des opérateurs ruinés et la difficulté à relancer une économie nationale ou internationale en l'absence d'une confiance minimale des acteurs économiques. En 2009, le CBO (Congressional Budget Office des Etats-Unis) a pronostiqué que, même que sans rien faire, le sentier de la croissance économique américaine réapparaîtrait dès 2015. Ainsi, la crise était une situation malade normale de l'économie dont l'éradication demande seulement un peu de temps pour disparaître.

L'hypothèse des « bulles financières » est simultanément avancée. La crise est un phénomène inévitable, qui permet de « nettoyer » les excès du système. Même si l'éclatement de ces bulles provoque un processus de récession et de chômage, Alan Greenspan suggère qu'il est inutile que l'Etat intervienne, car c'est un comportement normal du système financier qu'il est aisé de comprendre après coup, mais qui n'est pas réellement prévisible au regard de ses variables explicatives d'ordre psychologiques, sociologiques ou politiques. Dans ce contexte, il est inutile de réglementer ou d'intervenir au niveau macroéconomique, il faut appliquer la règle du laisser-faire. La crise finie, le système permet le redémarrage de la croissance économique vers une situation optimale qui ne peut être contestée que par de nouveaux chocs politiques productrices de nouvelles crises. La reprise était automatique et donc inéluctable, sur la base de réflexions faisant état du PIB potentiel et du taux de chômage naturel (NAIRU, nonaccelerating inflation rate of unemployment). S'il y a chômage, les salaires vont baisser et si l'emploi revient à la « normale », la production retrouvera son niveau potentiel. L'optimisme « de façade » permettait d'éviter les rumeurs sur les nationalisations comme solutions. La plupart des économistes ont accepté cette analyse, soit parce qu'ils étaient payés par les banques, soit parce qu'ils souhaitaient rester fidèles à leurs analyses à des fins de carrière (pour les universitaires) ou politiques (pour les conseillers). Peu d'économistes se sont élevés pour contester ces analyses, d'autant plus que les revues dites scientifiques sont peu réactives et monopolisées par la « pensée dominante » et peu réactives²³.

De manière plus empirique, il faut relater les effets de domination des grandes puissances développées, notamment les Etats-Unis, sur les autres pays. La finance américaine de Wall Street a conçu des instruments financiers exotiques, puis elle les a vendus aux investisseurs d'Europe, d'Asie ou d'Afrique. L'effondrement de la bulle immobilière a provoqué la disparition de milliards de dollars de patrimoine financier dans un système recourant massivement à l'effet de levier. Dans le même temps, les pays développés se sont alors donnés pour objectif de « sauver » leurs propres économies nationales, même au détriment de tous leurs voisins. Ils ont ainsi profité des

²³ Les articles de ces revues demandent souvent un délai de deux années entre l'envoi du manuscrit et leur publication effective.

problèmes spécifiques des BRICS et des pays du Golfe pour imposer encore cette précarité financière au monde. En fait, le virus de la finance précaire et volatile est propagé dans le monde entier, mais les médicaments (les politiques engagées) ne sont dispensés d'abord et avant tous qu'au bénéfice des banques et aux pays les plus riches, tout en rendant plus grave encore la situation des pays les moins avancés. Les Etats des pays développés ont renfloué leurs banques et garanti leurs dépôts, ce qui donne à ces dernières un énorme avantage concurrentiel sur leurs homologues du Sud (notamment). Les pays en développement devraient créer leurs propres pôles régionaux de soutien financier, même si cette solution doit entraîner des réactions des pays riches.

Le défaut de remboursement lié aux cycles économiques

Les inégalités sont nées du double effet d'une croissance économique récurrente et de la stagnation des salaires. Comme les banques prêtent aux ménages, l'endettement, notamment avec une hypothèque immobilière, devient une condition d'exercice d'un mode de vie acceptable. La dette privée et son service augmentent et prennent alors une place excessive dans les dépenses des agents, au regard de l'importance des remboursements. Dans ces conditions, avec un renversement de la conjoncture, les défauts de remboursement conduisent à des situation sociales graves, surtout s'ils favorisent, par leur importance, l'apparition d'une crise financière fondée à la fois sur le critère objectif des défauts de paiement, mais aussi de la perte de confiance dans toutes ou parties des formes d'endettement ou de placement. L'argumentation est intéressante, mais elle fait indirectement des salariés les responsables du début de la crise. Elle souligne l'incapacité de l'Etat à proposer une formation satisfaisante par un enseignement public défaillant. Cette thèse ne se réfère pas à l'action des banques qui ont prêté imprudemment des fonds à des ménages en situation économique difficile. Les banques ne veulent apparaître que comme de simples intermédiaires, mais elles cherchent d'abord à faire du profit, par les moyens les plus sophistiqués (pour ne pas dire retors), même au détriment des plus pauvres. Ces actions de court terme qui peuvent les conduire à subir des non remboursements de prêts à plus long terme n'inquiètent pas les banques outre mesure, car elles récupéreront les biens, souvent à des tarifs qui dépassent leurs engagements, grâce à leurs hypothèques. Dans cette analyse, les banques ne sont coupables de rien.

Les scélérats de l'effondrement des crédits hypothécaires sont donc les retraités et les municipalités d'Europe et la Banque populaire de Chine. En effet, l'équilibre suppose les finances publiques soient équilibrées elles-mêmes. Il faut donc revoir les avantages sociaux. Les plans de stimulation sont financés par de la dette publique, créant des effets d'éviction. La dette de l'Etat absorbe l'épargne des particuliers et des entreprises, mais elle représente aussi une partie

de la fortune financière nette du secteur privé. L'Etat donne d'une main ce qu'il reprend de l'autre²⁴.

L'intervention de l'Etat

Dans un contexte dominé par le libéralisme, l'intervention de l'Etat est d'autant moins souhaitée que sa politique économique est jugée responsable de la crise. Pourtant, les économies nationales ne peuvent pas fonctionner sans un Etat capable de faire respecter les lois. Le progrès économique n'est pas issu des seuls mécanismes du marché, l'intervention de l'Etat est nécessaire. Par exemple, trois arguments concrets viennent étayer cette proposition :

- D'abord, le marché ne peut pas fonctionner sans des lois et des règles, sans sécurité nationale et internationale²⁵. L'Etat assure et rassure, notamment contre le non respect des lois, la lutte contre le terrorisme ou les convoitises extérieures. La dépendance de chaque pays à la fourniture de biens et services produits par l'importation suppose des accords entre Etats, des projets collectifs contrôlés et des négociations internationales que le marché n'est pas à même d'assumer. Les conflits de toute nature opposant deux pays peuvent conduire à une « guerre économique »²⁶, orchestrée par les pouvoirs publics, laquelle affaiblit les pays belligérants. Dans ce contexte d'accords ou de désaccords au niveau des Etats, les actions politiques vont exercer une influence décisive sur la qualité du fonctionnement de l'économie de marché.

- Les forces du marché revendiquent le respect du droit de propriété défini par le droit romain, notamment de ses trois caractéristiques, à savoir « l'usus, le fructus et l'abusus »²⁷. Or, l'abus de la propriété individuelle pose des problèmes spécifiques à la collectivité que celle-ci ne peut accepter (pollution, changement de climat, situation de monopole, exploitation du travail, etc.). Dans ce contexte l'Etat a le devoir de protéger les citoyens. C'est dans le cadre de ses fonctions régaliennes qu'il propose des biens publics comme la justice, la police, l'armée ou l'éducation, institutions qui empêchent le retour de la loi du « Far West »²⁸. Souvent, les économistes d'inspiration libérale mettent en avant l'idée selon

²⁴ Fama, E.F. (2009), Bailouts and stimulus plans, January, 13.

www.dimensions.com/famafrrench/2009/01/bailouts-and-stimulus-plans.html

²⁵ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities, Emerald, Bingley, U.K. La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. -<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822> .Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, Coll. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

²⁶ Fontanel, J., & Bensahel, L. (2002). Les stratégies de la guerre économique. in Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie. Collection Côté Cours, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble, pp. 29-50. Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in « Arms, War, and Terrorism in the global economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg. Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ? Politique étrangère, janvier.

²⁷ Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, Principes de politique économique, Collection "L'Economie en Plus". Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991.

²⁸ Cette loi est caractérisé par la fameuse phrase de Clint Eastwood (Le bon, la brute et le truand): « Tu vois, Il y a deux catégories d'hommes, ceux qui ont un pistolet chargé et ceux qui creusent. Toi, tu creuses ! ». ».

laquelle les impôts payés par les entreprises lèsent la croissance nationale. De nombreuses études économiques ont eu pour objectif de mesurer l'impact d'une telle hypothèse, mais les résultats ne permettent pas de mettre en évidence de manière significative et constante une relation négative des impôts sur le PIB²⁹. Il faut ajouter que cette analyse fait l'hypothèse selon laquelle les services rendus par la justice, l'éducation et la sécurité nationale n'ont pas d'efficacité sociale spécifique, hors leurs valeurs économiques. Cependant, dans un univers économique globalisé, la lutte compétitive vers le « moins disant » auxquels sont soumis les Etats au regard des firmes multinationales conduit à réduire les avantages collectifs procurés par les investissements de l'Etat, au profit des bénéficiaires après impôts des firmes. Dans une analyse de type coûts-avantages, les bénéficiaires ne sont pas les mêmes. Dans ce cadre, les pays « filous », les paradis fiscaux, se voient récompensés par des activités financières de grande ampleur, souvent secrètes, au bénéfice exclusif des actionnaires des entreprises complices. Cependant, ce raisonnement ceteris paribus, évacue complètement les avantages non marchands ainsi procurés aux citoyens par les biens publics. Le raisonnement se limite à considérer qu'il n'y a pas besoin de plus ou de mieux de justice, de culture et même d'éducation, au moins dans le court terme, alors que ces biens collectifs sont essentiels au bon fonctionnement de l'économie de marché. Il faut surtout rappeler, avec force, que les revenus des entreprises sont aussi le résultat de lois qui les protègent et qui leur permettent de prospérer.

- Ensuite, le marché n'est jamais parfait et les quasi-monopoles s'installent ouvertement, selon des procédures financières occultes, sur des marchés privés pour réduire les effets de la véritable concurrence. Dans ce contexte, une croissance nationale forte peut être à la fois inéquitable et inégalitaire. L'intérêt du profit des entreprises est survalorisé. Pour Josef Stiglitz³⁰, la théorie dite des retombées positives des effets de la croissance et du développement économiques sur les pauvres est erronée. En l'absence d'une action spécifique des pouvoirs publics, les écarts des revenus et des patrimoines ne font que croître, provoquant une insatisfaction susceptible de provoquer des mouvements sociaux capables de remettre en cause le fonctionnement du marché. La théorie du « ruissellement », déjà évoquée en son temps et refusée par Joan Robinson, selon laquelle la population profiterait avec un peu de retard de la richesse produite par les plus riches n'est qu'un « miroir aux alouettes » présentées aux pauvres pour que d'une part ils acceptent leur situation et que, d'autre part, ils soient reconnaissant à ceux qui produisent ainsi des activités bénéfiques à l'ensemble de la population. Au contraire, le développement des inégalités des revenus et des patrimoines est une cause essentielle, déterminante,

²⁹ Angelini, J.P., Tuerk, D.G. 52015), How Corporations Are Taxed ? National Center for Policy Analysis, August. Mauro, P., Zilinsky, (2015), J. Fiscal Tightening and Economic Growth : Exploring Cross-Countries Correlations, Peterson Institute for International Economics, Numbrr PB15-15.

³⁰ Stiglitz, J. (2002), La grande désillusion, Fayard, Paris.

des crises économiques.

- L'horizon temps des décideurs économiques est hétérogène. L'économie marchande s'inscrit dans un espace de court terme, au regard des évolutions rapides qui secouent le champ de leurs compétences, de leurs contraintes de profit et de leurs parts de marchés. Elle ne donne que des informations parcellaires, partiales, qui permettent de faire d'importants profits pour une entreprise, mais parfois au détriment de la santé des populations, avec des pollutions qui gâcheront la vie des citoyens d'aujourd'hui et de demain. Les marchés financiers ne constituent jamais une boussole, ils sont erratiques et ne fonctionnent jamais dans le cadre d'un intérêt commun, mais pour ceux des opérateurs eux-mêmes. Dans ce cadre, le système financier peut parier sur une catastrophe sociétale à venir si, entre temps, les profits personnels des opérateurs sont substantiels. L'Etat ou les pouvoirs publics doivent lutter contre les incertitudes du long terme. Le problème du réchauffement du climat dû aux émissions de gaz à effet de serre ne peut pas être traité par l'économie marchande. L'Etat a pour vocation de prendre en charge ces menaces et d'engager les mesures nécessaires pour les éradiquer ou les contrôler, à l'encontre parfois de l'intérêt immédiat des réponses du marché. L'Etat doit se préoccuper d'un avenir plus ou moins lointain. Il s'agit alors de protéger les générations future, contre une situation très dangereuse pour la vie sur Terre. Les citoyens, par l'intermédiaire de l'Etat, mais aussi des consommateurs ou des ONG, peuvent lutter pour prendre en compte les valeurs de demain dilapidées par des entreprises peu scrupuleuses ou trop soumises aux lois d'une concurrence excessive. L'Etat, qui normalement représente la volonté des citoyens, peut alors intervenir pour empêcher les abus et protéger les citoyens de demain. L'incertitude doit être encadrée par des organismes publics, notamment en un temps où le capitalisme globalisé bouleverse la vie précarisée des personnes dans le monde entier. Dans ce cadre, l'Etat peut engager des investissements dont l'utilité à long terme sera déterminante pour éviter des tendances lourdes dégradantes pour la vie en société. Il s'agit non seulement d'investir, mais aussi d'orienter les actions des autres acteurs économiques, afin d'empêcher que les bénéfiques à court terme de quelques uns ne produisent, à terme, des tensions sociétales insupportables.

- L'Etat favorise les transferts des revenus pour le financement des biens publics. Dans ce cadre, l'Etat peut fixer des règles qui permettent de prendre des décisions démocratiques, aussi bien par la mise en place de lois de protection de la santé, de l'éducation ou des conditions de vie des collectivités, mais aussi par l'introduction de nouvelles règles applicables à la gestion des entreprises dont la politique, trop souvent, est déterminée par les seuls actionnaires ou par la technostructure. Il ne s'agit pas de remettre en cause l'esprit d'entreprendre, il s'agit simplement donner un sens plus large aux actions engagées, et à valoriser socialement le système de production développé par les entreprises sur d'autres critères que celui du profit immédiat. La marchandisation du monde réduit la

puissance de l'être humain, il convient donc d'en contrôler les effets. L'action économique et sociale de l'Etat se doit d'entrer dans le domaine des décisions démocratiques³¹. Les offreurs de travail, les consommateurs et les citoyens peuvent agir sur l'Etat pour en élargir le contenu. Enfin, l'Etat doit maintenir les solidarités, mais celles-ci ne peuvent subsister avec l'essor incontrôlé des inégalités sociales.

Dans le cadre de la crise de 2008, les observateurs peuvent faire valoir que les lois sont parfois à l'origine des inflexions économiques. Par exemple, aux Etats-Unis, la loi intitulée Community Reinvestment Act (1977) a fait obligation aux banques d'accorder des prêts dans toutes les localités où elles collectent les dépôts³². Les deux entreprises parrainées par l'Etat (mais privatisées) Fannie Mae et Freddy Mac ont acheté des prêts hypothécaires sur le marché privé pour partager les risques et refinancer les prêteurs. Ces sociétés ont encouragé l'aléa moral et la sélection négative (recherche d'emprunteurs insolvables) parce qu'elles jouissaient d'une garantie implicite contre les pertes. Cet encouragement de l'expansion de la propriété avec les NTM (nontraditional mortgages, prêts hypothécaires) soutenu par l'Etat n'a pas permis de résoudre ces problèmes d'insolvabilité en deux ou trois ans. L'idée aussi du « too big to fail » a laissé entendre qu'il y aurait un filet de sécurité public. L'action publique perturbe la rationalité des agents et elle remet en cause les conditions normales d'entreprises cherchant à maximiser leurs profits. L'intervention de l'Etat pour favoriser l'achat immobilier de familles à faible revenu a conduit inéluctablement à des financements de prêts hypothécaires non traditionnels, dont le défaut de paiement a été à l'origine du naufrage du système.

Pour Alan Greenspan³³, les entreprises disposaient d'importantes liquidités disponibles mais, au regard des incertitudes et de l'activisme généralisé de l'Etat pour accélérer la reprise économique, elles n'ont pas souhaité investir. Les interventions de l'Etat finissent par entraver les marchés au lieu de leur donner de la force. L'ARRA (American Recovery and Reinvestment Act) est discutable, comme l'a été le New Deal. L'incertitude provoquée par l'environnement concurrentiel, financier et réglementaire proposé par l'Etat après la chute de Lehman Brothers est responsable de la moitié du déficit d'investissement en capital aux Etats-Unis. Si la crise continue son œuvre, c'est de la faute du gouvernement américain et de Barack Obama. La « bulle » n'aurait pas existé, car les marchés libérés reviennent toujours à l'équilibre. Aucune faute ne peut lui être reconnue comme Président de la FED. Cette analyse est pour le moins peu convaincante.

Les Etats se sont quand même engagés à refinancer les banques, ils ont promis de restructurer leurs activités et d'appliquer de nouvelles lois pour

³¹ Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, Collection « Pour Comprendre », L'Harmattan, Paris

³² Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

³³ Greenspan, A. (2011), Activism, International Finance, vol 14, n° 1, printemps 2011 (165-182).

réduire les risques systémiques. Les victimes des « subprimes » n'ont fait l'objet d'aucune sympathie particulière des citoyens. Pourtant, aujourd'hui encore, les engagements pris par les Etats et les banques n'ont pas été tenus, du fait du lobbying dominant des banquiers sur la classe politique et la haute administration. Le CEA (Council of Economic Advisers) a réclamé un plan d'aide de l'ordre de 1000 milliards de dollars, mais l'aide a été réduite de moitié sur deux ans. Le programme de sauvetage des actifs à problème (Troubled Asset Relief Program, TARP) de l'ordre de 700 milliards de dollars, était politique. La garantie des dépôts est passée de 100000 à 250000 dollars. Le Trésor a profité du TARP pour prendre des participations dans les grandes banques, ce qui leur a fourni le capital nécessaire pour respecter les nouvelles réglementations. La Banque centrale a créé son propre fonds de soutien aux actifs toxiques. La FED a procédé aussi à des swaps de devises (600 milliards de dollars) avec les banques centrales étrangères, ce qui a fait monter le dollar par rapport aux grandes monnaies internationales.

Fin 2009, le gouvernement voulait montrer qu'il n'allait pas étatiser, ni laisser les banques tomber en faillite³⁴. Les cours des actions bancaires ont alors connu une ascension spectaculaire, ce qui a permis aux banques de continuer leurs affaires, sans contrainte d'activité ni de rémunérations. Le système a bien résisté dans le cadre d'une prévarication organisée. La FED a continué ses programmes s'assouplissement quantitatifs (quantitative easing) d'achats permanents d'actifs financiers au système bancaire, notamment les titres adossés aux prêts hypothécaires. Après que les taux d'intérêt se sont rapprochés de 1 %, la FED a conduit une politique monétaire en vue de soutenir la croissance économique. Pour Joseph Gagnon³⁵, cette politique s'est avérée particulièrement efficace. Cependant, le soutien aux banques était supposé profiter à l'économie américaine, mais il a bénéficié d'abord aux banquiers, lesquels cinq ans après n'avaient pas repris leurs activités de prêts aux entreprises et aux ménages. La crise a rappelé l'importance des risques. Les banques ont cherché d'abord à reconstituer leurs fonds propres en empruntant à bas prix à la banque centrale et en empruntant à plus long terme à un taux plus élevé, notamment auprès du Trésor, un prêt sans risque. Cette politique a eu des effets positifs sur l'économie américaine. Le plan de relance a accru le déficit public du budget fédéral. Cependant, l'Etat a cependant permis d'atténuer les effets les plus négatifs de la dépression, grâce notamment à ses programmes sociaux Social Security, Medicare, Medicaid, assurance chômage, assurance invalidité, bons alimentaires et structure progressive de l'impôt sur les revenus. C'est le secteur public qui a sauvé le secteur privé, au prix d'un fort endettement. Aujourd'hui, le secteur

³⁴ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

³⁵ Gagnon, J.E. (2016) Quantitative Easing: An Underappreciated Success, Peterson Institute, Policy Brief, April, 7 p.<http://www.piie.com/publications/pb/pb16-4.pdf>

privé conteste l'endettement des Etats et il dispose d'arguments forts pour les contraindre, in fine.

Les Etats sont mis en concurrence. La question des impôts et taxes à la charge des entreprises constitue un élément essentiel de l'attractivité des économies nationales mises en concurrence. Ce n'est pas le seul facteur d'incitation à investir dans un pays, mais dans le cadre d'une économie globalisée il prend une importance particulière. Cette situation existait déjà avant l'accélération du processus de la globalisation, mais aujourd'hui ce paramètre exerce une influence souvent déterminante dans les choix des entreprises, des actionnaires ou des épargnants. Si le gouvernement des Etats-Unis, à l'instar de ce que le Premier Ministre David Cameron a proposé pour le Royaume-Uni (un taux d'imposition de 17 % pour les sociétés), décidait de réduire les impôts, les effets économiques positifs pourraient être considérables. Les firmes sont toujours incitées à faire jouer la concurrence entre les Etats, alors même qu'à l'intérieur des espaces économiques homogènes une lutte apparente contre les activités déloyales des trusts est revendiquée. Aujourd'hui, les entreprises incorporent les prélèvements obligatoires dans leurs calculs préalables à l'implantation de leurs unités de production ou de commercialisation. Les Etats-Unis réduisent ou éliminent des taux d'imposition des firmes, selon différents procédés, afin de renforcer l'image d'un pays aux taux d'imposition peu éloignés de ceux des paradis fiscaux. Le résultat attendu est un grand retour sur investissement, par l'arrivée massive des capitaux étrangers aux Etats-Unis, ce qui accentuerait encore les avantages d'une économie puissante, disposant de lois, d'infrastructures et d'accès au capital favorables aux entreprises productives ou financières.

Sur la base de la célèbre courbe de Laffer, la relation entre le revenu du gouvernement et son taux d'imposition doit toujours être clairement identifiée. Un taux d'impôt excessif tue l'activité de l'entreprise et réduit à terme l'impôt lui-même. Il convient alors de déterminer le taux optimal d'imposition, celui qui permet au gouvernement de se doter de ressources publiques optimale au regard du niveau d'activité présente et futur de l'économie nationale. Une réduction des taux de prélèvements obligatoires des entreprises peut réduire les ressources issues de ceux-ci, mais elle peut aussi favoriser l'augmentation d'autres recettes du fait de l'augmentation des revenus, des salaires et autres traitements. Un cycle de causes à effet se met alors en place, avec des « effets pervers » compensés par des effets « vertueux ». La réduction de l'impôt sur le capital le rend moins onéreux par rapport prix du travail, ce qui favorise une substitution du travail au profit du capital et une tension vers la baisse des salaires. Cependant, cette nouvelle situation peut conduire à une augmentation de la production, ce qui implique aussi une nouvelle création d'emplois et une tension éventuelle sur le marché du travail. La question est alors de déterminer quelles sont les résultantes de ces effets contradictoires. La réaction des épargnants internationaux est essentielle. Pour les Etats-Unis, au regard des avantages de

son rôle dans l'économie mondiale et de sanctuaire du capitalisme, les capitaux devraient affluer à la suite d'une réduction significative (mais pas excessive) des impôts sur les sociétés. Cependant, le poids des impôts est alors supporté principalement par le facteur travail. Pour Jack Mintz³⁶, les Etats-Unis ont aujourd'hui le plus fort taux d'imposition sur le capital du G7, avec un taux d'imposition marginal de 35,2 % (contre 25,4 % en 1994). Pour Tuerck et Angelini³⁷, J.A., en 2013, si l'on inclue les taxes sur le capital des sociétés et des individus, le taux marginal du taux d'imposition passe à 48,03 %, . Dans ces conditions, l'attractivité des Etats-Unis est réduite, les épargnants américains préférant investir à l'étranger, ce qui est très dommageable dans une économie ouverte à l'ensemble de l'économie nationale. Il en résulte une pression en faveur du chômage et une réduction moyenne des salaires.

Rappelons qu'aux XIXe siècle, la Grande-Bretagne finançait les investissements extérieurs des obligations perpétuelles, sans date d'échéance, appelée les consols. Ce type d'actif financier pourrait être remis au goût du jour si les excès de la spéculation ne rendaient aussi leur rendement hautement aléatoire. La spéculation est rendue encore plus dangereuse avec les « High Frequency Trading » (55 % du marché américain et 45 % de celui de l'Europe sur le marché boursier, 80 % du volume des « foreign futures »), gérés par des algorithmes sophistiqués et complexes capables de traiter plusieurs ordres en microsecondes³⁸. Les conséquences stratégiques et politiques des fantastiques développements du trading de haute fréquence, où les transactions se font automatiquement en quelques millisecondes³⁹. La création des « self settled trusts » capables de se démonter automatiquement et de migrer vers d'autres espaces en quelques secondes est particulièrement inquiétante. Certes, il existe des systèmes de supervision, mais il est très difficile d'en calculer l'efficacité et le coût.

La crise d'aujourd'hui est profondément politique. Or, les gouvernements ont perdu la disponibilité des instruments susceptibles d'améliorer la situation. Aux Etats-Unis, les Républicains demandent même la réduction du rôle de l'Etat, celui-là même qui définit et impose les lois qui permettent aux riches de devenir ou de rester « riches ». Après la crise de 2008-2009, après l'effort des pouvoirs publics pour soutenir le système bancaire défaillant, tous les Etats ont annoncé de nouvelles réglementations bancaires, en vue d'empêcher les excès de prise de risques fondés sur des intérêts sectoriels ou personnels identifiés. Cependant, aujourd'hui, les banques demandent à nouvel assouplissement de la régulation bancaire, en considérant que les règles prudentielles excessives

³⁶ Mintz, J. (1995), "The Corporation Tax: A Survey," *Fiscal Studies*, Vol. 16, No. 4, November 1995, pages 23-68. Mintz, J., Chen, D. (2014), "The U.S. Corporate Effective Tax Rate: Myth and the Fact," 2014. Available at <http://taxfoundation.org/article/us-corporate-effective-tax-rate-myth-and-fact>

³⁷ Tuerck, D.G., Angelini, J.A. (2015), Policy Report, N° 376, November.

³⁸ Miller, R.S., Shorter, G. (2016), High Frequency Trading: Overview of Recent Developments, Congressional Research Service – Report - April 4, 19 p. , <http://fas.org/sgp/crs/misc/R44443.pdf>

³⁹ Gayraud, J-F. (2016), *L'Art de la guerre financière*, Editions Odile Jacob, Paris

freinent le développement du crédit, réduisent leurs activités, augmentent leurs coûts et fragilisent ainsi leur modèle. Il semble que l'Europe prête à leur demande une oreille attentive, qui reste cependant prudente au regard des réactions possibles des opinions publiques nationales. De même, dans la mise en place difficile du Traité transatlantique TAFTA, les positions des Etats sont parfois surprenantes, souvent favorables à une juridiction arbitrale privée d'exception (investor-state dispute settlement, ou ISDS) dont les sentences ne respectent pas nécessairement les règles du droit européen. Cependant, ce système permettrait aussi de libérer les négociations des règles divergentes des Etats en matière de politiques publiques environnementales et sanitaires.

La liberté sans morale, un facteur de crise économique et financière

Pour la plupart des journalistes économiques, l'essence de la crise de 2008 se trouve dans les opérations des acteurs bancaires et financiers sur le marché de l'immobilier⁴⁰. La spéculation a été jugée responsable, mais comme elle n'a pas été contrôlée ou punie, elle n'est donc pas coupable. Or, une analyse plus pertinente souligne son importance, en insistant sur les comportements des agents bancaires et financiers qui ont parié sur l'effondrement du système pour accroître leurs fortune⁴¹. Dans ce contexte, l'aléa moral joue à plein sa fonction désorganisatrice. Seule l'action bénéficiaire de profits ou de sauvetage à court terme est prise en compte quelles qu'en soient les conséquences pour les autres agents, notamment pour les salariés des classes moyennes et des plus pauvres. Dans tous les contextes, les spéculateurs ne font jamais référence à une quelconque morale, ils n'ont aucun respect pour les normes éthiques et même parfois pour le droit. Ils parient allègrement sur l'effondrement du système pour faire fortune et encourager la crise, même quand ils sont des institutions d'Etat.

Les actifs financiers mis en place dans le cadre de ce que l'on a appelé les prêts Ninja (No INcome, no job or Assets) sont, d'essence, frauduleux. C'est une contrefaçon, une forme de blanchiment, avec la complicité, l'incompétence ou l'irresponsabilité des agences de notation. Dans un secteur où la transparence devrait être la règle, il s'agit de proposer un objet contrefait, disposant d'un certificat d'authenticité, sans indication de provenance, souvent assorti de taux variables (sans limite pour l'acquéreur) pour le reste du prêt au delà des deux premières années. Les banques ont quasiment vendu des produits de recel, elles ont consenti aussi des prêts à des taux élevés, mais en sachant pertinemment que les acheteurs ne pourraient pas les rembourser elles ont introduit une partie de ces prêts dans des actifs financiers vendus à Wall Street. Les dossiers de prêts immobiliers, fondés souvent sur une surévaluation du prix réel des maisons, n'auraient jamais été acceptés si la procédure des prêts Ninja n'avait pas été mise en place par les grandes banques. flux de paiements ont été organisés par la

⁴⁰ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

⁴¹ Lewis, M. (2015), Le casse du siècle, The Big Short, Sonatine Editions, Paris.

procédure du nantissement. Le risque de défaut des emprunteurs a été rendu difficile à estimer avec l'achat de CDS (crédit-default swaps), ces dérivés sur événement de crédits. La FED n'a pas souhaité intervenir face à ces montages financiers peu scrupuleux et toutes les barrières et protections antérieures ont été ainsi démantelées. Les titres dérivés ont trouvé des acquéreurs, souvent mal informés, dans le monde entier. Tout alors a été rendu possible, avec un déni de toute moralité dans les affaires financières. Les CDS ont fait croire aux clients des banques que leurs investissements étaient bien placés, rentables et sans grands risques. La prédation financière des riches sur les classes moyennes, mais aussi indirectement sur les pauvres, a été la règle. Les profits privés étaient privilégiés et les avantages sociaux étaient écornés. La titrisation a favorisé l'émergence de cercles vicieux, les banques ont souhaité disposer de hauts rendements de leurs actifs oubliant ainsi leurs devoirs de citoyens responsables⁴².

La loi de Gresham s'est encore vérifiée, plus les fraudes ont été importantes, plus les profits ont été colossaux et plus les mauvais actifs ont été transmis rapidement dans le monde entier. Convaincus que la règle « Too big to fail » (trop grandes pour faire faillite), les acteurs financiers n'ont pas considérés qu'à un certain niveau leurs activités étaient aussi trop coûteuses pour être sauvées du naufrage collectif. Ce système de prévarication généralisée n'a guère permis de définir des responsabilités claires, car tous les opérateurs publics ou privés (agences de notation, experts-comptables, parlementaires, hauts fonctionnaires ou dirigeants d'entreprise) ont été complices et ont parfois participé à ce marché de dupes comme initiés, en s'abstenant de toute considération morale ou humanitaire..

Aujourd'hui, l'idée principale reste que le système a la capacité à redevenir efficace (et on pas seulement prédateur) si les autorités publiques redeviennent vigilantes. Pendant plusieurs années, les économistes ont réclamé l'application des 3D, la déréglementation, la désintermédiation et le décroisement des marchés nationaux. Ils constatent alors, comme par surprise, que les intérêts personnels conduisent à des effets négatifs sur l'ensemble de l'économie mondiale⁴³. Au fond, les économistes de tout bord ont mis la poussière sous le tapis, afin de conserver leur aura, pourtant réduite, de grands professionnels. Les libéraux sont convaincus que le système marche bien au moins à long terme, alors que les révolutionnaires estiment que le système va s'effondrer. Or, l'économie ne peut fonctionner sans institutions, et celles-ci peuvent varier, avoir une grande utilité sociétale pendant une période, puis perdre leur efficacité du fait de l'apparition d'aléas moraux, de transformation des mentalités ou d'inadaptation des structures dans leurs évolutions relatives face au développement économique. En outre, l'économie n'a jamais démontré

⁴² Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité, Collection Babel, Actes Sud, Arles.

⁴³ Fontanel, J. (2005). La globalisation « en analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

sa capacité à s'installer à l'équilibre spontanément et il n'y a pas de trajectoire de croissance antérieure qui aurait été condamnée par l'intervention de l'Etat.

L'économie institutionnelle permet de prendre en compte ces rapports conflictuels entre les intérêts privés et publics, en sachant très bien que les uns et les autres sont parfois emmêlés et, à certains niveaux d'action, indissociables. Il faut analyser et surveiller les organisations sur la base de la réalisation des objectifs sociétaux qui leur sont assignées et de la discipline qu'elles doivent respecter. Il faut lutter contre les trusts et les monopoles de fait, les fausses concurrences et les interprétations fallacieuses des libertés. Le marché des mauvais prêts met en évidence une absence de réflexion sur les fondements des inégalités de patrimoine et de revenus, comme si ce qui importait c'était la croissance immédiate, indépendamment d'une vue à long terme sur le maintien des solidarités citoyennes ou internationales. Le pillage, devenu rationnel dans un monde libertaire, produit la perte de confiance et celle-ci conduit à des processus de conflits annonciateurs de récession et de perte de confiance. Au regard de l'aléa moral, la question est de savoir s'il est possible d'inculper les banquiers qui ont favorisé la ruine de ménages trop confiants⁴⁴ ? Quelle marge de tolérance a été permise ? Aucun banquier n'a été poursuivi dans cette opération, car les ramifications des responsabilités auraient sans doute concernés tous ceux qui savaient et qui n'ont rien dit, quand ils n'ont pas encouragé ces dérives de la cupidité. Tant que l'économie croît, les débordements sont tolérés, voire encouragés s'ils donnent l'impression de maintenir la rentabilité des acteurs économiques. Les prévisions optimistes conduisent aux paris risqués. Lorsque la conjoncture se retourne, alors le tsunami financier peut accomplir son œuvre de destruction, laquelle ne sera jamais comparable à la destruction créatrice dont parlait Schumpeter.

Aujourd'hui encore, les économistes sont rarement d'accord sur l'émergence des crises financières. Les acteurs financiers s'endettent de plus en plus pour acheter des titres. Les prix des logements sont en hausse, poussés par le niveau faible des taux d'intérêt, ils, augmentent de plus de 50 % dans certaines régions. Quand la hausse des taux d'intérêt reprendra, ce qui semble inévitable, les propriétaires qui auront acheté par souci de sécurité, seront la plupart du temps concernés directement sur un marché spéculatif. Cependant, les dégâts causés par de bas taux d'intérêt sont négligeables par rapport à ceux causés par des taux élevés et à leurs conséquences sur le chômage". C'est une lourde responsabilité pour les banquiers centraux de s'engager dans cette voie, mettant ainsi fin à la croissance et à son lot d'emplois. Les bulles spéculatives se développent rapidement sur le marché financier que la spéculation fragilise. Pour éviter cette situation, il faut contrôler sérieusement la finance internationale. Dans ce contexte, les pays en développement sont directement concernés par une

⁴⁴ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

crise financière mondiale provoquée par la spéculation des places financières, alors même qu'ils ne sont pas responsables.

Dans la présentation des crises, tout et son contraire sont parfois avancés. Il est ainsi possible d'affirmer que la crise est issue aussi bien des salaires excessifs qui font perdre la compétitivité des entreprises nationales ou des dividendes et revenus croissants des plus riches. Pourtant, c'est une évidence de le dire, les riches ne sont riches que parce que le système politique et social le leur permet⁴⁵. Le fondement des inégalités n'est pas dans l'évolution des technologies ou de la globalisation. Elle se trouve dans les intérêts monétaires de quelques personnes qui s'enrichissent grâce aux lois qui le leur permettent, souvent avec complaisance. Il est nécessaire qu'un gouvernement actif augmente les impôts des plus fortunés, afin d'investir dans l'essor des écoles et des universités, mais aussi de venir en aide aux indigents. L'Etat doit mener une action économique active. Cependant, il est souvent influencé par le pouvoir politique des élites entrepreneuriales et financières. Aujourd'hui, le marché est organisé de manière différente de ce qu'il était il y a un demi siècle, ce qui empêche d'élargir la distribution des avantages de la prospérité. L'idée selon laquelle chacun est payé en fonction de ce qu'il mérite selon les règles du marché n'est pas satisfaisante si l'on n'analyse pas aussi les institutions politiques et légales qui définissent le marché. La question est de savoir si celles-ci sont justifiées collectivement. Alors qu'il avait augmenté pendant les 30 Glorieuses, le salaire médian des 90 % les plus pauvres a stagné pendant les 30 années qui ont suivi, malgré l'augmentation continue de la productivité. L'Américain moyen est moins aisé depuis l'apparition des technologies du software et la globalisation détruit de nombreux anciens emplois et relance la précarité. La méritocratie a « bon dos ». Toutes les lois de la propriété leur sont favorables (faible participation financière à la vie collective, accumulation des richesses, héritage, etc.), mais la collectivité pourrait aussi décider jusqu'où peuvent encore s'appliquer ces privilèges. Au fond, le système profite à quelques uns au détriment des autres, notamment en situation de crise économique, de chômage ou de déficits publics à combler. Une volonté politique pourrait y mettre fin.

Les citoyens sont pour le moins dubitatifs concernant l'expertise des économistes concernant la crise. Ils ont le sentiment qu'ils sont excellents pour réinterpréter l'histoire, pour se dédouaner logiquement de leurs erreurs de jugement, mais qu'ils sont souvent incapables d'apporter des solutions rapides et efficaces lorsque les horizons économiques et sociaux s'assombrissent. Lorsque

En 2009, Lawrence Summers, le chef des experts économiques à la Maison Blanche, a conseillé une plus faible stimulation de l'économie ; il marquait ainsi sa préférence pour une restructuration de Wall Street aux dépens de la lutte contre la récession. Il considérait que les bulles financières et la

⁴⁵ Reich, R. (2015), The Political Roots of Widening Inequality, The American Prospect Magazine, Spring.

consommation excessive par le canal de l'emprunt devaient être prioritairement combattues. Dans cette démarche, la demande globale effective diminue, ce qui conduit à une réduction de la création des emplois et à l'émergence de nouvelles compétences difficiles à satisfaire au regard de structures éducatives inadéquates pour y répondre rapidement⁴⁶. La stagnation peut alors annoncer une situation séculaire, ainsi que le pensaient les économistes du « mainstream » en 1929.

Il est vrai que nombre d'économistes ont analysé ces crises comme des trends normaux du capitalisme, qui ne peuvent être combattus en leur temps que par une meilleure adéquation entre les emplois nouveaux et l'éducation de la population active. Le remède réside dans l'amélioration de la qualité de la formation des Américains et Européens et son adéquation avec les nouvelles technologies⁴⁷. Cette analyse est un peu rapide, car l'insuffisance de compétence ne concerne souvent qu'une grange marginale du marché du travail. Si les emplois existent, les personnes acquièrent rapidement des compétences pour les occuper. Ce remède, qui reporte le problème plus qu'il ne le résout, n'aborde pas la question des inégalités de revenus et de patrimoines, et encore moins la stagnation des salaires du plus grand nombre. C'est en étudiant à Harvard, au MIT ou à Polytechnique que les citoyens les plus talentueux apprennent à devenir des spéculateurs à Wall Street ou à la Bourse de Paris. Ils sont conduits à penser qu'ils appartiennent à une classe de la « méritocratie » qui justifie leurs comportements, leurs actions et leurs émoluments, sans aucun regard sur les difficultés spécifiques d'une économie nationale qui, pourtant, les nourrit. En outre, de nombreuses personnes diplômées ont des difficultés à trouver des emplois correspondant à leurs capacités et à leur formation.

Pour les économistes « plus rustiques » et imprégnés des valeurs d'un capitalisme « libre », l'efficacité économique américaine est menacée par les faibles salaires des Chinois. Il n'est pas sûr que cette présentation habituelle des économistes néoclassiques soit acceptée par les citoyens américains ou européens, ce qui serait susceptible de provoquer des conflits internes pouvant déboucher, à terme, vers des transformations plus ou moins drastiques des lois qui définissent et protègent le domaine et les droits de la propriété privée. Les institutions du marché du travail ont été considérablement affaiblies depuis 1945. La libéralisation du marché du capital a permis aux dirigeants d'entreprise, aux actionnaires et aux financiers de capturer une partie de plus en plus grande de la valeur ajoutée et du capital social. La globalisation industrielle et financière, ainsi que l'utilisation des chaînes d'approvisionnement vers les pays à faible salaire ont provoqué un accroissement des inégalités de revenus dans les pays développés⁴⁸. Il ne s'agit plus de faire référence à l'efficacité

⁴⁶ Kuttner, R. (2015), The Wealth Problem, American Prospect – Spring Issue, April 15, – <http://prospect.org/article/wealth-problem>

⁴⁷ Goldin, C., Katz, L.F. (2010), The Race Between Education and Technology, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

⁴⁸ Kuttner, R. (2014), The Hidden History of Prosperity. American Prospect, June, 3. <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>.

économique des travailleurs, il s'agit de remettre en cause les standards sociaux et les conditions de travail obtenus dans les pays développés. Les écarts des gains de productivité ne peuvent pas être expliqués par les compétences ou la maîtrise des technologies. Il s'agit d'un rapport de force fondé sur la richesse, celle qui permet d'investir, d'entreprendre et d'innover ; il favorise l'augmentation de la richesse privée, il affaiblit les forces du travail et il érode les valeurs démocratiques. Sans objectifs collectifs, le plein emploi est un leurre ou un phénomène conjoncturel. Dans ces conditions, les droits des citoyens doivent être respectés, sans pour autant en revenir à un protectionnisme susceptible d'affaiblir certains territoires, activités ou pays en développement.

Enfin, des analyses moins obsédées par une seule cause soulignent plusieurs facteurs qui expliquent cette situation de crise latente, que certains apparentent, *ceteris paribus*, à une stagnation séculaire sans une action vigoureuse pour renverser ce trend. Les raisons invoquées à la baisse relative des salaires dans les pays industrialisés ne sont pas indiscutables. Il est fait référence à une plus grande productivité qui réduit le nombre d'emplois disponibles et contraint maints employés à quitter le secteur ou à subir une période de chômage. La mondialisation a délocalisé de nombreux emplois à l'étranger, dans des pays qui ont investi sur des technologies et infrastructures nouvelles ou qui offrent des salaires moindres. L'industrie augmente constamment sa productivité, ce qui réduit d'autant, dans un processus similaire en son temps à celui de l'agriculture, les emplois et les salaires offerts. De même, le système actuel favorise un mouvement de long terme dans le partage du revenu en faveur du capital au détriment du travail. Si la globalisation accroît l'efficacité de l'économie mondiale, les conséquences sociales ne sont pas à être prises en compte. L'idée qui prédomine, notamment chez les entrepreneurs, est l'application de la règle « *the winner take all* », les gagnants prennent tout. Enfin, les nouvelles technologies ne sont pas suffisamment maîtrisées par les travailleurs ordinaires, ce qui explique à la fois la perte de leurs revenus pour ceux qui n'apportent pas suffisamment leur écot à la production de la valeur ajoutée et l'absence de croissance économique suffisante.

II

Les « sciences économiques » théoriques démenties par l'économie politique réaliste

La globalisation est présentée par la plupart des économistes comme le stade ultime de l'économie de marché. Il faut respecter le corpus théorique du libéralisme et considérer définitivement que l'économique l'emporte sur le politique et les prétentions sociales de celle-ci. Cependant, depuis la crise de

2008, la gouvernance mondiale est remise en cause. La politique commerciale (Alena, TTIP) est contestée, non seulement par les BRICS mais aussi par le nouveau gouvernement américain, au moins dans ses déclarations. Les taxations des multinationales et les paradis fiscaux seront au centre des attentions, pas nécessairement pour les réprimer directement, mais plutôt pour s'en inspirer ou pour les réglementer juridiquement par les efforts combinés de l'OCDE et du système onusien. L'indépendance des banques centrales est menacée par les courants nationalistes, car elle exprime surtout le pouvoir d'un univers technocratique fermé (Trump, Le Pen). Cependant, entre les intentions initiales et la responsabilité réelle de l'action, les évolutions structurelles s'avèrent moins opérationnelles que souhaitées. Enfin, aujourd'hui, les échanges se régionalisent à nouveau et la montée du protectionnisme est bien réelle, comme l'a clairement annoncé Donald Trump. Dans ces conditions, la production et les échanges économiques ne répondent plus vraiment aux normes définies par l'économie de marché. L'instrumentalisation politique de l'économie est clairement appliquée, en intentions et en actions.

A la recherche d'une science économique fondée sur le marché

Avec l'avènement de l'économie de marché au plan mondial, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, la fin de l'histoire par la domination sans partage des choix sociétés fondés sur le calcul économique est proposée par Fukuyama⁴⁹. Le monde d'aujourd'hui développe une économie sans frontières⁵⁰ et sans intervention notable d'une politique économique étatique⁵¹. Après l'effondrement de l'Union soviétique, McCormick⁵² nous invite à renoncer à défendre des mythes qui polluent l'analyse économique, notamment le machiavélisme des grandes entreprises multinationales, la concentration des pouvoirs économiques du marché, le favoritisme accordé aux entreprises qui préfèrent, de fait, des règles loyales, le lien entre globalisation et réduction du nombre des emplois, des salaires et des standards du droit du travail, la destruction de la diversité culturelle et de l'environnement et l'essor des inégalités. Certes, quelques économistes, comme Amartya Sen, Robert Reich ou Josef Stiglitz⁵³, contestent le fonctionnement d'une globalisation de l'économie de marché, tout en la considérant comme nécessaire. Pourtant, les échecs de la

⁴⁹ Fukuyama, F. (1991), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris.

⁵⁰ Ohmae, K. (1995), *Putting global logistics first*, Harvard Business Review, January/Fébruary, 119-125.

⁵¹ Bhagwati, J. (1992), *Regionalism and Multilateralism : an overview*, in J. De Melo and A. Panagariya, *New Dimensions in Regional Integration*, The World Bank, Washington.

⁵² McCormick, R.D. (2000), *10 Myths about globalization*, *Vital speeches of the day*, November 15.

⁵³ Fontanel, J. (2005). *La globalisation « en analyse »*. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

science économique comme facteur de connaissance capable d'orienter les décisions privées et publiques s'accroissent à mesure même que le champ de recherche reçoit de plus en plus d'experts souvent trop formatés pour comprendre les raisons d'une réalité récalcitrante à leurs analyses mathématiques et statistiques complexes. Aujourd'hui, les Etats maîtrisent mal leur avenir et les prévisions sont parfois humiliantes quand on les compare avec les réalisations. Même les évolutions technologiques ont été mal intégrées dans les schémas préparatoires aux décisions, notamment le rôle d'internet avant 2000 ou les effets des ondes des téléphones portables aujourd'hui. La révolution numérique accélère toutes les connaissances. Il n'y a que quelques contestataires comme Luttwark⁵⁴, James Galbraith⁵⁵ ou René Passet⁵⁶, mais leur influence reste limitée.

Une pensée dominante sous contrôle

Les économistes universitaires forment un bataillon de consultants et d'experts auprès des médias et des organismes financiers, ils présentent des analyses divergentes à partir d'hypothèses structurelles simplifiées et normalisées, elles-mêmes pourtant hautement discutables. Au fond, les intérêts personnels deviennent si importants dans le comportement quotidien des dirigeants économiques que les défenseurs de la « science économique » sont parfois devenus de simples avocats venant au secours des privilégiés, en soutenant des intérêts très privés qui influencent et organisent les règles collectives. Il s'agit alors de retirer le maximum d'avantages financiers ou politiques du système économique sans en supporter, in fine, la responsabilité en cas de crise économique grave. Cette perception de l'irresponsabilité collective des riches, pourtant bien partagée et diffusée par les médias, est pour le moins contestable. Elle laisse supposer que le fonctionnement de l'économie de marché produit un système de prévarication collective organisée, qui touche tout autant, en fonction des aléas par définition inattendus, les riches et les pauvres.

A ce titre, les écoles de Chicago et de Boston (MIT et Harvard), raisonnent sur des bases statistiques et des hypothèses analogues. Leurs analyses se veulent rigoureuses, elles ne s'engagent pas dans un travail pédagogique favorable à l'information du citoyen, elles concernent les professionnels et les initiés en économie. La virtuosité mathématique est une preuve évidente de la qualité d'une analyse, même si les solutions n'apportent rien de concret au règlement des affaires du monde⁵⁷. L'approche de l'équilibre général dynamique et stochastique introduit l'aléa, le mouvement des variables dans le temps et les interactions entre les agents, mais tous les agents représentatifs sont tous, dans

⁵⁴ Luttwark, E.N. (1999), *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.

⁵⁵ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

⁵⁶ Passet, R. (2000), *L'illusion néo-libérale*, Fayard, Paris.

⁵⁷ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

leur catégorie, parfaitement semblables. L'hypothèse fondamentale réside dans le fait que la « moyenne » des comportements pour chaque catégorie d'agents est représentative des résultats de leur action collective, même en dynamique.

La recherche économique dominante produit alors l'illusion d'un équilibre sans frictions du monde globalisé. Tous les économistes partent d'un modèle pur, sur la base d'hypothèses aux conséquences rarement élucidées lorsqu'elles s'éloignent de l'observation et de la réflexion théorique. Il est toujours possible d'amender progressivement le modèle et même certaines hypothèses, à condition de partir du modèle de base, sans lequel l'économiste est condamné par ses pairs de rigueur d'analyse insuffisante. Il faut accepter de s'inscrire dans le schéma préétabli par l'une ou l'autre des écoles. Il s'agit de partir de l'équilibre et d'introduire ensuite des points de friction. Ainsi, la rigidité des salaires (Keynes), l'asymétrie de l'information (Stiglitz), les rendements croissants (Krugman), les esprits animaux (Akerlof) ou l'incertitude de Knight au regard de l'hypothèse des anticipations rationnelles greffent un peu de réel dans le système, tout en restant dans le cadre classique qui fera son prestige. Pour certains marxistes, il s'agit d'utiliser les raisonnements néo-classiques, d'introduire une nouvelle variable, pour démontrer les déséquilibres croissants qui annonceront, plus tard, une crise majeure.

Ces écoles, constituées d'un nombre impressionnant de Prix Nobel en économie, n'ont pas réagi devant l'émergence des risques systémiques, car leurs modèles ne proposent pas de solutions sociales à la crise économique toujours potentiellement possible. Au fond, elles se plaignent que le monde économique ne se conforme pas aux règles qu'ils ont eux-mêmes établies dans leurs modèles. Ce n'est pas la modélisation qu'il faut contester, c'est l'incapacité du monde réel à se conformer aux hypothèses du système formalisé ainsi construit. Or, ces modèles sont lacunaires, ils n'intègrent que très peu de variables géopolitiques, géophysiques et comportementales, notamment dans le domaine des finances. Ils omettent le jeu des paradis fiscaux, de l'exercice de l'évasion fiscale, des rapports de force entre les Etats, des conflits politiques ou armés, du jeu silencieux et obscur des firmes multinationales dans la gestion et la redistribution de leurs profits, de l'émergence de nouvelles règles communautaires ou internationales qui modifient pourtant la « donne » concernant l'évolution du système mondial globalisé. Ces analyses se présentent comme un sujet de conversation, souvent animé, entre amis, entre collègues ; c'est un « jeu » intellectuel, à partir duquel se formeront les avens professionnels des plus brillants, à condition qu'ils acceptent ces règles. « L'objectif essentiel de ces formules mathématiques n'est pas d'instruire, ni de plaire, mais d'intimider »⁵⁸.

Les économistes en sont revenus à leurs schémas anciens, à un moment ou à un autre, la situation va se rétablir, mathématiquement au moins.

⁵⁸ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris, p.79.

L'évolution cyclique est une hypothèse incontournable. Pour les uns, il faut attendre les nouvelles opportunités, pour les autres il faut agir, établir des plans de stimulation qui rétabliront la situation. Or, contrairement aux dire des keynésiens, une hausse des dépenses ne conduit pas nécessairement à de nouveaux emplois, surtout si cet argent est utilisé au désendettement, à des technologies de type « labour saving » ou à l'achat de produits étrangers.

Pour le Conseil des Relations Extérieures, la croissance dépend de la population, de l'épargne et de la technologie. Sur la base de cette hypothèse, il remet en cause l'interprétation de l'histoire économique américaine, en considérant notamment que le New Deal n'a pas été le moteur de la reprise économique, qu'il l'a au contraire gênée en facilitant la cartellisation et l'augmentation des salaires, deux facteurs qui réduisent le potentiel de la croissance. Cette analyse a été poursuivie par Paul Krugman⁵⁹ qui affirme que la Grande Dépression a été surmontée grâce à la deuxième guerre mondiale, en mettant de côté le travail considérable accompli par les investissements publics pour à la fois relancer l'économie nationale, lutter contre le chômage et améliorer les conditions de vie des citoyens avec la construction de routes, d'écoles ou d'hôpitaux. De même, selon la courbe d'Armey, historiquement, le taux de croissance des USA est optimisé s'il ne dépasse pas 17,5% du PIB. Dans ces conditions, les transferts sociaux sont un poids pour l'économie nationale, contrairement aux dépenses militaires participent au produit économique final. Dans ce contexte, la réduction des impôts, celle des dépenses publiques et la baisse de l'endettement public sont les trois conditions essentielles au retour à la croissance⁶⁰.

Ces analyses ne tiennent pas compte du bien-être de la population, de la répartition des richesses ou des services rendus par les biens publics. Elles renversent le processus de causes à effets. Pourtant, quand les Etats s'enrichissent, ils sont en mesure de développer les services publics collectifs et les programmes de protection sociale. Si les dépenses publiques augmentent, c'est parce que le secteur privé n'est pas capable de satisfaire les besoins de tous les citoyens et que les processus démocratiques incitent les Etats à en assumer la réalisation. C'est sur cette base que le rôle de l'Etat est contesté, alors même qu'il produit des effets intéressants à long terme sur le bien-être. Cette conception qui est baptisée par James Galbraith « la révolution des cinglés »⁶¹. Ces analyses supposées « scientifiques » manquent pour le moins de rigueur.

⁵⁹ Krugman, P. (2012), *Sortez-nous de cette crise maintenant !*, Flammarion, Paris.

⁶⁰ Alesina, A., Ardagna, S. (2010), *Large changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending*, in Brown, J.R., *Tax Policy and the Economy*, vol.24, University of Chicago Press, Chicago. Reinhart, C.M, Rogoff, K.S (2010), *Growth in a Time of Debt*, NBER, Cambridge, MA, January. Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris,

⁶¹ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris, p. 212.

La pensée dominante⁶² se refuse à considérer comme scientifiques des analyses qui se fonderaient sur d'autres hypothèses, axiomes ou postulats. La simplicité des modèles et de leurs résultats est recherchée. Les oppositions sont confinées dans un espace réduit de raisonnement qui permet aux premiers de considérer qu'un ajustement incomplet du marché du travail va trouver un nouvel équilibre à plus ou moins long terme grâce, notamment, aux évolutions de salaires rendues obligatoires. Pour les autres, une action forte est plutôt revendiquée, car le marché ne se réajuste pas toujours spontanément. Pendant les crises, les néo-classiques perdent de leur influence, les défauts deviennent patents, notamment le triomphe de la cupidité qui porte aussi sur l'information asymétrique, qui conduit les initiés à bénéficier de profits indus. L'Etat devient un recours pour éviter l'effondrement d'un système que les gouvernants protègent. Dans cette conception, les défauts du système conduisent parfois à des accidents, mais justement les accidents sont de type aléatoire. Le centre du jeu de l'économie globalisée reste toujours fondé sur la recherche ininterrompue de l'équilibre général.

L'analyse des chiffres⁶³ et les aléas de l'interprétation

Les symptômes d'une crise sont souvent observés, mais chaque observation suppose une réflexion sur la pertinence des agrégats, l'exactitude des chiffres fournis et la qualité de l'interprétation. Ainsi, la globalisation peut être analysée sur la base de l'importance de l'ouverture internationale, mais ce chiffre n'est pas toujours bien maîtrisé au regard du secret des affaires, de la corruption, des prix de transferts ou des schémas optionnels des états comptables choisis, notamment pour des raisons fiscales, par les firmes multinationales. Si le libre-échange a pesé sur le coût salarial des pays développés, il a eu tendance à améliorer les niveaux de vie des pays en développement les plus dynamiques.

En 2016, la croissance économique mondiale est en berne. Les interprétations sont multiples, entre celles qui appellent à des efforts supplémentaires des salariés pour conjurer la récession et ceux qui considèrent qu'il est temps de changer de cap concernant la récurrence d'une croissance destructrice des ressources naturelles et sans autre objectif que celui d'augmenter sans cesse des richesses au prix d'efforts soutenus pour les uns et de richesses accrues pour les autres. Les « techno-optimistes » croient toujours à la force de l'innovation pour engager la course à la richesse. Cependant, la démographie déclinante (sauf à engager une vraie politique de l'immigration) et le progrès technique s'avèrent bien trop peu dynamiques pour doper les ingrédients de la croissance. « La panne de la productivité et du progrès

⁶² Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

⁶³ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris, p. 128.

technique, associée à une démographie vieillissante, met la croissance potentielle au régime sec dans de nombreux pays »⁶⁴.

Tableau 1 - Les dépenses de recherche-développement (en pourcentage du PIB) selon la Banque mondiale (premier chiffre pour 1996 et 2013) jusqu'en 2013 et Eurostat (deuxième chiffre pour 1996 et 2013)⁶⁵ pour 2014 et objectif à 2020.

Pays	1996	2012	2013	2014	Objectif 2020
Allemagne	2,14/2,14	2,88	2,85/2,83	2,87	3,00
Autriche	1,58/1,58	2,81	2,81/2,96	2,99	3,76
Belgique	1,73/1,73	2,24	2,28/2,43	2,46	3,00
Danemark	1,81/1,71	3,02	3,06/3,06	3,05	3,00
Finlande	2,45/2,46	3,42	3,31/3,29	3,17	4,00
France	2,21/2,21	2,23	2,23/2,24	2,26	3,00
Irlande	1,27/1,27	1,58	-/1,54	1,52	2,00
Italie	0,95/0,95	1,27	1,26/1,31	1,29	1,53
Luxembourg	-	1,16	1,16/1,31	1,26	2,30
Pays-Bas	1,87/1,86	1,97	1,98/1,96	1,97	2,50
Royaume-Uni	1,71/1,71	1,63	-/ 1,66	1,70	-
Suède	-/3,00	3,28	3,30/3,31	3,16	4,0
Suisse	2,45	2,96	-/2,97	-	-
Brésil	-	1,15	-	-	-
Canada	1,62	1,71	1,62	-	-
Chine	0,57	1,93	2,01	-	-
Russie	0,97	1,13	1,13/1,13	1,19	-
USA	2,44/2,44	2,81	-	-	-
Japon	2,77	3,34	3,47		

L'efficacité de la recherche-développement est réduite du fait de ses rendements décroissants⁶⁶, alors même que les Etats-Unis ont augmenté leurs dépenses de 2,3 % à 2,8 % du PIB entre 1980 et 2015. Le Japon, l'Allemagne et la France consacrent respectivement 3,3 %, 2,9 % et 2,3 % de leur PIB à la R&D (Tableau 1). La baisse tendancielle de la productivité des terres évoquée il y a deux siècle s'accompagne aujourd'hui de celle des cerveaux. La découverte d'une nouvelle molécule coûte dix fois plus aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle.

⁶⁴ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris, p. 128.

⁶⁵ Banque mondiale (2016), Dépenses en recherche et développement (% du PIB)

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GB.XPD.RSDV.GD.ZS>

Banque mondiale (2016), Expenses, % du PIB

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GC.XPN.TOTL.GD.ZS>

Eurostat (2015), Dépenses de R&D,

http://ec.europa.eu/eurostat/statisticsexplained/index.php/R_%26_D_expenditure/fr#searchInput

Eurostat (2015), Gross Domestic expenditure on R&D (GERD) % of GDP

http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=t2020_20&plugin=1

⁶⁶ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris.

L'Union européenne s'était donné un objectif de RD en pourcentage du PIB de l'ordre de 3 %, objectif qui a été reporté à 2020 eu égard à une politique insuffisante de ses membres pendant toute la période précédente. Il est intéressant de noter que les pays qui disposent des plus fortes ressources en matière de brevets, propriété industrielle ou intellectuelle ne sont pas ceux qui financent réellement la recherche-développement. La question des paradis fiscaux peut être évoquée pour expliquer cette anomalie⁶⁷. La recherche du profit pour les actionnaires est sans doute l'un des facteurs qui rend moins performante la R&D, au regard des exigences en termes de dividendes. La science qui est produite souvent par le secteur public n'est pas toujours récompensée de ses découvertes au regard des engagements financiers qui suivent ses découvertes. On peut logiquement s'intéresser à la protection offerte aux innovateurs, soit pour la considérer excessive lorsqu'elles font l'objet de « royalties » considérables, soit pour la soutenir comme un facteur incitatif au progrès technologique, commercial et humain.

L'innovation est au cœur de l'économie américaine. Aux Etats-Unis, les brevets ont été protégés dès 1790 en vue d'encourager l'innovation et la création d'entreprises créatrices nationales. C'est dans ce pays que la protection est sans doute la mieux assurée et assumée⁶⁸. Avec le processus de globalisation, la protection des inventions et des technologies est devenue essentielle pour une économie nationale dominante. La propriété industrielle domine les exportations américaines, elle concerne les brevets, le copyright, la licence ou les marques (trademarks). Au plan international, elle est reconnue et protégée par le WIPO (World Intellectual Property Organization), permettant ainsi aux créateurs d'obtenir un bénéfice financier du produit de leur création. Les Etats-Unis sont les leaders mondiaux en termes de dépôts de marques, mais ils sont dépassés par le Japon concernant le dépôt de brevets (Tableau). En 2010, les industries à fort potentiel de propriété industrielle représentaient 60 % des exportations américaines, le tiers du PIB, 28 % des emplois⁶⁹ et près de 40 % de la masse salariale.

Tableau – Dépôts de brevets et de nom de marques (en milliers) des pays dominants (en 2013).

Pays	Brevets ⁷⁰	Marques ⁷¹
Etats-Unis	1829	673
Japon	2547	195

⁶⁷ Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux et pays filous, document de travail, EDDEN, UGA, Université Grenoble-Alpes, à paraître, Grenoble.

⁶⁸ Pearson, D.P. (2015), Patent rights and Imported Goods, Policy Analysis, Cato Institute, September 15.

⁶⁹ Lattus, G. (2015), The importance of Intellectual Property Protection to the U.S. Economy, National Center for Policy Analysis, Issue Brief N° 171, September 3.

⁷⁰ WIPO (2015), Total Patent grants : Total Counts by Applications Origins 2013, July 22, 2015

⁷¹ WIPO (2015), Total Trademarks Registered : Total Counts by Applicants Origins 2013, July 22, 2015

Chine	622	1016
Allemagne	464	582
Corée du Sud	757	117
France	297	236
Royaume-Uni	113	335
Suisse	132	156
Russie	140	42
Canada	96	46

Le nombre de brevets déposés aux Etats-Unis est passé de 261.000 à plus de 615.000 entre 1998 et 2014⁷². Le paysage technologique de l'économie mondiale change rapidement. Internet⁷³ et les logiciels⁷⁴ représentent aujourd'hui respectivement 21% et 15 % de la croissance du PIB.

Au regard de engagements financiers, la lutte contre le vol de la propriété industrielle est active, les Etats-Unis considérant que le manque à gagner représente près de 250 milliards de dollars chaque année. Cette somme est sans doute sous-estimée, car certains vols sont difficiles à connaître et donc à contrôler. Si le producteur qui enfreint aux règles de protection est aussi installé aux Etats-Unis, il est possible de faire intervenir les tribunaux américains. Si ce n'est pas le cas, les règles internationales doivent s'appliquer, mais celles-ci sont plus laxistes. La démonstration de la propriété industrielle n'est pas toujours facile et elle favorise des poursuites judiciaires longues, qui mettent à mal les intérêts du créateur les sociétés n'engagent pas toujours de recours contre l'imitation par peur de mesures de rétorsion des gouvernements ou des consommateurs des pays concernés. La Chine et l'Inde sont les principaux accusés, sur la base des chiffres fournis par l'indice du GIPC (Global Intellectual Property Center). L'OMC est accusée de ne pas protéger effectivement la propriété intellectuelle, car les règles du TRIPS (Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights) ne fonctionnent pas correctement. Dans ces conditions, les sociétés elles-mêmes sont contraintes à faire respecter leurs droits, par le recours à la justice. C'est aussi un des enjeux majeurs du Trans-Pacific Partnership (TPP) et du Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP). Le gouvernement américain doit accorder une priorité à cette lutte, afin d'améliorer les résultats économiques du pays.

- Il y a une perte d'efficacité de la recherche-développement, laquelle pourtant reçoit des financements en nette augmentation (2,3 % du PIB en 1980 aux USA, 2,8 % du PIB en 2012) contre 3,3 % pour le Japon, 2,9 % pour

⁷² Knight, S. (2015), Technology and Economic Growth in the Information Age : A Follow-Up, National Center for Policy Analysis, Issue Brief N°. 180.

⁷³ Knight, S. (2015), Technology and Economic Growth in the Information Age : A Follow-Up, National Center for Policy Analysis, Issue Brief N°. 180.

⁷⁴ Shapiro, R.J. (2014), The U.S. Software Industry: An Engine for Economic Growth and Employment, Software and Information Industry Association, 2014. Available at <http://www.siia.net/Admin/FileManagement.aspx>.

l'Allemagne et 2,3 % pour la France. On assiste aussi aux rendements décroissants en matière de recherche. Il y a une baisse tendancielle de la productivité des cerveaux, comme pour les terres. Il faut dix fois plus d'argent aujourd'hui pour mettre sur le marché une nouvelle molécule.

Malgré cette évolution rapide des technologies, la productivité générale des facteurs a considérablement diminué, elle a été divisée par 4 aux Etats-Unis entre 1990 et 2016 et par 20 dans les pays d'Europe du Sud (Espagne, France, Italie). Même la Chine subit cette récession, avec une croissance qui ne dépasse pas 4 % depuis trois ans. Le secteur public est fortement endetté, il n'a souvent plus les mains libres pour mener une politique industrielle répondant aux difficultés de ses usines, ni les moyens d'améliorer l'efficacité des biens publics (éducation, sécurité, justice, infrastructures routières ou du rail, etc.). L'endettement des entreprises chinoises atteint un niveau élevé qui implique une restructuration des entreprises (notamment publiques), l'arrêt des garanties étatiques sur les crédits des firmes en grande difficulté et un programme important de protection sociale pour amortir le poids des licenciements et du redéploiement des emplois. En revanche, le désendettement du secteur privé augmente en France, ce qui pèse sur la demande intérieure. La rentabilité et la capacité d'autofinancement des entreprises diminuent. D'après les prévisions d'Artus et Virard⁷⁵, le PIB en volume de la France devrait augmenter de 26 % en 2040, soit deux fois moins que les estimations officielles.

En outre, l'intensité capitaliste (calculé par le ratio capital net/PIB) a doublé depuis 1960 (de 1 à 2 dans le monde, de 1,7 à 3 dans la zone euro)). La plupart des investissements sont plus onéreux au regard des difficultés croissantes à explorer les sols des matières premières et énergétiques, de l'élévation des coûts des surfaces immobilières, de la lourdeur des investissements publics en situation urbaine, mais aussi de la substitution du travail par le capital favorisé par la baisse tendancielle des taux d'intérêt à long terme et par la réduction des prix relatifs des équipements. Avec les nouvelles technologies, la qualification des personnels n'est pas toujours adéquate, alors que l'osmose entre de nouveaux équipements et le personnel est le facteur essentiel de l'accroissement de productivité. En France, la désindustrialisation s'est accélérée les deux dernières décennies, le secteur secondaire ne représente plus qu'à peine 10 % du PIB (20 % en Allemagne, 14 % en Italie ou en Suède). Les entreprises industrielles investissent trop faiblement dans les nouvelles technologies et dans la R&D, ce qui les rend faiblement résilientes à la concurrence et limite leurs marges. La faiblesse des profits des entreprises industrielles les empêche d'investir suffisamment, notamment en RD et en nouvelles technologies. C'est un cas du « Dutch disease » La rentabilité du capital dans l'industrie a été pénalisée par la baisse des marges due au niveau trop faible des gammes. Les secteurs à hauts gains de productivité sont souvent

⁷⁵ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris

délocalisés à l'extérieur du territoire, ce qui réduit la productivité globale, puisque l'emploi se trouve plutôt dans les secteurs tertiaires à faible gain de productivité. Le prix relatif des services augmente notamment dans les services informatiques, comptables, juridiques, de loisirs ou de santé, mais les emplois faiblement qualifiés comme les aides à domicile, se développent. En comparaison, l'Allemagne a maintenu des emplois peu qualifiés dans l'industrie, grâce aux formules de l'apprentissage, à la déréglementation du travail et à la baisse relative des salaires. En France, En outre, les entreprises cherchent à substituer du capital au travail, notamment avec la baisse tendancielle des taux d'intérêt à long terme et de la baisse des prix relatifs des équipements. Il existerait une préférence pour les indemnités de chômage au regard des salaires versés pour les emplois peu qualifiés⁷⁶.

La croissance implique la mise en œuvre de compétences, mais la formation continue doit être constamment exercée par les salariés, notamment dans le domaine de l'économie numérique (en 2020, 90% des emplois comporteront des connaissances numériques). La notion d'adaptabilité internationale au monde numérique est essentielle⁷⁷, elle permet de réduire le chômage national (pour le reporter d'ailleurs sur d'autres pays). La France a un niveau inférieur à celui de l'OCDE. Un jeune Français sur 10 ne maîtrise pas les savoirs de base, le lire et le compter. Il y a 33.000 robots industriels en France contre 55.000 en Italie et 166.000 en Allemagne. La France stagne au milieu de gamme faute d'investissements modernes.

Le modèle social est alors complètement remis en cause⁷⁸. Un actif devra travailler pour deux retraités. Il en résultera une baisse généralisée du niveau de vie, le partage des revenus se faisant en outre au détriment des salaires. Un cercle vicieux s'est mis en place. « La panne de la productivité et du progrès technique, associée à une démographie vieillissante, met la croissance potentiel au régime sec dans de nombreux pays »⁷⁹. Les entreprises ne peuvent plus s'autofinancer car les profits dans leurs secteurs d'activité sont insuffisants. Les salaires sont alors restreints, en même temps que les inégalités deviennent excessives, laissant craindre un déchirement du tissu social. De ce fait, la demande est insuffisante, ce qui ne permet pas aux entreprises de dégager un autofinancement suffisant pour réinvestir et se développer. La vie réelle devient un concours permanent. Les bonnets rouges, les « zadistes », les jeunes contre les vieux, les jeunes qui ne se reconnaissent pas dans un système qui les broient vont devenir des forces sur lesquelles il faudra compter et écouter. Pourtant aujourd'hui, les Conservateurs ont presque tous les pouvoirs dans les pays occidentaux. L'Europe (la Commission est dirigée par Juncker, le Parlement par

⁷⁶ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris.

⁷⁷ Selon PwC, la faible adaptabilité coûte 150 milliards de dollars à l'économie mondiale. L'adaptabilité internationale des Pays-Bas, de UK et du Canada sont bien les meilleures, la France est septième derrière les USA et l'Allemagne. Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris.

⁷⁸ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris.

⁷⁹ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris, p. 128.

Tajani et le Conseil européen par Tusk, trois conservateurs qui ajoutent leur influence à celle d'Angela Merkel) et les Etats-Unis (Donald Trump, Congrès et Cour Suprême) sont les dirigeants les plus influents de la planète, et ils ne prônent aucune mesure « réformiste » destinée à réduire les inégalités sources de conflits.

L'économie de marché, un système de crises économiques et sociales récurrentes

Pour Hyman Minsky⁸⁰, la stabilité intrinsèque du système d'économie de marché n'est pas vraiment établie. Lorsqu'un indicateur s'écarte de ses valeurs antérieures, le risque de crise est accru par la peur du risque de ceux qui ont des intérêts fondés sur la spéculation. Les opérateurs cherchent toujours des rendements élevés, même en prenant plus de risques. Les paris spéculatifs transforment les positions couvertes en des positions aléatoires, mais très profitables. Dans ce cas, la stabilité positive du spéculateur qui ne veut pas perdre d'argent alimente l'instabilité des structures financières et donc du système capitaliste. Les positions spéculatives sont refinancées par l'emprunt, jusqu'à ce qu'il y ait à nouveau des défauts de paiement. Les abus sont inévitables, il faut donc les traiter immédiatement, avec un Etat et une banque centrale suffisamment forts pour éviter l'effondrement final. Le rôle de l'Etat est alors de réglementer pour que le système par nature instable fonctionne à l'intérieur d'un niveau de sécurité satisfaisant. Cependant, l'Etat ou la Banque centrale peuvent être aussi ne rien comprendre des évolutions du système et fonctionner à contrecourant. Alan Greenspan, en encourageant publiquement les prêts hypothécaires spéculatifs à taux variable, à option a poussé le système dans les zones de grand danger systémique.

La crise financière a pu aussi être provoquée par l'accroissement des inégalités. Karl Marx avait fait de l'accroissement des inégalités (paupérisation relative et paupérisation absolue) une conséquence inéluctable de la baisse et de l'égalisation des taux de profit dans le système capitaliste, conduisant à l'augmentation de l'exploitation du prolétariat. Dans ce contexte, l'effondrement du capitalisme devait conduire à l'émergence du socialisme (« à chacun selon son travail »), puis du communisme (« à chacun selon ses besoins ». Sur cette base, Baran et Sweezy⁸¹ ont présenté une formulation marxiste qui considère que le capitalisme est instable et la crise inévitable. Le risque de crise est inscrit dans ses gênes, après le passage du capitalisme monopoliste au capitalisme financier.

Le système capitaliste est si contradictoire (avec la loi de la baisse et de l'égalisation tendancielle du taux de profit) qu'il finira par s'effondrer, soit du fait des effets de la concurrence acharnée, soit du fait de la suraccumulation du

⁸⁰ Minsky, H.P. (2008), *Stabilizing an Unstable Economy*, McGraw-Hill, NY.

⁸¹ Baran, P.A, Sweezy, P, (1966), *Monopoly Capital: An Essay on the American Economic and Social Order*, Monthly Review Press, NY.

capital. Les dépenses militaires constituent un facteur important de régulation des crises, en absorbant le surplus qui naît de l'écart entre une offre abondante et une demande réelle affaiblie une évolution des salaires réels moins rapide. La crise naît souvent dans le système bancaire, mais cette observation masque parfois la réalité de ses forces fondamentales ; dans certains cas, son rôle concret reste cosmétique, lorsque les crises financières ne sont que les manifestations de crises réelles. Pour Foster et McChesnay⁸², la crise est d'abord celle de l'essor des monopoles de fait et de la surexploitation liée à la suraccumulation du capital. Ces analyses ne mettent pas suffisamment en évidence le fait que, dans le cadre de la mondialisation, le système financier exerce une influence déterminante sur l'économie réelle dans ses choix fondamentaux entre le financement de l'économie réelle ou la spéculation à court terme.

Ces analyses restent intéressantes pour comprendre la crise économique mondiale. Cependant, le schéma théorique développé est fondé sur la notion de « valeur travail », laquelle ne met pas suffisamment en évidence les raretés des matières premières ou énergétiques auxquelles l'humanité va devoir faire face aujourd'hui, ni même les questions environnementales. En outre, le capitalisme a su survivre à toutes les crises, alors que le système d'économie planifié s'est effondré, au regard de considérations militaires et bureaucratiques excessives pour libérer l'innovation scientifique et technologique. Il est difficile de « faire bouillir les marmites de l'histoire », selon les termes de Karl Marx.

Certaines analyses ont fait de la mauvaise répartition un facteur de crise. Le sort des « riches » est malgré tout lié à celui des « pauvres », car il faut que chaque citoyen reçoive une juste part de la production nationale. « En traversant les décennies, l'argumentation est donc passée de l'incapacité de satisfaire des besoins fondamentaux avec un revenu immédiat à l'incapacité à régler les intérêts liés à des achats non essentiels effectués avec un revenu futur »⁸³. Or, aujourd'hui, le capitaliste cumule le profit et le pouvoir, l'intérêt général se confond avec son propre intérêt. Thomas Picketty a démontré que la tendance des fortunes à se concentrer est inhérente au système capitaliste, sauf pendant les périodes de guerre⁸⁴. Les valeurs démocratiques sont affaiblies par les puissances de l'argent qui dispose à la fois des sources d'information et de leur diffusion éventuelle, et de la capacité à agir fortement sur le résultat des élections.

La croissance économique est la religion du monde moderne. Et si la croissance indéfinie était devenue vaine ? Keynes annonçait qu'en 2030, les hommes pourraient travailler trois heures par jour et se consacrer à d'autres activités plus exaltantes. Or, les désirs matériels se sont accrus. « Une fois que

⁸² Foster, J.B., McChesney, R.W. (2012), *The Endless Crisis : How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China*, Monthly Review Press, NY.

⁸³ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris, p. 22.

⁸⁴ Picketty, T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil, Septembre.

les besoins primordiaux sont satisfaits, et parfois même avant, l'homme désire intensément, mais il ne sait pas quoi. Car c'est l'être qu'il désire, un être dont il se sent privé et dont quelqu'un d'autre lui paraît pourvu... Deux désirs qui convergent sur le même objet se font mutuellement obstacle. Toute *mimesis* portant sur le désir débouche automatiquement sur le conflit »⁸⁵.

En outre, les théories de la croissance négligent l'analyse des coûts et des rentes des ressources naturelles. Aujourd'hui, le capital fixe et la technologie intégrée restent des facteurs économiques dominants, mais le coût des ressources et les systèmes de corruption fragilisent le système. Ainsi, les prix de l'énergie sont très variables, ils répondent à des considérations géoéconomiques et géopolitiques qui échappent à l'attention des économistes libéraux. L'avenir du gaz de schiste crée une nouvelle instabilité eu égard à son coût de production. L'accaparement de la rente par quelques uns constitue aussi une difficulté essentielle. L'instabilité des prix dissuade les investisseurs privés et ralentit l'activité économique.

Le leadership américain en questions

Le leadership économique, financier, militaire ou diplomatique des Etats-Unis est toujours évoqué dans les analyses du système international d'aujourd'hui. La question du TAFTA est évoquée, en même temps que la crise européenne et des BRICS pour l'expliquer.

La force du leadership économique, financier, militaire et civilisationnel⁸⁶ des Etats-Unis

Les Etats-Unis se sont servis de sa force pour éviter de parler des limites de la croissance. Il est certain que si le mode de production engagé aux Etats-Unis était appliqué dans tous les autres pays les ressources énergétiques et des matières premières seraient rapidement épuisées. Il est évident que les pays en voie de développement n'atteindront pas le niveau de vie des citoyens américains, sauf exceptions liées à la découverte de nouveaux gisements. Les conflits armés, les menaces d'actions militaires, les conflits internes violents n'inquiètent pas les économistes, malgré le poids historique des guerres dans le développement des économies les plus puissantes.

Selon Edward Luttwak⁸⁷, il y a six grandes mutations sont :

- Une dérégulation des cadres légaux, socioculturels et politiques des marchés.

⁸⁵ Girard, R. Désir mimétique et rivalité, La violence et le sacré, Ed. Grasset, Paris. Voir aussi : [http://www.maphilosophie.fr/voir_un_texte.php?\\$cle=D%E9sir%20mim%E9tique%20et%20rivalit%E9](http://www.maphilosophie.fr/voir_un_texte.php?$cle=D%E9sir%20mim%E9tique%20et%20rivalit%E9)

⁸⁶ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

⁸⁷ Luttwak, E.N. (1990) From Geopolitics to Geo-Economics : Logic of Conflict, Grammar of Commerce, The National Interest, n°20 (Summer). Luttwak, E. (1995). *Le rêve américain en danger*. Odile Jacob. Paris
Luttwak, E.N. (1999), Le turbo-capitalisme, Odile Jacob, Paris.

- Une désintermédiation au sein des filières traditionnelles, ainsi qu'une porosité de leurs frontières traditionnelles.
- Une fragilité accrue des positions concurrentielles, liée à la fois à des phénomènes de concurrences intra-zones, et à un niveau d'éducation supérieur des sphères de consommation.
- Une externalité croissante des politiques stratégiques, liée à la fois à l'apparition de situations de coopération/concurrence inévitables, et à un mouvement d'externalisation des fonctions vitales des organisations
- L'ouverture des frontières, la libéralisation des échanges et les progrès de la technologie ont favorisé l'apparition de firmes multinationales dotées de stratégies mondiales. La puissance s'exerce dorénavant de manière plus douce, sans recours à la coercition. À tel point, si l'on en croit certains analystes, elle se rapproche de ce que Joseph S. Nye a qualifié de *soft power*.
- Avec la fin de la Guerre froide, les capacités militaires des États développés ne constituent plus, de loin, le principal facteur de leur puissance sur la scène internationale⁸⁸. Pour Edward Luttwak, le nouvel ordre international suppose que l'arme économique remplacera l'arme militaire comme instrument au service des États dans leur volonté de puissance et d'affirmation sur la scène internationale. Les menaces militaires et les alliances ont perdu leur importance avec la pacification des échanges internationaux. Les priorités économiques ne sont plus occultées et passent au premier plan. Les pays cherchent à développer l'emploi hautement qualifié dans les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée, afin de préserver une situation économique favorable, menacée par les BRICS et les pays en développement.

La « pax americana » a accéléré la liquidation des empires historiques, elle a repoussé le socialisme soviétique et elle a vaincu la plupart des tensions révolutionnaire, tout en exerçant un leadership politique, militaire et philosophique sur l'ensemble des pays développés⁸⁹. La bonne santé apparente de l'économie américaine est favorisée par la place primordiale du dollar dans les échanges et les réserves financières internationaux. Cette situation privilégiée lui permet de bénéficier, sans coût, de grands déficits commerciaux, grâce à l'émission des bons du Trésor. Après plusieurs décennies d'exploitation massive, les ressources naturelles se raréfient, l'espace temps se réduit et les conflits sur la répartition des richesses s'intensifient. Les grands projets sont mis

⁸⁸ L'information sur les dépenses militaires des Etats reste un facteur important dans l'idée que les Etats se font de la puissance de leurs homologues. Elle dévoile une politique de puissance ou de défense d'un pays, en fonction du détail des données détaillées rendues disponibles soit par les Etats, soit par des organismes publics ou indépendants. Cars, H. C., & Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In Peace, defence and economic analysis (pp. 250-265). Palgrave Macmillan UK. Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. *United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure* (2015) In Paix et sécurité européenne et internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>. Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. 2016-<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>

⁸⁹ Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoéconomie et stratégie des acteurs, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris, Septembre. pp. 495-588.

en jachère. Dans ce contexte, les politiques de l'Etat exercent une influence grandissante sur le comportement des autres acteurs économiques. Une baisse du taux d'intérêt rend possible de nouveaux investissements, une hausse du taux d'imposition favorise les coûts fixes, qui bénéficient souvent d'exemptions fiscales diverses et complexe. Cependant, lorsque les investissements lourds ont été mis en place, ils ne sont taxés qu'une seule fois, ce qui n'est pas le cas pour la force de travail. Cette situation pèse alors lourdement sur l'augmentation du chômage.

Les Etats-Unis disposent cependant du privilège du dollar comme monnaie internationale de réserve, sans coût. Ce pays doit avoir un déficit commercial pour que les autres puissent s'offrir les bons du Trésor dans leurs réserves. Si le déficit n'est pas assez important, le dollar prend alors de la valeur et fait diminuer les taux d'intérêt. Pendant la crise de 2008-2009, les acteurs économiques ont eu tendance à conserver leurs dollars, au détriment de leurs autres actifs financiers ; il en a résulté une nouvelle hausse du dollar, pourtant à l'origine de la crise. Il a fallu engager une opération swaps (600 milliards de dollars) avec les banques centrales étrangères pour régler cette question. Pour les Etats-Unis, la dette publique n'est donc pas insoutenable. L'Etat peut toujours contrôler la devise dans laquelle ses bons sont émis et les payer en liquide. Un défaut de paiement de l'Etat américain sur ses bons en dollars est difficile à concevoir et le mot faillite n'est donc pas applicable. Les risques systémiques perçus concernent l'inflation et la dépréciation du dollar, deux variables économiques qui réduisent l'intérêt réel des bons d'Etat. Ce danger potentiel ne semble pas insurmontable, même si l'endettement commence à inquiéter nombre d'analystes. Il est intéressant, à cet égard, de prendre connaissance des principaux créanciers de la dette fédérale américaine (Tableau 2).

Tableau 2 – Les principaux créanciers de la dette fédérale américaine, en décembre 2015 et 2011, en milliards de dollars et en pourcentage⁹⁰

Pays	Montant déteu 2015	%	Montant déteu en 2011	%
Chine	1246,1	20,27	1151,9	23,01
Japon	1122,6	18,26	1058,1	21,13
Centres bancaires des Caraïbes	351,7	5,72	260,8	5,21
Exportateurs de pétrole	292,5	4,76	227,2	4,54
Irlande	265,1	4,31	ND	ND
Brésil	254,8	4,14	226,9	3,54
Suisse	231,9	3,77	142,4	2,84

⁹⁰ Labonte, M., Nagel, J.C. (2016), Foreign Holdings of Federal Debt, Congressional Research Service, March 28, <http://www.fas.org/sgp/crs/misc/RS22331.pdf>

Royaume-Uni	218,3	3,55	ND	ND
Luxembourg	200,5	3,26	147,6	2,95
Hong Kong	200,2	3,26	ND	ND
Taiwan	ND	ND	177,3	3,54
Russie	ND	ND	149,5	2,99
Belgique	ND	ND	135,2	2,70
TOTAL	6148,2	100	5006,9	100

Selon le CBO, l'endettement public américain devrait augmenter en 2016 de 500 milliards de dollars, soit une dette totale supérieure à 19.100 milliards de dollars début 2016 (103 % du PIB)⁹¹, soit une dette de près de 60.000 dollars par habitant, ce qui, à terme peut vraiment commencer à poser des problèmes de confiance dans l'économie mondiale. La dette américaine est décomposée en une dette détenue par le public (72,3 % du total) et la dette intergouvernementale, non marchande, dépendant de programmes publics comme le Social Security Trust Fund (27,7 %). Près de 45 % de la dette publique « marchande » est détenue par des investisseurs étrangers, notamment la Chine (9 %) et le Japon (8,3%). La position financière mondiale incite les Etats-Unis à accepter un déficit budgétaire substantiel et une dette nationale importante, afin de fournir les actifs en dollars que les investisseurs nationaux ou étrangers souhaitent détenir, le taux d'intérêt restant sous contrôle de la FED. C'est un avantage très conséquent pour les Etats-Unis, le sanctuaire du capitalisme. Il n'en reste pas moins qu'il faut aussi ne pas dépasser le seuil de confiance des agents économiques internationaux dans la monnaie et dans l'économie de ce pays. Le problème, c'est que les économistes ne sont pas en mesure de définir le niveau d'endettement public qui ébranlerait la foi dans la solidité du système économique américain. Cependant, cet avantage psychologique, moral et économique des Etats-Unis n'est pas extensible aux autres Etats et économies nationales. L'empilement des dettes laisse apparaître un certain potentiel de crise économique que la puissance de l'économie américaine n'est pas en mesure de combattre, surtout avec sa politique monétaire et financière habituelle du « benign neglect ». Le Japon a le ratio endettement public/PIB le plus important du monde (229,2%), suivi de la Grèce (176,9%), du Liban (133,28%), de la Jamaïque (132,72%), de l'Italie (132,7%), du Portugal (129 %), du Cap Vert (114,22%), de Chypre (108,9%), de la Belgique (106,0%), de Singapour (104,7 %), des Etats-Unis (104,17 %), de l'Espagne (99,2 %), du Bhoutan (98,9 %) et de la France (96,1 %)⁹². Si une crise financière surgissait à nouveau, les conséquences économiques seraient

⁹¹ Business Bourse (2016), La dette des Etats-Unis dépasse les 19.000 milliards de dollars, February. <http://www.businessbourse.com/2016/02/04/la-dette-des-etats-unis-a-depasse-les-19-000-milliards-de-dollars/>

⁹² Trading Economics, La dette publique au PIB – Liste des pays. <http://fr.tradingeconomics.com/country-list/government-debt-to-gdp>

importantes et les coûts humains particulièrement graves. Le marché libre montre ses limites et une régulation minimale s'impose. Les Etats-Unis ne sont pas le pays le plus menacé, mais une crise de son économie menacerait toutes les économies nationales, selon des schémas relativement imprévisibles, dépendant de l'action des Etats et de leur soutien aux activités nouvelles et au pouvoir d'achat des ménages.

Les nouvelles technologies permettent de disposer des ressources qui n'étaient, sans elles, ni utilisables, ni rentables⁹³. Elles augmentent l'offre disponible, mais à des coûts plus élevés qui seront répercutés sur l'ensemble des ressources, créant ainsi une rente pour les producteurs opérant sur des champs d'extraction moins difficiles. L'endettement consécutif à l'investissement nouveau peut, avec un retournement de la conjoncture, conduire à un défaut de paiement. Les tensions qui en résultent alors entre les pays peuvent favoriser l'expression de menaces de guerre ou de conflits armés. La fermeture des puits de pétrole par l'OPEP serait susceptible de conduire à des formes de guerre, dont l'expression concrète reste à définir. Les Etats peuvent décider l'application de mesures de coercition, ils peuvent aussi laisser une génération épuiser les ressources nécessaires aux générations futures. De même, les grandes entreprises peuvent engager des rapports de force par la maîtrise des coûts, les fusions ou la réalisation de nouveaux investissements de puissance. Cependant, les systèmes de production à coûts fixes élevés sont aussi vulnérables à la concurrence de nouvelles technologies innovatrices, aux coûts des matières naturelles, aux conflits mondiaux, aux anticipations complexes et croisées ou au terrorisme. L'instabilité économique est devenue une constante. La variabilité des prix des ressources naturelles rend difficile l'investissement de long terme. Aujourd'hui, les ressources rares sont financiarisées, leurs prix montent en période de spéculation, puis s'orientent à la baisse lorsque la demande des consommateurs se fixe à la baisse. Quand les prix augmentent, les entreprises subissent une réduction de leurs profits, les ménages de leur pouvoir d'achat, mais le recyclage des profits (vers d'autres pays, notamment dans les paradis fiscaux) ne se fait pas nécessairement dans les économies nationales ainsi touchées. Pour les Etats, le choix est délicat, il se situe entre l'ampleur d'une récession immédiate ou une crise reportée plus tard grâce à l'endettement.

L'effet du collier étrangleur⁹⁴ intervient lorsqu'il y a une pénurie nette d'une ressource stratégique, avec une demande supérieure à l'offre au prix souhaité et lorsqu'une manipulation de l'offre peut naître par la thésaurisation ou la spéculation. Même le concept de « pic de production pétrolière mondiale » a pu servir pour influencer le cours des prix du pétrole. Dans ce cas, les prix peuvent augmenter très vite, ce qui provoque une récession par la perte de

⁹³ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

⁹⁴ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

rentabilité des entreprises grandes consommatrices de matières énergétiques. Le choix des ressources énergétiques renouvelables n'est pas suffisamment affirmé, car celles-ci ne sont pas encore suffisamment importantes et compétitives, même si des recherches intéressantes d'économie des énergies ont produit des résultats encourageants⁹⁵. L'énergie nucléaire présente des avantages à court terme, mais c'est un investissement à long terme dont l'usage militaire présente un danger pour l'ensemble de l'humanité. De même, la fracturation hydraulique n'a pas encore prouvé son intérêt dans une perspective de long terme et elle pose des problèmes environnementaux inquiétants. Le changement climatique lui-même n'a pas d'impact réel aujourd'hui sur les décisions des entreprises. Ses effets sont supposés à long terme, et donc négligeables aujourd'hui. En fait, les coûts des matières premières naturelles sont au cœur de la crise financière, même si la science économique dominante n'aborde que trop rarement cette question.

La puissance militaire a toujours joué un rôle central dans l'économie mondiale⁹⁶. La Pax americana, malgré les échecs du Vietnam, est bien toujours présente, armée et active. Cependant, la puissance militaire a perdu son pouvoir de prédation et de domination ultime. Si l'empire américain semble encore capable de lutter contre l'anarchie mondiale et de faire respecter l'ordre économique, financier et commercial, il est aujourd'hui contesté. La question est de savoir si l'ordre peut être imposé. L'effort militaire n'est pas suffisant pour imposer une loi d'hyper puissance. Tous les conflits de ces dernières années mettent en évidence cette impuissance relative de la plus grande puissance militaire au monde, capable potentiellement de détruire sans pour autant imposer sa loi et reconstruire à son image.

Les empires se sont bâtis sur la violence, l'esclavage, le pillage et une administration publique « efficace ». Le contrôle était plus ou efficace du fait de la distance, du coût d'entretien des armées, de l'aversion à l'impôt et d'un éloignement progressif de génération en génération avec la métropole. Le processus de décolonisation et les nouvelles technologies ont progressivement changé la donne. Les Etats-Unis dominent aujourd'hui l'orientation de l'économie mondiale globalisée. Pour Ferguson⁹⁷, les instances internationales sont au service des Etats-Unis, grâce à une administration solide, à sa puissance économique et à sa force militaire. Cependant, l'indépendance nationale de nombre de pays est souvent feinte. Ainsi, après la guerre du Vietnam perdue

⁹⁵ Choudhry, H., Lauritzen, M., Somers, K. Van Niel, J. (2015), Technologies that could transform how industries use energy, McKinsey&Company, November 15, <http://www.mckinsey.com/business-functions/operations/our-insights/technologies-that-could-transform-how-industries-use-energy>

⁹⁶ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris. Smith, R. (2010). Sécurité internationale et crise économique internationale. In J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan. Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development. London: Emerald. Smith, R., & Fontanel, J. (2010). International security. Politics, Policy, Prospects.

⁹⁷ Ferguson, N. (2004), Colossus : The Price of America's empire, Penguin Press, NY.

politiquement, à l'exception de Grenade et de Panama, jusqu'en 1991, les USA ont résisté à l'emploi de la force. La première guerre irakienne a été facile, en terrain découvert, face à des forces militaires bien connues. L'hypothèse de l'hyperpuissance américaine a connu un démenti pendant dans les conquêtes d'occupation en Irak et en Afghanistan. Les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'optimisme affiché initialement du fait de l'urbanisation, de l'évolution des armements, de l'accueil hostile de la population autochtone, de la présence obsédante des médias, de la faible durée de service d'un occupant et de son coût dans une armée technologique qui ne considère plus ses militaires comme de la « chair à canons ». Dans le monde moderne, la guerre coûte trop cher ou alors elle détruit tout. L'échec américain en Irak et en Afghanistan a bien été enregistré, les coûts se sont concentrés sur les coûts d'opportunité, notamment les investissements sociaux. Les bons d'Etat américains restent toujours un refuge pour tous les pays, ils représentent des armes bien plus puissantes que les moyens militaires⁹⁸.

En 2016, les Etats-Unis révisent à la baisse leurs estimations de croissance, malgré un taux officiel de chômage légèrement inférieur à 5% de la population en âge de travailler⁹⁹.

Le Tafta (Transatlantic Free Trade agreement) et le CETA

Le traité de libre-échange transatlantique (*TAFTA* ou *TTIP*, Transatlantic Trade and Investment Partnership) est un accord commercial en discussion entre l'Union européenne et les États-Unis en vue de créer une zone de libre-échange commune, qui couvrira plus de 45 % du PIB mondial. Les négociations relèvent de la compétence exclusive de la Commission européenne. Son objectif est de renforcer le potentiel de croissance des deux parties. Cependant, de nombreux observateurs considèrent que les grandes entreprises seront les principales bénéficiaires de ces accords en termes de pouvoir d'action dans une zone fondamentalement régulée par les marchés. Dans ce contexte, les Etats ne disposeront plus que d'une liberté d'action réduite au regard des actions à entreprendre pour résoudre les problèmes spécifiques de leur pays, alors même qu'ils seront responsables de la situation économique et sociale nationale devant leurs citoyens. Or, depuis les révélations d'Edward Snowden concernant l'espionnage américain tous azimuts, les négociations se font dans une situation relativement délétère et de méfiance, même si le processus reste bien engagé. In fine, le Parlement européen, les Parlements nationaux et le Congrès des Etats-Unis¹⁰⁰ auront à se prononcer sur ce traité lorsqu'il sera disponible.

⁹⁸ Gordon, R. (2012) Is US Economic growth over ?, Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

⁹⁹ Cependant, si l'on tient compte des emplois à temps partiel, le taux de chômage réel avoisine 10 %. Il y a moins des deux tiers des Américains au travail ou inscrit au chômage, ce qui indique parfois les personnes en âge de travailler ont perdu l'espoir de trouver un emploi et échappent ainsi aux statistiques officielles du chômage.

¹⁰⁰ Si le Congrès américain, à majorité républicaine, est aujourd'hui favorable à ce traité, celui-ci est contesté par les écologistes, de nombreux démocrates, les organisations syndicales et les associations de consommateurs.

Les négociations sont secrètes, le contenu de l'accord ne peut être a priori que supposé. D'abord, elles portent d'abord sur l'abolition des droits de douane, lesquels sont aujourd'hui globalement faibles, mais suffisamment importants dans certains secteurs (agro-alimentaire, textile, habillement, moyens de transports terrestres) pour développer des distorsions. Ensuite, elles concernent l'harmonisation des normes et des réglementations, ainsi que l'ouverture des marchés publics américains et européens. Enfin, la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends entre Etat et investisseurs est proposée, en vue d'améliorer la transparence, l'indépendance des arbitres et la prévisibilité de l'accord.

La principale pomme de discorde porte sur les mécanismes d'arbitrage international. Ce recours donne plus de pouvoir aux entreprises en leur permettant d'attaquer judiciairement un Etat, sur la base du Traité. Le tribunal arbitral international, le CIRDI (Centre International pour le Règlement Relatifs aux Investissements, organe indépendant de la Banque mondiale à Washington), est composé de trois juges, un juge nommé par l'entreprise, l'autre par l'Etat, le troisième par le Secrétaire général de la Cour. Il a pour fonction d'offrir aux entreprises un «environnement juridique économiquement stable». Cependant, le principe revient à donner des pouvoirs élargis aux entreprises, au détriment des Etats, et donc des citoyens. La prééminence attendue du traité sur les lois nationales en vigueur conduit inéluctablement à une perte de souveraineté des États, notamment dans les domaines environnementaux, sanitaires¹⁰¹ ou sécuritaires¹⁰².

La crainte d'un abaissement de la qualité des normes sociales, sanitaires, financières et environnementales est souvent exprimée. L'harmonisation des réglementations affectant le commerce doit être mesurée dans les secteurs susceptibles d'être ouverts à la concurrence. De nombreux secteurs seront touchés par cet accord. La plupart des négociations concernent les normes, notamment techniques. Les normes du plus fort vont l'emporter et sur ce plan, les Etats-Unis sont en avance. Les entreprises européennes vont devoir appliquer ces normes, notamment dans les secteurs de l'électronique, l'informatique ou les services financiers. Il est alors nécessaire de mesurer les conséquences sur la protection de l'environnement, le droit de la consommation, l'accès des entreprises étrangères sur les marchés publics ou le contrôle de l'impact carbone sur le changement du climat.

L'opacité des négociations pose un problème important au regard de la démocratie. Il s'agit de transactions dont les raisonnements et les résultats, a posteriori, ne seront pas toujours interprétés et validés en toute transparence au regard d'une asymétrie de l'information qui semblent souhaitée par les

¹⁰¹ Ainsi, les producteurs de tabac américain pourront contester les paquets de cigarettes neutres.

¹⁰² Les OGM pourraient alors ne plus avoir de législation spécifique. S'il est vrai que le caractère néfaste de leur production n'a pas encore été prouvé de manière indubitable, un pays peut vouloir s'en protéger, provisoirement, pour des raisons de sécurité.

négociateurs. La médiatrice européenne a contesté le droit de la Commission de refuser de rendre publics les documents consolidés de la négociation, même si les négociateurs américains sont sur cette même ligne.

Plusieurs questions n'ont pas de réponses très satisfaisantes. Les tribunaux d'arbitrage menacent-ils la démocratie ? Ce mécanisme existe déjà, notamment pour les investissements réalisés dans des pays en développement aux systèmes judiciaires aléatoires. Des tribunaux ont pu ainsi condamner des gouvernements à des peines financières importantes, susceptibles de réduire leur potentiel d'actions fondées sur un plan de développement. Cette procédure semble favoriser les grandes firmes multinationales, notamment américaines. La Commission européenne a modifié le texte initial pour créer les ICS (Investment Court System) qui s'apparente aux tribunaux classiques. Certaines questions restent en suspens, notamment la nature privée ou publique des arbitres, les droits d'action contre les Etats accordés aux entreprises américaines et la possibilité pour une firme de s'opposer à une politique publique européenne nouvelle. Des procédures ont été mises en place, mais les contestations existent avant même l'application des règles.

En Mai 2016, Greenpeace a publié des documents confidentiels sur les négociations. Ils confirment en partie des craintes des opposants au TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), avec les demandes de réduction des normes européennes dans les domaines de l'environnement et de la santé publique faites par les négociateurs américains. Ce traité renforce les lois et les règles judiciaires favorables au pouvoir des grandes entreprises au détriment des enjeux collectifs de santé et de qualité de l'environnement. Si un Etat accepte par exemple la production de gaz de schiste par fracturation hydraulique, et qu'à la suite d'un processus démocratique il soit conduit à revenir sur cette décision, l'entreprise américaine pourra ester auprès de ce Tribunal d'arbitrage pour obtenir des dommages et intérêts. La question qui se pose est de savoir si des productions admises sur un territoire après une autorisation publique pourront être interdites s'il s'avère plus tard qu'elles sont à l'origine de pollution, de maladies ou de dangers divers (OGM par exemple), sans être ensuite poursuivies. Pour l'instant, M. Juncker ne semble pas favorable à l'utilisation de ce Tribunal pour régler les différends entre les entreprises et les Etats, mais la pratique conduira sans doute à y avoir recours si les différends ne trouvent pas de solution entre les partenaires.

Enfin, l'intérêt économique de l'opération n'est que très rarement discutée, alors même qu'il fait l'objet d'études ou d'analyses discordantes. Les résultats semblent souvent relativement positifs, bien plus d'ailleurs pour les Etats-Unis que pour les pays européens, mais ils s'avèrent très faibles au regard des enjeux, de l'ordre de 0,01 à 0,15 % à court terme, et de 0,3 à 1,3 % à long terme, au maximum pour l'une ou l'autre des partenaires¹⁰³. D'autres études

¹⁰³ Erixon, F., Bauer, M. (2010), A Transatlantic zero agreement. Estimating the gains from Transatlantic free trade in goods, Ecipe Occasional Paper N° 4/2010. www.vci.de/vci/downloads-vci/ecipe-taza-study-

soutiennent que les résultats seront négatifs, avec une désintégration progressive de l'Europe, des emplois en réduction et une instabilité économique et politique croissante¹⁰⁴. La perte de souveraineté partielle des Etats pour des montants prévisionnels favorables aussi faibles face à des études qui prévoient plutôt des effets défavorables en termes d'emplois ne paraît guère justifiée, surtout si l'on veut bien rappeler que les prévisions de croissance dans un pays développé est entachée souvent entachée d'une erreur de 0,5 à 1% d'une année sur l'autre.

Le projet TAFTA reste dangereux tel qu'il est aujourd'hui conçu. La mondialisation d'aujourd'hui est porteuse de conflits, avec la montée de inégalités et le réchauffement climatique. Les traités commerciaux ne peuvent plus se limiter à des réductions de droits de douane, ils doivent prendre en compte le dumping fiscal et climatique.

En 2017, avec l'élection de Donald Trump à la Présidence des Etats-Unis, les cartes semblent partiellement redistribuées. Les Bourses sont plutôt en hausse depuis l'élection de Trump. Wall Street est confiant dans la politique quasi keynésienne promise (développement des infrastructures) ainsi que celle consistant à déréguler à nouveau le marché financier. Les valeurs des constructeurs de TP et les banques bénéficient de la hausse de leurs actions. De même, une guerre ouverte entre l'industrie américaine et Donald Trump semble devoir s'engager. Celui-ci refuse le projet de Ford de délocaliser les usines au Mexique. Le lendemain de l'élection, GM annonçait la suppression de 2000 emplois. C'est une attaque contre la « Rust Belt » (ceinture de rouille), qui remet en cause, selon Trump, l'Alena. Ford avait annoncé un investissement de 1,6 milliard de dollars et 2800 emplois au Mexique. Il en va de même pour les VW, BMW, Toyota, Nissan, Honda, Audi, etc. Pour Audi, sur les 3,4 millions de voitures fabriquées à Puebla, 2,8 millions sont exportées, dont 2 millions vers les USA. En outre, pour Silicon Valley, cette élection est désastreuse pour l'innovation, l'immigration d'ingénieurs informatiques, la neutralité du Net, la volonté de Trump d'imposer à Amazon et Apple à produire leurs biens et services aux Etats-Unis (positions dominantes). Enfin, le pays serait pénalisé s'il devait se priver de la main d'œuvre immigrée bon marché. Trump, c'est le roi de la dette. Peu intéressé par le changement de climat, il pourrait être poursuivi pour ne pas protéger tous les Américains contre un danger clairement identifié.

Enfin, avec l'arrivée de la nouvelle Présidence américaine, les cartes sont à nouveau redistribuées. Donald Trump a retiré les Etats-Unis du Traité transpacifique (TPP) et il menace de taxer les importations mexicaines, mais

[20101001.pdf](#). Commission européenne (2013), Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, Septembre. http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/november/tradoc_151903.pdf. Dobrea, R.C., I.X. Podgoreanu, D.L. Borisov (2015) The Impact of Transatlantic Trade and Investment Partnership on the European Eco-Innovation, *Procedia Economics and Finance*, Elsevier, Vol.27, pp. 659-668.

¹⁰⁴ Capaldo, J. (2014), The Transatlantic Trade and Investment Partnership : European Disintegration, Unemployment and Instability, GDAE Working Paper 14-03, http://ase.tufts.edu/gdae/policy_research/TTIP_simulations.html. Porcher, T., Farah, F. TAFTA, l'accord du plus fort, Max Milo, Paris

aussi les automobiles allemandes, notamment. Le Traité Transpacifique avait pour objectif de contenir l'influence chinoise, son retrait a conduit cependant l'Europe à s'immiscer dans les négociations, notamment avec le Japon, l'Australie et la nouvelle-Zélande, afin de ne pas laisser la Chine occuper le champ libre. Le Président chinois est cependant devenu le grand défenseur du libre-échange, mais les activités économiques des étrangers en Chine restent soumises à un système juridique insuffisamment fiable et à des législations peu respectueuses des droits de l'homme. Le TTIP, le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, n'est pas encore suffisamment avancé au regard des contestations nationales et des règles négociées. Cependant, l'Union européenne souhaite quand même aboutir à un accord. Le Royaume-Uni, toujours membre de l'UE, a pris des contacts pour obtenir des accords privilégiés, mais ceux-ci ne pourront être appliqués qu'à la fin du Brexit.

La stratégie américaine, telle qu'elle est exprimée abruptement, peut conduire à une spirale de protectionnisme, ce qui ne manquerait pas de limiter le potentiel de développement économique, du fait notamment de l'importance des interdépendances internationales du système productif et commercial. En outre, il n'existe que très peu de produits qui soient exclusivement produit dans un même pays, ce qui conduit à la nécessité des échanges commerciaux. Chaque économie nationale est conduite à raisonner en « chaîne de valeur », chaque pays se proposant d'apporter le maximum de valeur ajoutée dans la création et la fabrication d'un produit complexe. Apple conçoit ses appareils aux Etats-Unis, mais leur fabrication est assurée souvent par les entreprises chinoises. En protégeant les entreprises américaines, les Etats-Unis ne respecteront plus les règles de l'Organisation mondiale du Commerce, que ce pays a contribué à créer. La Constitution américaine accorde cette prérogative au Congrès et non pas à la Présidence. Cependant, si le Congrès est à majorité conservatrice, il n'est pas certain que les orientations du Président seront acceptées par les instances législatives, mais le risque n'en demeure pas moins important.

Cependant, le commerce international n'a pas toujours eu que des effets positifs, notamment en ce qui concerne les système de protection sociale (de plus en plus soumis à la règle du moins disant), l'évasion fiscale ahurissante¹⁰⁵ qu'il permet avec le soutien de la finance et l'accroissement des inégalités entre les très riches et les pauvres. Le pays le plus puissant du monde a une action importante, voire déterminante, sur le système de globalisation économique développées depuis la fin du XXe siècle. Pour les économistes allemands, la menace d'une guerre économique avec les Etats-Unis n'est pas à exclure, ce qui impacterait fortement l'industrie allemande qui exporte près de 10 % de sa production outre atlantique (soit près de 145 milliards de dollars et plus d'un million d'emplois directs). Dans ce cas, des mesures de rétorsion seraient sans doute prises par l'Europe, à la fois pour répondre aux décisions de

¹⁰⁵ Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Coll. Les idées et les théories à l'épreuve des faits », Paris.

protectionnisme des Etats-Unis sur les échanges commerciaux et pour considérer les cas des entreprises de chaque pays situées dans l'autre zone, notamment pour les entreprises américaines localisées en Allemagne et en Europe, sans qu'aucun pays ne sache exactement quelles en seraient les incidences réelles sur le moyen terme sur la croissance et le développement économiques de chaque espace économique.

Les pouvoirs publics n'ont fait qu'accompagner le règne du libéralisme et de la dérégulation financière. La victoire de Trump est le résultat des inégalités économiques et territoriales croissantes. Elle risque cependant d'accélérer ce processus, avec une intervention étatique contre les délocalisations qui s'exercera sur les firmes américaines. La politique de Trump annoncée est de nature à accroître les tendances inégalitaires à l'intérieur du pays, en supprimant l'assurance-maladie pour les pauvres, en développant le dumping fiscal, en créant des conflits ethniques. En outre, elle se déclare dans les intentions et dans les faits dans la lignée des climato-sceptiques, ce qui ne manque pas d'inquiéter¹⁰⁶.

La crise européenne

L'Europe a été au centre d'une grande utopie, qui n'arrive pas encore à s'assumer, malgré ou à cause de son élargissement territorial. L'Europe, premier marché du monde, n'est pas une entité politique forte. Sauf sur les questions portant sur les négociations économiques internationales, elle est constamment en situation d'échec, notamment en ce qui concerne la défense (nucléaire ou non, avec l'OTAN ou sans), la lutte contre le terrorisme, l'analyse des situations politiques internationales, les questions d'émigration, la protection de la Méditerranée, la fiscalité commune, le refus des politiques de type « beggar-thy-neighbour », les estimations du minimum vital ou l'existence d'un « salaire minimum », la protection sociale, etc.). Chaque pays a ses difficultés. La Grèce a un secteur public trop lourd et un système fiscal inégalitaire, la spéculation immobilière en Irlande a échappé à tout contrôle, l'Espagne souffre de son immobilier résidentiel, alors que l'industrie portugaise n'est pas compétitive. Ces analyses sont souvent confirmées par l'observation, mais elles ne recouvrent qu'une partie de la réalité. L'Union européenne est en crise, comme en témoigne la souffrance de la Grèce, le Brexit, la crise de l'euro, la question des déficits publics et les difficultés de la relance économique et sociale de l'Europe.

¹⁰⁶ L'équipe de Trump ne recèle que des climato-sceptiques. Rex Tillerson d'ExxonMobil, lié au secteur des énergies fossiles, est chargé de la négociation internationale sur le changement climatique. Le Ministère de l'énergie a été attribué à l'ancien gouverneur du Texas, longtemps partisan de la suppression de ce Ministère. La Direction de la protection pour l'environnement revient à Scott Pruitt hostile aux mesures prises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Une organisation juridique est en train de se renforcer pour faire face au harcèlement politique et l'intimidation juridique. L'activité scientifique sera entravée, redoutent les chercheurs. Les rapports des documents scientifiques sur le climat avaient disparu sous l'ère Bush. Or, la NASA a été invitée à ne plus faire d'observation de la Terre par l'équipe de transition de Trump. Cette politique de rétention de l'information semble redevenir la norme politique.

La souffrance de la Grèce

Pour la Grèce, le plan de sauvetage, aux conditions draconiennes, a été dicté par une idéologie libérale, éloignée de l'idée d'une solidarité européenne. Certes, sa responsabilité démocratique est engagée, mais celle des créanciers l'est tout autant. Il est vrai que le gouvernement grec a exigé une solidarité européenne pour respecter la volonté du peuple grec souverain. Cette conception a heurté les partenaires qui ont fait remarquer qu'un peuple ne peut pas décider que d'autres peuples devront payer ses frais généraux. Cette présentation a mis en évidence une forme de laxisme grec dans le débat financier avec l'Europe qui lui a été préjudiciable¹⁰⁷. Les conditions de cet accord et son expression sous forme de diktat sont telles qu'il est difficile de croire vraiment en l'avenir de cette construction européenne, qui humilie les peuples, mêmes ceux qui sont en défaut. Le partenariat implique une solidarité suffisante de ses composantes et un accompagnement dans la difficulté économique et sociale d'un des leurs, comme cela a pu être le cas pour la jeune République Fédérale Allemande (RFA), lors de la Conférence de Londres, en 1953 et 1954. Pour le Ministre des finances allemands M. Schäuble, il ne s'agit pas de la même dette publique, car l'Allemagne était alors en grande difficulté économique, non pas du fait du déficit public lié à une mauvaise gestion du budget, mais à cause des remboursements excessifs demandés par les pays vainqueurs. On pourrait considérer que pour lui il est plus normal de sanctionner un pays qui a mal géré ses propres ressources publiques (comme la Grèce) qu'un autre qui a engagé une guerre destructrice auquel il est demandé de rembourser une toute petite partie des dommages afférents.

La BCE se propose officiellement de dynamiser la croissance de la zone euro par des rachats massifs d'actifs susceptibles de relancer l'inflation par l'augmentation de son bilan. Cependant, cette politique ne s'adresse plus à la Grèce. En 2016, Athènes a dégagé de forts excédents primaires, mais il lui a fallu rembourser une dette de 2,3 milliards d'euros à la BCE, soit près du tiers des prêts accordés dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité (MES), le restant devant être exécuté en 2017. La logique des créanciers continue d'étrangler le pays¹⁰⁸. La Grèce est sans doute le pays qui a le plus besoin de ce soutien, mais la BCE ne rachète toujours pas d'actifs grecs et elle exige le remboursement d'une dette qui représente moins de 0,07 % de son bilan, car les « règles » l'interdisent. Pourtant le gouvernement d'Alexis Tsipras a accepté des règles drastiques d'action publique, notamment un nouveau plan d'austérité de 5,5 milliards d'euros avec une augmentation des impôts et des cotisations

¹⁰⁷ Au FMI, tous les pays d'Amérique latine étaient opposés à l'octroi d'un prêt supplémentaire à la Grèce et de nombreux pays auraient alors demandé une aide équivalente.

¹⁰⁸ Godin, R. (2016), Grèce, la logique des créanciers, jusqu'au bout de l'absurde, La Tribune, 20 juillet.

sociales, une réforme des retraites et l'abandon de sa souveraineté budgétaire concernant la baisse « automatique » de ses dépenses publiques. Cette stratégie accroît la récession économique du pays. Le budget public (hors service de la dette) a produit un excédent primaire important de 3% du PIB, mais en raison du poids de la dette grecque (177% du PIB à payer pendant plus de 40 ans), ce niveau n'est pas suffisant sans « l'aide » des partenaires européens. A cette fin, le gouvernement a renoncé à appliquer un programme d'investissement public, avec une économie de plus de 5 milliards d'euros consacré à la réduction de la dette, ce qui renforce la récession et pénalise les investissements nécessaires de long terme.

Aujourd'hui, malgré ces efforts, les créanciers de ce pays refusent toujours de lui faire confiance. L'objectif des créanciers conduit à orienter l'économie grecque non pas vers la croissance, mais vers le remboursement des créanciers. **Pourtant**, en juin 2016, le gouvernement grec a proclamé la fin de la crise en Grèce. La BCE a de nouveau accepté les titres d'Etat grecs et une partie du contrôle des capitaux est levée. Cependant, les salaires sont en recul de 24 % par rapport à 2010, le chômage représente encore 23,3 % de la population active et les investissements productifs restent faibles, et même en recul, ce qui augmente la propension à l'importation, réduit celle des exportations et aggrave les déficits commerciaux. L'économie grecque n'a plus de moteur, car les investisseurs étrangers mesurent les risques de récession qui pèsent sur elle.

La Grèce a besoin d'un vrai plan de reconstruction économique. Il faut donc convaincre les créanciers européens de sortir de leur logique actuelle, en accordant la priorité au remboursement de ses dettes sur son propre développement. Le développement économique de la Grèce est une nécessité pour les remboursements de la dette publique. Il faut restructurer la dette par un étalement des remboursements, sans objectif immédiat d'excédents primaires. Cette solution a été proposée par le FMI, mais elle a été refusée par les créanciers européens. Le gouvernement grec ne dispose plus de moyens d'action propres, il est dépendant des « réformes » imposées par l'Union européenne. Le prix à payer est très élevé pour toute une (voire deux) générations de grecs.

Le Brexit

Le départ du Royaume-Uni comme membre de l'Union européenne met en évidence les difficultés de son fonctionnement. Si la finance britannique ne souhaitait pas ce départ de l'UE, elle ne pouvait pas l'avouer compte tenu des critiques justifiées qui lui sont adressées. Le FMI, l'OCDE et même le Président des Etats-Unis avaient exprimé leur inquiétude sur les conséquences d'un tel départ. La Commission européenne avait elle-même menacé de considérer le Royaume-Uni comme un pays tiers en cas de Brexit. Il n'est pas certain d'ailleurs que ce départ, compte tenu des positions britanniques sur le

fonctionnement de l'UE, soit vraiment regretté par de nombreux partenaires. En revanche, la « romance entre les nouveaux chefs d'Etat américain et britannique ne manque pas d'irriter les instances bruxelloises. Avant même les négociations, Londres multiplie les négociations avec les Etats-Unis bien sûr, mais aussi avec l'Inde, ou le Japon. L'Union européenne ne souhaite pas que le Royaume-Uni joue sur plusieurs tableaux. Dans ce cadre, elle est décidée à refuser les concessions qui laisseraient apparaître des possibilités de sortie à d'autres membres. Les contacts britanniques doivent encore rester informels. En revanche, Londres aura une ardoise à payer de l'ordre de 50 milliards d'euros pour solde de tous comptes.

Le Royaume-Uni a toujours considéré l'UE comme un grand marché, une occasion de commercer, alors que pour d'autres pays européens la vision était plus large. L'opacité des processus de décision européens, la négligence des contrôles démocratiques et l'arrogance des technocrates bruxellois ont participé au retour vers un réflexe identitaire, face aux migrations, aux menaces du chômage, et aux décisions péremptoires des organisations internationales. Le Royaume-Uni a toujours été un frein aux propositions politiques d'intégration plus large. Il a été le leader d'une Europe libérale, en méprisant l'essor d'une fibre européenne et en refusant l'expression des solidarités collectives (« I want my money back »). La greffe avec le RU n'a jamais prise. Le Brexit a été le résultat combiné d'une poussée populiste, d'un refus des élites dont les intérêts sont sans cesse préservés au détriment d'une précarité croissante des classes populaires, et d'une exaspération face à des règlements européens contraignants (parfois nationalement inadaptés) et des choix d'ouverture aux migrations inter ou extra européennes aux conséquences quotidiennes importantes sur le marché de l'emploi et les équilibres budgétaires. A la suite du Brexit, Theresa May propose une nouvelle stratégie industrielle destinée à améliorer la productivité et à offrir des emplois de qualité, en concertation étroite avec les fédérations patronales. Il s'agit de soutenir l'activité économique nationale, notamment dans les régions qui souffrent de la mondialisation et de la désindustrialisation. Il s'agit de venir en aide aux « gens qui travaillent dur », d'enrayer le déclin du secteur industriel, d'améliorer la compétitivité britannique et de créer une économie ouverte aux nouvelles industries. Libéré des règles de Bruxelles, l'Etat se doit d'intervenir dans la vie économique pour restaurer un développement économique équilibré et porteur d'avenir, en créant un environnement économique et social favorable. Les fédérations patronales soutiennent cette initiative. Le gouvernement a donné une réponse positive au projet nucléaire de Hinkley Point (franco-chinois) et à la vente des activités du groupe indien Tata Steel. Cette politique économique revendiquée met un terme à la décision de Margaret Thatcher de refuser toute intervention directe de l'Etat dans les affaires économiques. Les conservateurs britanniques témoignent ainsi que ce qui est interdit dans le cadre de l'Union européenne est possible au niveau

national, et que le credo libéral n'est pas une panacée lorsque les événements politiques l'exigent.

Les conséquences du Brexit sont encore très floues à évaluer, d'abord parce qu'il n'y a pas eu de précédent d'un départ d'un pays de l'UE, ensuite parce qu'avec la probable demande de l'Ecosse de réintégrer l'UE et la réunification possible de l'Irlande, le RU a pris le risque d'un rétrécissement territorial et de souveraineté. En revanche, il serait aussi dommageable que l'UE se concentre pendant deux ans sur la seule question anglaise, en oubliant de traiter les dossiers urgents concernant le chômage, le contrôle des banques, les migrations extra communautaires, l'endettement public ou le terrorisme. Les pays membres vont aussi exprimer ses sensibilités différentes au regard du Brexit, les uns recommandant une séparation claire, d'autres se servant de l'exemple de Londres pour revendiquer de nouvelles règles ou avantages particuliers au regard de leur propre situation. La question est de savoir le poids du Brexit dans les effets centripètes ou centrifuges des pays membres au regard de l'unité européenne. Jusqu'où pourront aller les compromis sur l'identité européenne et leur influence sur les objectifs principaux de l'Union. L'Europe risque de n'avoir aucune structure de rechange. Dans ce contexte, elle sera conduite à appliquer des rustines sur un système qui a grandi trop rapidement et qui n'a pas été capable de se réformer en conséquence. Les critiques contre l'Europe vont continuer à faire le lit du populisme.

Il est nécessaire de réactualiser le système européen. Après la dernière guerre mondiale, l'Europe a été fondée sur la base d'un objectif de reconstruction économique et de paix, ce qui a été une réussite. Aujourd'hui, l'Europe n'est qu'un grand marché qui n'a plus à traiter la question de Berlin, ni de la guerre froide, mais doit faire face à la mondialisation. L'association d'aujourd'hui est insuffisante pour que l'Europe conserve un statut international fort à l'Europe et elle ne protège guère contre les excès de la mondialisation économique. Le modèle de solidarité n'est pas suffisamment adapté aux contraintes mondiales. La crise grecque n'a pas été réglée par un effort consenti de tous les Etats partenaires. Or, si un Etat est affaibli, c'est toute l'Union qui devrait être affaiblie. Sans une démarche solidaire, l'UE va perdre son importance économique et politique et surtout elle va réveiller de nouvelles formes de revendications identitaires qui favorisent le populisme et les fascismes. Elle doit faire face à la mondialisation, avec ses problèmes de migration, de concurrence exacerbée susceptible de soumettre les lois sociales à de violents débats, et soubresauts, mais aussi de guerres lointaines qui concernent directement des intérêts économiques jugés vitaux. Les migrations sont parties pour être durables, et elles viendront facilement en Europe, un continent particulièrement ouvert. Vers quelle protection sociale sera-t-il alors possible de se diriger ? L'Europe doit s'ouvrir enfin à l'altérité et ne plus se considérer comme le centre du monde. Son système n'est plus universel. Les négociations TAFTA et l'incapacité de l'Europe de se défendre militairement la

mettent en situation d'infériorité. Elle doit reprendre ses négociations avec les BRICS, qu'elle ne peut plus vilipender, mépriser ou ignorer.

La médiocrité des projets politiques européens n'offre guère de perspectives positives à la jeunesse. Pourtant, il faut repenser l'Europe de demain, non pas sur la base éculée proposée par les élites et Bruxelles, mais par un vrai débat démocratique. Il ne faut plus reproduire le bricolage du Traité de Lisbonne, qui a contourné le non du référendum hollandais et français. Il est nécessaire de réintégrer la solidarité sociale et sociétale en Europe, dans le cadre d'une intégration démocratique et institutionnelle qui ne s'embarrasse pas d'un néolibéralisme débridé comme règle fondamentale. L'amputation est douloureuse, mais elle n'est pas mortelle. Bruxelles n'excelle pas dans les démarches démocratiques et elle est souvent trop sensible au chantage des grands pays. La colère contre la City est une des raisons du Brexit, elle existe aussi dans toute l'Union européenne, selon des formes différentes avec Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce. Il faut réinventer la suite, puisque le Royaume-Uni, et son comportement autocentré, ne sera plus là comme excuse. Les « experts » ne sont pas de politiques, il faut faire des choix sur la base de vision qu'il faut partager démocratiquement.

L'euro germanique en crise

Il est nécessaire de reconstruire non seulement l'architecture monétaire de l'euro, mais aussi le fonctionnement démocratique d'institutions à la fois tatillonnes et inefficaces pour résoudre les défis de la modernité. L'union monétaire n'est sans doute pas viable ou efficace sans une union politique resserrée et une base démocratique mieux affirmée. Une alliance des pays européens du nord ne pourra pas, à terme, rivaliser contre la Russie ou les Etats-Unis sans ceux du Sud. Si l'Union européenne a été une antidote puissant contre les tensions guerrières qui ont tant affaibli l'Europe dans la première moitié du XXe siècle, elle n'est toujours pas capable de faire une politique de défense commune, ce qui est un frein puissant contre les solidarités et les perspectives d'un avenir commun de ses membres¹⁰⁹. Elle n'a pas réussi à éviter l'augmentation des inégalités sociales et ses institutions, dominées par le Conseil européen, la Commission et la BCE, manquent de dialogue démocratique effectif.

Aujourd'hui, la zone euro favorise un déséquilibre commercial massif en faveur de l'Allemagne, sans possibilité d'ajustement pour les Etats débiteurs du fait de la stabilité et de la rigidité de l'euro. L'avance technologique et organisationnelle germanique est soutenue par l'existence d'une population à faible coût salarial relatif, souvent d'ailleurs de provenance immigrée et

¹⁰⁹ Fontanel, J., Smith, R. (1991). A European defence union?. *Economic Policy*,13(3), 393-425. Smith, R., Fontanel, J. (2010). *International security. Politics, Policy, Prospects*.

européenne. Des mécanismes avaient été mis en place pour limiter cet inconvénient, mais le poids politique et économique de l'Allemagne a fragilisé toutes les autres économies européennes insuffisamment flexibles. La question qui se pose alors est la suivante : faut-il réformer les économies en souffrance ou doit-on négocier des aménagements de la politique européenne fortement germanisée ? Quand les taux d'intérêt ont augmenté, le remboursement des dettes a été rendu plus délicat, voire impossible. La politique engagée a permis surtout de sauver les banques par des prêts et par un transfert de dettes privées en des dettes publiques nationales. La volonté du gouvernement allemand de soutenir son développement industriel compétitif, avec une faible croissance des salaires et une politique macroéconomique restrictive, a favorisé la crise ouverte. Il s'agissait d'abord de sauver les grandes banques nationales. Dans ces conditions, les pays de l'Europe du Sud sont contraints à exercer une forte pression à la baisse des salaires afin de redevenir compétitifs. En aucun cas, le cadre monétaire rigide n'a été remis en question. La zone euro s'impose une contrainte que les autres Etats, notamment les Etats-Unis, n'ont pas. L'Europe n'a pas de stabilisateurs automatiques efficaces pour les Etats les plus faibles. Les dettes nationales sont dues aux banques, aux fonds de pension ou à la BCE et les Etats débiteurs sont dépendants de leurs créanciers. Chaque nouvelle mesure d'austérité aggrave le problème pour des pays relativement pauvres au regard des standards européens. Il en résulte une crise qui se manifeste par l'exil des cerveaux, le chômage, l'explosion politique. La zone euro veut rester « une et indivisible », mais il n'y a pas de récompense pour la vertu lorsque la sécurité est recherchée. De nombreux pays européens sont en crise ou en crise potentielle et le poids économique de l'ensemble de l'Europe est supérieur à celui des Etats-Unis (Tableau 3). Dans ces conditions, une crise européenne concernerait l'ensemble de l'économie mondiale.

Tableau 3 - Indicateurs du PIB et de la dette publique de quelques pays européens de 2012 à 2015 (en monnaies nationales)¹¹⁰

Pays	PIB	Croissance PIB 2015/2012	Dette publique 2015	2012 Dette publique/PIB	2015 Dette publique/PIB
Belgique	409.768	+ 5,8 %	434.186	104,1	106,0
Allemagne	3.025.900	+ 9,8%	2.152.943	74,7	71,2
Irlande	214.623	+ 14,1 %	201.266	120,1	93,8
Grèce	176.023	- 8,6 %	311.452	159,6	176,9
Espagne	1.081.790	+ 3,7 %	1.072.183	85,4	99,2

¹¹⁰ Eurostat (2016), Déficit public de la zone euro et de l'UE28, respectivement de 2,1 et 2,4 % du PIB. Dette publique de 90,7 % et 85,2 %, Communiqué de Presse, Eurostat, <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7236001/2-21042016-AP-FR.pdf/01c19854-278f-4bd9-af8f-07eddf2c625c>

France	2.190.122	+ 1,5 %	2.097.103	89,6	95,8
Italie	1.636.372	+ 1,5 %	2.171.671	123,3	132,7
Royaume- Uni	1.864.640	+12,0 %	1.662.984	85,3	89,2

L'Allemagne a réussi à imposer l'ordolibéralisme aussi bien à l'UE qu'à la BCE¹¹¹. Cette doctrine économique est fondée sur trois principes :

- L'économie de marché est le plus efficace des systèmes économiques, car les prix constituent des indicateurs essentiels justifiant les décisions rationnelles des agents économiques. Il est nécessaire de respecter la propriété privée, la liberté d'entreprendre, de contracter, de prendre des risques, d'échanger, de consommer et de prendre des risques en assumant ses responsabilités. La concurrence, libre d'accès, doit s'imposer, dans le cadre d'un maintien de la stabilité monétaire assurée par une banque centrale indépendante

- Ce système ne fonctionne pas automatiquement. Il a besoin de l'Etat pour mettre en œuvre les lois du libéralisme et pour veiller à leur respect. Cependant, l'équilibre budgétaire de l'Etat pour les opérations courantes doit être respecté et la dette publique n'est admise que pour le financement des investissements productifs.

- Il faut assurer la sécurité des transactions, mais aussi développer un principe de solidarité sociale en faveur des plus démunis ou des exclus du système.

Pour le FMI, en 2015, l'euro était trop faible pour l'Allemagne de 15 % et trop fort pour la France de 6 %. Il en a résulté une perte de compétitivité pour les entreprises françaises et, au contraire, une sous-évaluation propice aux exportations de l'euro pour l'économie allemande. L'Europe se divise en deux, entre ceux qui disposent des excédents externes énormes et ceux qui, au contraire, enregistrent un déficit structurel croissant. Il en va de même dans le monde, les Etats-Unis et le Royaume-Uni souffrant respectivement d'un déficit extérieur de près de 475 milliards de dollars (2,6% du PIB) et de 162 milliards de dollars (5 % du PIB), alors que la Chine (285 milliards de dollars), le Japon (159 milliards de dollars) ou la Corée du Sud affichent un excédents extérieur considérable. S'il est possible de déprécier le dollar et la livre britannique, c'est impossible à l'intérieur d'une même zone monétaire, laquelle dispose d'un excédent extérieur de près de 400 milliards de dollars (et donc une surévaluation estimée de l'euro de 6 % en moyenne au regard des autres devises). Joseph Stiglitz¹¹², soutenu par Paul Krugman, propose une solution radicale, la création de deux euros, l'un pour l'Europe du Nord, l'autre pour l'Europe du Sud. Il considère que cette monnaie unique est une menace pour l'Europe, elle n'apporte pas la prospérité, ni la solidarité. Les Etats membres ne peuvent plus

¹¹¹ Devoluy, M. (2016), L'ordolibéralisme et la zone euro. Annales de la Faculté de Droit de Strasbourg, à paraître.

¹¹² Stiglitz, J.E. (2016), The Euro : How a Common Currency Threatens the Future of Europe, W.W. Norton & Company, Inc. New York.

ajuster les taux de change et leurs taux d'intérêt. D'autre part, la Banque centrale Européenne n'a qu'un seul objectif, l'inflation, et non pas la croissance et l'emploi. Pour remédier aux déséquilibres, les Etats ne peuvent agir que par une « dévaluation interne », concernant notamment la baisse des coûts salariaux en vue d'améliorer la compétitivité. Il est alors évident qu'il faut modifier les accords de Maastricht, ce que l'Allemagne contestera ardemment. Pourtant, aujourd'hui, l'euro est le principal obstacle au développement de certaines économies nationales. Il faut redonner aux Etats la possibilité de combattre les déséquilibres économiques, sans faire porter l'effort sur les seuls salariés et sur la dépression économique. Il serait sans doute possible de faire une monnaie commune à côté d'une monnaie nationale. Il resterait à régler la question des déficits publics au regard de l'évolution des monnaies ainsi redessinées et revalorisées.

La question des déficits publics

L'Allemagne est un pays qui a été à l'origine de deux grandes guerres mondiales, mais elle n'a pas remboursé toutes ses dettes¹¹³. Elle a d'abord fait défaut en 1953 pour une dette liée à la seconde guerre mondiale, alors même qu'elle avait été restructurée l'année précédente et réduite pratiquement des deux tiers (de 39 à 14,5 milliards de deutschmarks). Plus de 7 milliards de dollars dus à la Grèce du fait des exactions de l'occupation nazie ont été ainsi effacés. Sans se préoccuper outre mesure des dégâts occasionnés dans le pays envahi, l'Allemagne considère toujours qu'il s'agissait en la matière d'un tribut que le vaincu devait payer aux vainqueurs. Il ne s'agissait donc pas du résultat de dépenses publiques excessives de sa part, comme c'est le cas pour la Grèce. Les dettes allemandes liées au fonctionnement régulier de l'Etat ont, par contre, toujours été payées sans problème. Le gouvernement allemand affirme ainsi qu'il est inadéquat et illégitime de comparer les deux situations financières, parce qu'il n'a pas été coupable d'une mauvaise gestion des finances publiques et qu'aucun aléa moral sur ce point ne peut lui être reproché. En échange de l'effacement de la dette, l'Allemagne a pu s'inscrire plus fermement dans la construction européenne, soutenue par le Plan Marshall.

Dans ce déficit public, il faut bien distinguer le déficit conjoncturel (celui qui dépend des cycles économiques) du déficit structurel (celui qui dépend de la structure des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques). La France n'a pas eu de budget public équilibré ou positif depuis 1975, elle est aussi en déficit structurel (le «mauvais déficit») continu. Le «pacte budgétaire» ou la «règle d'or» stipulant que l'endettement public doit être limité à l'investissement n'a plus été respecté. En fait, trois facteurs sont déterminants pour jauger la la caractère « soutenable » d'une dette: les taux d'intérêts, la croissance, et

¹¹³ Piketty, T. (2015), L'Allemagne est le pays n'a qui n'a jamais remboursé ses dettes , Libération, 7 Juillet, http://www.liberation.fr/direct/element/piketty-lallemagne-est-le-pays-qui-na-jamais-rembourse-ses-dettes_12395/

l'inflation. Plus les taux sont bas, moins ils pèsent sur les finances publiques; plus le PIB augmente, plus le poids de la dette dans le PIB diminue; idem pour l'inflation. La France bénéficie des taux bas. Jusqu'au milieu des années 1980, le taux d'endettement public en France ne dépassait pas les 30%. Aujourd'hui les recettes de l'État sont systématiquement insuffisantes pour financer les dépenses, et, dans un système de concurrence généralisé les avantages sociaux sont rapidement mis en accusation. Cependant, le coût de la dette n'a jamais été aussi faible, ce qui explique que les gouvernements retardent leurs remboursements.

Ces grands principes se trouvent en bonne place dans l'écriture des traités européens. Ainsi, l'Europe pratique une surveillance de la réalité de la concurrence, elle recommande des finances publiques saines avec le Pacte de stabilité et de croissance, elle recommande de grandes orientations de politique économique et les lignes directrices pour l'emploi, alors que la Banque centrale européenne a pour fonction prioritaire la lutte contre toutes les tensions inflationnistes. Le budget de l'Union européenne repose sur huit principes, l'annualité, l'équilibre, l'unité et la vérité budgétaire, l'universalité, la spécialisation stricte des crédits, la transparence, l'unité de compte (l'euro) et un engagement de bonne gestion financière. Plusieurs gouvernements ont proposé l'inscription de la « règle d'or budgétaire » dans la constitution, qui exige le respect de l'équilibre du budget annuel d'un Etat ou des collectivités publiques. Plusieurs définitions de cette règle d'or sont proposées, soit l'exigence absolu d'un déficit nul (mais pas d'un excédent), soit l'équilibre du budget de fonctionnement, un déficit financé par l'endettement étant possible pour les investissements jugés nécessaires. Dans certains cas, le déficit doit être considéré comme soutenable, avec un retour à l'équilibre à la suite d'une programmation pluriannuelle¹¹⁴.

Le dépassement des limites fixées par le Pacte de stabilité est souvent considéré comme une cause importante des difficultés économiques actuelles en Europe. Une lecture plus rigoureuse de la situation financière des Etats devrait pourtant conduire à plus de modération. Avant la crise, l'Irlande ou l'Espagne avaient respecté la règle, ce qui n'était pas le cas du déficit public de l'Allemagne, lequel a excédé à la fois la limite prévue des 3 % du PIB (pendant sept des douze premières années d'existence de l'euro) et le seuil de 60 % du PIB (pendant onze années sur douze). Cette analyse permet de considérer qu'il y a une erreur de diagnostic, au moins partielle, sur les causes réelles de la crise.

En 2010, Nicolas Sarkozy souhaitait inscrire la « règle d'or » dans la Constitution de la France. En Allemagne, les sommes empruntées par l'Etat ne doivent pas dépasser les crédits d'investissement budgétés, cette règle ne

¹¹⁴ Aux Etats-Unis, la loi Gramm-Rudman-Holings (1985) établissait des objectifs annuels de déficits annuels décroissants, avec un équilibre retrouvé en 1991. Le Président Reagan prônait la règle d'or dans la gestion budgétaire de l'Etat. En cas de non respect de cette règle, des « coupes » automatiques étaient prévues dans la plupart des dépenses discrétionnaires et même dans certaines dépenses obligatoires.

pouvant être remise en cause que pour lutter contre une crise économiques globale. Depuis 2013, la loi allemande concernant le Pacte fiscal impose l'application de la règle d'or. Depuis 2016, le déficit structurel fédéral ne peut pas dépasser 0,35 % du PIB contre 3 % pour le Pacte de stabilité de l'UE. Aujourd'hui, la plupart des organismes internationaux et les partis politiques programment une hausse des déficits afin d'échapper à la récession ou à l'atonie de l'économie mondiale, les premiers revendiquant une hausse des dépenses publiques, les autres proposant plutôt une baisse des impôts.

Mais il y a aussi erreur sur les remèdes apportés. Les règles d'or ne sont pas applicables à la plupart des situations économiques nationales. Elle conduisent à augmenter dans l'immédiat le biais très restrictif des politiques économiques qui pousse déjà l'Europe dans la récession et amènera dans le futur les Etats à adopter des politiques dites « procycliques ». Pour respecter le seuil prévu d'un déficit qui n'excède pas 0,5 % du PIB, ils seraient amenés à couper dans leurs dépenses, notamment parce qu'un ralentissement de l'économie ampute les recettes publiques. Aux Etats-Unis, il existe bien des règles interdisant aux Etats fédérés de présenter des budgets en déficit mais l'Etat fédéral dispose de moyens importants et d'une capacité d'endettement significative qui lui offre la possibilité d'engager une puissante action « contracyclique » soutenue par une politique monétaire agressive au regard du rôle monétaire international du dollar et du « benign neglect » qui fonde l'action de la FED. Rien de tel n'existe pour l'Union européenne, car son budget est limité à 1 % du PIB et cette elle n'a pas le droit de s'endetter.

La généralisation des règles d'or, prévue par l'accord du 9 décembre 2011, imposerait à la zone euro un carcan budgétaire qui s'avèrera rapidement impraticable. Malheureusement, si ces règles sont effectivement adoptées et mises en œuvre, il faudra en passer par une nouvelle récession, avec son cortège de chômage supplémentaire, avant de le constater et de corriger le tir. Si la zone euro n'a pas éclaté avant sous la pression du mécontentement populaire du fait de l'austérité et de la hausse du chômage ou de la spéculation financière suscitée par l'incapacité manifeste des dirigeants européens à relancer l'activité économique au sein de la zone euro.

L'analyse des dépenses publiques fait souvent l'objet d'analyses « intéressées ». Il s'agit d'abord de connaître les raisons qui le justifient. Ainsi, la France est en tête de l'Europe avec ses prélèvements obligatoires, mais il faut aussi d'interroger sur les activités qu'elle finance à ce titre. Elle a choisi de donner une réponse collective à des besoins exprimés par les citoyens. Ainsi, les retraites et la protection sociale sont prises en charge par l'Etat, à des coûts comparables à ceux que les citoyens des autres pays

sont conduits volontairement à faire face à titre privé. La différence repose principalement sur le caractère obligatoire de ces dépenses, ce qui n'est pas le cas dans les pays aux conceptions plus libérales de la prise en compte des précarités immédiates et futures. Au fond, l'impôt se substitue à la protection que chaque individu, à titre individuel, est en mesure ou non de s'offrir. De la même manière, les services de santé en France sont de qualité et fortement financés par des fonds collectifs et publics. On peut ajouter la gratuité de l'enseignement pratiquement dès 3 ans, l'aide aux entreprises (CICE de 40 milliards d'euros par an), une force armée conséquente. Enfin, les services généraux de l'administration des services publics sont moins coûteux que la moyenne de la zone euro. Il s'agit d'une volonté politique. Faut-il s'engager dans la mise en place de fonds de pension qui favoriseront les classes aisées, au détriment des plus démunies ? Faut-il faire payer, tout ou partie, certaines prestations publiques, comme les Universités ou réduire les dépenses d'armement ? Ces choix sont cruciaux à la fois pour assurer une unité nationale et pour réduire les mécontentements liés à la « précarisation » accrue des conditions de vie de la grande majorité des citoyens.

Face à la crise toujours menaçante, la Banque Centrale Européenne rappelle que le Pacte de stabilité et de croissance suppose la prise en compte non seulement de la stabilité, mais aussi de la croissance. En mai 2016, sur la base de cette nouvelle version, la Commission européenne s'est engagée vers une analyse plus politique de son action et de son contrôle en n'appliquant pas les sanctions prévues à l'encontre de l'Espagne et du Portugal en prenant en compte les difficultés économiques spécifiques de ces deux pays. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, plaide aujourd'hui pour une politique de responsabilité des gouvernements en faveur de l'investissement et de l'innovation¹¹⁵. Pour combattre cette atonie, il faut relancer les dépenses, pour donner une marge de manœuvre supplémentaire à des marchés qui s'effondrent progressivement. Il faut relancer de grands travaux, restaurer la confiance des investisseurs privés et enrayer la chute des échanges, sur la base d'activités à « forts coefficients multiplicateurs », notamment dans le numérique et l'amélioration des compétences humaines.

En septembre 2016, le G20 (Sommet de Hangzhou en Chine) avait contesté l'opportunité de la rigueur budgétaire. Il émettait l'hypothèse selon laquelle l'innovation soit redevenir le « moteur de croissance » capable de relancer l'économie mondiale. Il s'agissait non plus de restreindre constamment l'action budgétaire des Etats, mais plutôt de conduire une politique fiscale et des dépenses publiques plus favorables à la croissance.

¹¹⁵ Leplâtre, S., Pédroletti, B. (2016), « Le temps est venu d'accroître les dépenses publiques », Le Monde, 4-5 Septembre.

Il faut noter enfin que le principe de solidarité n'a guère été mis en avant dans l'action européenne, malgré les demandes hétérogènes des membres du Parlement européen.

Les aventures du TAFTA et du CETA

L'Europe est entrée dans des négociations économiques et commerciales avec les Etats-Unis et le Canada dont les tenants et aboutissants font l'objet d'hypothèses contradictoires concernant les effets de ces Traités sur les économies nationales. La Commission européenne ne fait pas l'unanimité dans sa démarche jugée en outre opaque. Les négociations avec les Etats-Unis restent difficiles, car le leadership américain des normes semble vouloir s'imposer. Dans ce contexte, l'élection de Donald Trump, comme nous l'avons vu ci-dessus, modifie singulièrement la donne et 2017 sera une année charnière pour l'essor ou l'arrêt de négociations qui sont soutenues par les grandes multinationales, mais qui soulèvent aussi de grandes interrogations chez plusieurs strates de citoyens.

Ces accords semblent desservir l'Europe, mais l'idéologie libérale est quand même dominante dans la Commission européenne. Il y a une croyance selon laquelle l'élargissement des zones de libre-échange produit des avantages mutuels aux partenaires. En 1988, le rapport Cecchini mettait en évidence de nombreuses créations d'emplois et une croissance économique dynamique à long terme à la suite de la création d'une Union européenne élargie. Les résultats économiques n'ont pas été, loin s'en faut, à la hauteur des prévisions. Au final, les modèles charrient de nombreuses hypothèses qui ne sont pertinentes que si un certain nombre de conditions sont réunies, notamment leur réalisme, l'absence d'aléas géopolitiques ou de conflits sociaux, l'absence d'une révolution épistémologique, le respect des lois du marché et des règles de la concurrence, etc. Il est très difficile que toutes ces hypothèses soient respectées collectivement. C'est pourquoi, les prévisions faites ultérieurement pour l'Union européenne ou le NAFTA ont toutes été favorables au système du libre-échange, alors même que la réalité s'est avérée un peu moins obéissante. La plupart des modèles sont construits sur la base de raisonnements économiques convenus, qui ne servent pas toujours à éclairer l'action, mais plutôt à la légitimer.

Le gouvernement français, souvent accusé de l'intérieur de complaisance à l'égard des exigences de Washington, considère même qu'il est temps d'arrêter des négociations qui ne reposent pas sur de bonnes bases. Les Américains sont accusés d'exercer un pouvoir de pression très fort pour maintenir leurs positions, tout en recevant un soutien important de certains membres de l'UE. Le Brexit modifie aussi les conditions des accords.

La négociation sur le traité de libre-échange avec le Canada (CETA), qui avait été négocié par la Commission, n'a toujours pas été ratifiée, alors que la signature devait avoir lieu de 27 octobre 2016. Un compromis est encore recherché, face à la pression de la Wallonie, mais aussi de la Roumanie et de la Bulgarie (notamment pour l'exemption de visas pour leurs citoyens). Les

négociations ont permis de fortes avancées concernant les clauses sociales, l'environnement, les droits de l'homme notamment, mais dans les domaines des services publics de l'agriculture ou des mécanismes d'arbitrage le blocage subsiste avant la date prévue de l'accord. La Wallonie considère que le CETA peut être un cheval de Troie pour le TAFTA, notamment par le fait que les multinationales disposant d'un siège au Canada pourraient se voir offrir les avantages que l'on ne souhaite pas accorder dans le cadre du TTIP. Le débat démocratique est parfois difficile, mais il en résulte des accords plus solides que ceux qui naissent de la simple technocratie. Le CETA doit être rejeté, il est déjà d'un autre temps, car il ne présente aucun plan fiscal ou climatique, il protège seulement les investissements des firmes multinationales avec l'instauration de tribunaux privés.

Les intérêts des deux partenaires ne sont sans doute pas équivalents sur plusieurs questions de grande importance, notamment la transition énergétique, la réglementation financière, la puissance technologique fondée sur la recherche-développement ou le soutien à l'emploi. Aujourd'hui, la question de l'Europe n'est plus l'élargissement de sa zone de libre-échange, ce n'est plus le marché unique, car dans ce domaine l'ouverture est dorénavant engagée, avec d'ailleurs des résultats mitigés. L'Europe aurait plutôt intérêt à se préoccuper d'améliorer ses valeurs démocratiques, de définir de véritables stratégies sécuritaires, sociales et politiques communes, elle ne peut pas se suffire de rester au seul plan économique au risque d'une désintégration que l'affaire du Brexit peut simplement anticiper. L'impérialisme juridique américain s'impose à la justice publique. Il faudrait cibler les émissions des productions avant de faire des échanges inégaux. Le commerce est utile, mais le développement durable et équitable exige des services publics qui doivent être financés par les impôts.

En septembre 2016, le G20 (Sommet de Hangzhou en Chine), les grandes puissances s'étaient d'ailleurs entendues pour s'opposer aux règles protectionnistes qui tendaient à se mettre en place dans plusieurs pays en crise. Il s'agissait de revitaliser le commerce et les investissements internationaux, de maintenir un environnement international stable et pacifique et même de lutter contre l'évasion et les paradis fiscaux. Cet appel à une politique d'échanges internationaux accrus subit, depuis le début 2017, une critique virulente du nouveau Président des Etats-Unis Donald Trump, lequel est opposé aussi bien au traité de libre-échange entre les USA et l'Europe qu'à celui des pays du Pacifique. En outre, la perspective d'un « Brexit dur » ouvre, à nouveau, des champs d'action encore inexplorés à l'évasion fiscale et aux actions légales de nouveaux paradis fiscaux.

La relance économique européenne

Pour les Keynésiens, cette politique ne permet pas de sortir de la crise. Il faudrait que l'Allemagne abandonne sa politique d'austérité, en augmentant les salaires et en réduisant le chômage. Alors l'excédent commercial allemand

diminuera. Cette conception naïve intègre mal le processus de globalisation économique qui s'impose désormais avec la triomphe généralisé de l'économie de marché. Pour Krugman¹¹⁶ ou Stiglitz¹¹⁷, il suffit d'une volonté politique de dépenses utiles de l'Etat pour faire face à l'insuffisance de la demande effective globale. Ils s'opposent ainsi aux idées libérales qui condamnent le déficit et l'endettement publics faucons du déficit et les hystériques de la dette. Cette position est intéressante à court terme, mais elle néglige des éléments structurels dont l'importance est considérable, comme le statut accordé aux brevets, les rentes sur les matières premières ou l'énergie ou une organisation sociétale soucieuse de l'ensemble de ses citoyens.

Pour Thomas Piketty, l'Europe doit être sauvée¹¹⁸. Si elle dispose d'une monnaie partiellement agréée par ses membres, elle ne dispose d'aucune politique budgétaire, fiscale ou étrangère homogène. L'Europe des Etats subit encore les effets de la crise de 2008. Les instruments financiers développés aux Etats-Unis ont gangrené le système spéculatif international et, dans leur lutte pour réduire les effets de la crise en cascade, les Etats européens se sont globalement fortement endettés. De surcroît, en 2015-2016, la question des réfugiés se pose avec acuité. Capable d'intégrer un million d'immigrés avant la crise, l'Europe se ferme sur elle-même, décontenancée, attaquée par le terrorisme, effrayée par l'immensité des problèmes posés par les réfugiés, poussée vers la xénophobie, bousculée par l'avancée du Brexit et dirigée, aussi bien à la Commission qu'à la BCE, par des personnes partiellement responsables des dérives financières, fiscales et éthiques qui bousculent le quotidien des Européens. Si l'Allemagne s'est avérée plus ouverte, elle le doit en partie à la baisse progressive de sa population, mais elle est aussi responsable de la récession qui sévit en Europe, avec la force qu'elle apporte au respect des principes de l'ordolibéralisme. La France a aussi ses responsabilités, en acceptant en 2012, de ratifier un traité promouvant la baisse brutale des déficits budgétaires, cause importante de la récession généralisée. En fait, les pays latins (France, Espagne, Italie) représentaient 50 % du PIB européen, ils auraient pu faire des contre-propositions.

Aujourd'hui, l'Europe telle qu'elle est organisée n'est pas une solution à la crise qui assombrit le quotidien des citoyens. Il faut se réorganiser sous la forme d'un noyau dur (Allemagne, Espagne, France, Italie) qui fonctionnerait d'abord comme forces de propositions, de développement et de décisions communs, les autres membres ayant ensuite la possibilité de les rejoindre (ou non) dans leurs décisions communes. Il y a de nombreux pays qui ne veulent pas d'intégration ou de ce type d'intégration, comme l'a reconnu par référendum le Royaume-Uni ou de petits pays dont le poids dans la construction européenne

¹¹⁶ Krugman, P. (2012), Sortez-nous de cette crise maintenant, Flammarion, Paris.

¹¹⁷ Stiglitz, J.E. (2010), Le triomphe de la cupidité, Les liens qui libèrent, Actes Sud, Arles. Stiglitz, J.E. (2014), Le prix de l'inégalité, Actes Sud, Armes.

¹¹⁸ Piketty, T. (2016), Citoyens, sauvons l'Europe, Télérama 3454, 23 Mars.

est excessif au regard de leur population. Ainsi, le Luxembourg a utilisé la politique du « beggar-thy-neighbour », en signant des conventions avec les entreprises multinationales permettant à celles-ci de ne payer que 1 à 2 % d'impôts sur l'ensemble de leurs activités européennes. Cette politique éthiquement condamnable ne peut plus être admise, elle conduit à une surtaxation des contribuables captifs (souvent disposant de revenus types des classes moyennes) et à améliorer la situation des grandes firmes multinationales qui peuvent alors payer royalement leurs actionnaires et les personnels de leur direction pour l'excellence de ce tour de « passe-passe », facteur de compétence révélée. Il est paradoxal de constater que le Premier Ministre du Luxembourg¹¹⁹, qui a favorisé l'évasion fiscale des mauvais contribuables des pays voisins, a été appelé à reprendre les rênes de la Commission européenne. Au fond, cette conception de l'Europe est surtout favorable aux entreprises et à leurs dirigeants, elle permet l'essor des inégalités en en réduisant les traces.

Thomas Piketty propose un impôt commun sur les grandes sociétés, au moins pour les quatre pays européens concernés (Italie, Espagne, France et Allemagne), en ouvrant les portes à tous les autres pays souhaitant procéder de même. L'Europe paie 200 milliards d'euros de dette interne ? « Après la seconde guerre mondiale, la France et l'Allemagne, qui avaient des niveaux de dette publique bien supérieurs, ne l'ont pas payée. A un moment, les gouvernements des années 1950 se sont dits que se rembourser des dettes pendant des décennies n'avait pas de sens. Les jeunes générations des années 1950 ont préféré investir pour l'avenir que de payer les bêtises de leurs parents, ce qui a beaucoup aidé à la croissance des Trente Glorieuses »¹²⁰. Il y a trois méthodes connues pour juguler les effets négatifs de la dette. L'inflation d'abord, mais elle ne correspond plus aux règles de l'Union européenne et elle a des effets négatifs bien connus. Ensuite, la restructuration de la dette est envisageable, car il vaut mieux être un peu remboursé aujourd'hui que d'espérer l'être plus tard avec un niveau d'incertitude élevé. Enfin, l'impôt progressif sur le patrimoine privé doit être organisé, comme ce fut le cas au sortir de la dernière guerre mondiale par l'Allemagne. En fait, une combinaison de ces trois méthodes pourrait être envisagée, dans un cadre démocratique. Or, les décisions sont prises en toute opacité et le Conseil de l'Europe n'est presque jamais solidaire avec les pays qui connaissent une crise économique et sociale violente dont on les tient comme responsables principaux.

L'Allemagne d'Angela Merkel ne veut pas d'une annulation même partielle de la dette, mais l'Allemagne ne doit pas oublier qu'elle en a bénéficié en 1954 pour un montant nettement supérieur à celui qu'il aurait fallu accorder à la Grèce. Il faut faire jouer les instances démocratiques, celles du Parlement européen, où les clivages nationaux rencontrés dans le Conseil de l'Europe

¹¹⁹ Le Luxembourg est devenu le pays le plus riche du monde, en donnant un refuge fiscal à plus de 50.000 sociétés holdings. Joly, E., Faure, G. (2016), *Le loup dans la bergerie*, Les Arènes, 160 pages.

¹²⁰ Piketty, T. (2016), *Citoyens, sauvons l'Europe*, Télérama 3454, 23 Mars., p.39.

perdent de leur force pour s'inscrire dans des débats d'idées dans lesquels les députés nationaux ne se retrouveront pas systématiquement dans le même camp. Il faut que ces décisions soient prises par les citoyens des quatre pays et non plus par les gouvernements qui ne souhaitent pas une Europe renforcée (comme les pays de l'Est ou le Royaume-Uni), les pouvoirs du marché, les banques et des traders. La souveraineté européenne doit se faire dans un schéma politique fort, car sans ce dispositif les lois de la concurrence, du libre-échange, mais aussi de l'opacité, des lobbys, des « tricheries » entre personnes riches et de bonne compagnie s'imposent. Les Etats ne peuvent plus régler seuls de nombreuses questions (fuite fiscale, réfugiés, gestion des technologies, emplois, dette publique) qui sont nées d'une globalisation économique désirée et engagée par les firmes multinationales, soutenues par des parlementaires à leur solde ou à leur dévotion.

Enfin, l'Union européenne conduit une politique de rigueur qui rend plus difficile la vie quotidienne des citoyens, avec un chômage croissant, des infrastructures publiques menacées et le retour de la précarité dans les conditions de vie des ménages. Dans le même temps, les dirigeants d'entreprise, les sportifs de haut niveau ou les actionnaires voient leurs revenus sans cesse augmenter, alors même que chaque année plusieurs milliers de milliards de revenus échappent à l'impôt, sans autre justification que l'appât du gain et la puissance que confère l'argent. L'Union européenne ne serait-elle construite que pour développer ces doubles situations paradoxales, des revenus astronomiques pour quelques dirigeants, un surendettement pour les ménages et l'Etat, la rigueur pour les uns, le faste pour les autres, l'économie libre pour les uns, la précarité et le chômage pour les autres. Les liens de solidarité entre les citoyens se distendent de plus en plus et l'Europe en sera la première victime. Sans une véritable volonté politique propre, l'Union européenne prend le risque de sa désintégration.

L'Europe ne peut pas n'être qu'un ensemble confus de règles ou de mécanismes indifférenciés, elle doit se renforcer dans le sens d'une meilleure intégration économique, sociale et politique. Les institutions européennes se sont affaiblies, la démocratie y est réduite car les Parlements, et encore plus les peuples, sont éloignés des décisions. Elles se complaisent dans la mise en place de règlements, sans s'interroger et agir plus activement dans le domaine politique. L'Europe des Etats n'est pas elle des citoyens, elle n'est que celle du marché tout puissant, pourtant incapable de répondre aux crises économiques aux violents effets sociaux. Si elle est garante de la paix dans un espace qui a tant souffert des guerres, elle doit s'interroger sur sa capacité à mobiliser les citoyens pour protéger les valeurs et les principes des cultures au socle commun, concernant notamment le mode de vie, le modèle social, le respect des droits de l'homme et, sans doute, la réduction des inégalités à l'intérieur de l'espace territorial commun.

A Bratislava, la réunion des 27 chefs d'Etat de l'UE avait pour objectif de discuter de la question du Brexit¹²¹, mais aussi de rapprocher l'Europe de ses citoyens. François Hollande et Angela Merkel ont souhaité vendre un «esprit de Bratislava», celui de la concorde retrouvée entre tous les membres de l'UE, alors même que les rapports entre ceux-ci n'ont jamais été aussi houleux, comme l'a fait remarqué le Premier Ministre italien Matteo Renzi. Les désaccords sur la politique économique allemande, les travailleurs détachés ou les réfugiés restent bien vivaces¹²². Le Conseil européen dirige l'Union européenne dans le plus grand secret, sans contrôle démocratique, avec une exigence d'unanimité qui paralyse toute action d'importance. Chaque pays fait à peu près ce qu'il veut, sauf dans le domaine monétaire avec la Banque centrale européenne et dans le secteur de la concurrence dirigée par la Commission. «L'esprit de Bratislava» n'a pas été en mesure de donner un nouveau souffle à l'Union européenne en situation latente de Brexit. Les priorités énoncées concernent la protection des frontières extérieures, la lutte contre le terrorisme et la relance de la défense européenne¹²³. Les risques de dislocation de l'UE n'ont jamais été aussi élevés, du fait de l'incapacité des instances européennes à agir de concert avec les règles nationales de leurs membres.

La précarité du groupe BRICS

Les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) sont des pays importants dans l'histoire du monde du XXe siècle pour leur action auprès des pays non alignés (Inde, Brésil), pour leur leadership sur le monde socialiste (Russie, Chine) et pour la lutte contre l'Apartheid et la décolonisation culturelle de l'Afrique. Aujourd'hui, ils ont adopté la globalisation marchande, après avoir entrepris des réformes importantes en favorisant les investissements étrangers, la création des entreprises privées et l'essor du commerce international, dans le cadre des règles définies en concertation avec l'Organisation Mondiale du Commerce¹²⁴. Le système BRICS est devenu une réalité politique, qui se réunit annuellement dans des Sommets de plus en plus organisés sous forme d'un système politique de coopération et de revendication. Il représente respectivement plus de 42 %, 20 % et 50 % de la population, du PIB et de la participation à la croissance du monde. Cependant, ses composantes n'ont pas un niveau de développement comparable à celui des pays occidentaux (Tableau

¹²¹ Londres n'ayant toujours pas activé la procédure de divorce, la question n'a finalement pas été abordée.

¹²² Les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque) manifestent leurs désaccords fermes sur les propositions faites par la Commission et le duo franco-allemand.

¹²³ L'UE propose la création d'un quartier général européen unique pour coordonner toutes les opérations civiles et militaires européennes. La menace d'un retrait des Etats-Unis de l'OTAN implique des restructurations de la défense de l'Europe.

¹²⁴ Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), Les BRICS, un concept statistique devenu une force politico-économique mondiale organisée, in Mohammed Matmati, Basculement économique & géopolitique du monde. Poids et diversité des pays émergents, L'Harmattan, Paris, 2013.

1), que l'on se réfère à l'indicateur du PIB par habitant en parités de pouvoir d'achat en dollars courants ou que l'on prenne l'Indice de Développement humain comme indicateur (Tableau 2). On constate cependant, qu'à l'exception de l'Afrique du Sud, en comparaison avec les résultats des pays développés, tous ces pays ont amélioré leurs performances, malgré les problèmes importants qui s'amoncellent à leurs horizons respectifs.

Au niveau du PIB par habitant, on constate un rattrapage hétérogène des pays du BRICS, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, gangrenée par les questions de violence et de gestion calamiteuse des affaires de l'Etat. La Chine a obtenu des résultats exceptionnels pendant toute la période, elle a largement dépassé le PIB par habitant de l'Inde, laquelle a quand même amélioré ses résultats en divisant son écart avec les pays développés d'un coefficient supérieur à 2. En revanche, les taux de croissance économique du Brésil et de la Russie sont décevants, au regard de l'importance qu'ont prises leurs activités d'extraction de pétrole et de matières premières, lesquelles améliorent substantiellement leurs résultats. L'Indice ce développement humain apporte une information supplémentaire intéressante. Après la crise mondiale de 2008, c'est en Inde que l'amélioration des conditions de vie a été la plus forte des pays du BRICS entre 2011 et 2016, suivie par l'Afrique du Sud, alors que la Chine, le Brésil et la Russie ont obtenu des résultats encourageants, mais encore insuffisants au regard de leur potentiel économique.

Tableau 1 - PIB par habitant en Parités de pouvoir d'achat (dollars internationaux) de 1999 et 2014¹²⁵

Pays	1990	2014	Taux de croissance
USA	23954	54630	2,28
France	17505	39328	2,25
Brésil	6622	15893	2,40
Russie	8102	22990	2,84
Inde	1146	5701	4,97
Chine	980	13296	13,48
Afrique du Sud	6698	13049	1,94

Tableau 2 –Indice de Développement humain des pays du BRICS en 2015

Pays	HDI 2011 ¹²⁶	HDI 2016 ¹²⁷	Taux de croissance
------	-------------------------	-------------------------	--------------------

¹²⁵ World Bank (2016), GDP per capita, PPP current international \$), <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD>

¹²⁶ "Human Development Report 2011 – Human development statistical annex". HDRO (Human Development Report Office United Nations Development Programme. pp. 127–130. Retrieved 2 November 2011.

¹²⁷ UNDP (2016), Human Development Reports, UNDP, Geneva, <http://hdr.undp.org/fr/composite/HDI>

Brésil	0,718	0,755	5,2
Russie	0,755	0,798	5,7
Inde	0,547	0,609	11,3
Chine	0,687	0,727	5,8
Afrique du Sud	0,619	0,666	7,6

Les pays BRICS forment aujourd'hui un « club » politique, une plateforme de dialogue et de coopération, qui se propose de fédérer l'action des partenaires en vue d'engager des actions cohérentes au nom des pays émergents. Ils souhaitent promouvoir la sécurité internationale, la paix et la concertation par une action collective sur les organisations internationales. Le principe de non ingérence est assumé dans le cadre du droit international, ainsi que la lutte contre le terrorisme. Le G20 doit prendre conscience de la croissance des pays émergents et le système monétaire et financier mondial doit prendre en compte le poids croissant et le pouvoir des pays émergents dans le système économique et politique international. Les pays du BRICS critiquent la domination du dollar dans les échanges internationaux et ils s'engagent à entreprendre des échanges fructueux sur la base de leurs monnaies nationales, dans le cadre d'accords d'échange (encore bien insuffisants) entre eux. Plusieurs services et principes sont communs aux cinq pays (études, statistiques, propositions concernant l'architecture financière et monétaire internationale, respect d'un développement durable). La Chine propose la création d'une monnaie de réserve mondiale indépendante fondée sur le principe des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI). Une banque de développement commune a été créée, il s'agit d'un « bien de club » et non pas d'un bien public international. Enfin, la priorité au développement soutenable et « vert » est clairement affirmée, ainsi que le respect des Objectifs de Développement du Millénaire.

En revanche, les pays membres du BRICS n'ont pas souvent les mêmes intérêts. La Chine et la Russie sont les deux plus grandes puissances militaires mondiales après les Etats-Unis et leurs ambitions dans ce domaine sont en phase d'extension. Entre les partenaires des BRICS, les oppositions de politique économique subsistent. Ainsi, le Brésil, la Russie et l'Inde n'apprécient pas toujours l'action du gouvernement chinois, qui a tendance à faire valoir sa suprématie et à s'autoproclamer porte-parole de l'ensemble du groupe. En outre, ils demandent que la Chine s'ouvre plus à leurs produits manufacturés, qu'elle ne se contente pas d'importer des matières premières et qu'elle revalorise le renminbi. La Chine et la Russie n'apportent toujours pas leurs soutiens aux revendications du Brésil et de l'Inde de devenir « *intuitu personae* » des membres permanents au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les relations historiques entre l'Inde et la Chine ont été

marquées par des guerres (défaite de l'Inde en 1962) et plusieurs sujets de conflit restent bien présents, concernant notamment les frontières et la question tibétaine. La Chine est aussi contestée sur le respect des valeurs démocratiques, même si cette critique pourrait aussi être adressée à la Russie. Concernant la guerre syrienne, les Russes soutiennent Damas pour éviter la constitution d'un front islamiste dans la région alors que le Brésil adopte une politique plus proche de celle des pays occidentaux.

- Le Brésil, un pays de 8,5 millions de kms² et de plus de 200 millions d'habitants, dispose de formidables ressources naturelles. Son sol et son sous-sol regorgent de richesses que beaucoup de pays de par le monde peuvent lui envier. Il abrite la plus grande réserve de biodiversité de la planète, ce qui lui ouvre un fort potentiel dans les domaines de la biotechnologie et des innovations pharmaceutiques. Il dispose de capacités hydroélectriques importantes et d'un fort potentiel de ressources énergétiques renouvelable. Les années Lula ont permis de vendre un pays convivial, facile à vivre, en vue d'attirer les investisseurs. Le modèle politique et social de Lula, parfois admiré, a souvent été présenté comme un refus de l'influence impériale des Etats-Unis et une volonté nationale de développement économique favorable d'abord aux franges les plus pauvres de la société. La diplomatie brésilienne a mené une politique efficace de « soft power » fondée sur le soleil, les plages, le football, le carnaval de Rio, la musique et la joie de vivre, autant de qualités assénées qui ne cachaient cependant une réalité quotidienne moins reluisante. Le Brésil souffre d'un taux de criminalité important (60.000 homicides par an) qui décourage progressivement les investisseurs étrangers. Malgré son potentiel, le pays est une puissance continentale contestée dans une zone, l'Amérique du Sud, elle-même isolée. L'ombre de la superpuissance américaine ne lui offre guère la capacité de lutter pour affirmer un rôle international spécifique fort, même lorsque les fondements du pouvoir brésilien s'éloignent des lignes idéologiques et stratégiques fixées par Washington et lorsqu'il s'engage dans l'aventure des BRICS. Le « retour de bâton » est violent. Le Brésil subit aujourd'hui une grave crise, la plus importante depuis celle des années 1930. Pendant ces années de « luxuriance » et de conquête d'une image positive, les maux endémiques du Brésil n'ont pas été combattus. Les réformes structurelles nécessaires, la construction des infrastructures modernes ou la lutte contre la corruption généralisée n'ont pas été engagés ou même projetés dans les faits. Aujourd'hui, la crise politique met en évidence le fait que le Brésil n'a pas de stratégie claire pour combattre la crise endémique qui ronge le tissu social. La libéralisation de l'économie brésilienne a été rapide, avec un essor des firmes multinationales brésiennes dans les productions primaires (notamment agriculture et énergie) et industrielles (aéronautique). Cependant, le développement économique national est déséquilibré, précaire. Les inégalités de revenus ou des régions se sont accrues, malgré la politique sociale engagée. En dépit de l'essor de l'industrie et

des services, l'économie nationale est restée fortement dépendante de la vente des matières premières. Dans ce contexte, le ralentissement de l'économie chinoise, grande consommatrice des matières premières brésiliennes, exerce un effet de récession sur l'économie nationale. Comme l'endettement public est élevé, l'angle d'action de l'Etat pour compenser cette situation est très réduit, d'autant plus que la crise financière se traduit à la fois par une diminution des dépenses publiques et une hausse excessive des taux d'intérêt. Dans ce contexte, les infrastructures nécessaires sont sacrifiées, l'éducation publique se dégrade, le système de santé n'est pas à la hauteur des valeurs démocratiques et des enjeux nationaux. Le pays souffre d'un fort déficit organisationnel, de lois et règlements nombreux et complexes et d'une bureaucratie tatillonne, peu en phase avec les contraintes économiques et sociales et parfois corrompue. Le principe du « jeitinho » (combines, astuces, passe-droits) est l'ingrédient de base d'une corruption, mais aussi d'une violence dans les rapports sociaux que l'image internationale du Brésil cache avec de plus en plus de difficulté. Les Brésiliens savent relativiser leur situation, en phase avec leur proverbe populaire, tout s'arrange, in fine (no final, tudo vai dar certo).

- La Russie n'a pas reçu de soutien très actif de ses partenaires dans l'affaire « ukrainienne ». La Chine a donné plutôt l'impression de « profiter » de la situation, alors que le Brésil a contesté l'annexion de la Crimée. L'URSS n'a jamais appartenu à la catégorie des pays émergents. La Russie a vécu une crise économique très violente, caractérisée par la désintégration de l'Union soviétique, une crise économique sans précédent, la paupérisation d'une part croissante de la population, la reconversion du complexe militaro-industriel¹²⁸, et l'émergence des oligarques¹²⁹. Aujourd'hui, elle bénéficie principalement de ses ressources énergétiques et de matières premières, mais la ré-industrialisation a pris un retard important que les sanctions économiques ne permettront sans doute pas de rattraper. La Russie connaît un fort déclin démographique et d'espérance vie.

- La Chine est soupçonnée de rechercher un G2, un statut de co-gestionnaire de l'ordre mondial avec les Etats-Unis. Si cette politique était avérée, le concept de BRICS n'aurait alors pour le C de l'acronyme qu'un intérêt, celui de témoigner de la capacité de la Chine à organiser une résistance à l'ordre hégémonique américain. La Chine est l'atelier du monde et elle est une formidable puissance commerçante, financière et militaire. Dans ce pays, l'Etat et le Parti communiste sont les acteurs principaux. Le capitalisme d'Etat domine, la banque nationale n'est pas indépendante. Les bénéfices des entreprises ne bénéficient guère à l'actionnaire Etat et le bien-être global de la population n'est pas prioritaire. Il

¹²⁸ Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire. Economica, Paris.

¹²⁹ Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, Presses Universitaires de Grenoble, Collection « Débats », Grenoble.

s'agit-là d'une source de préoccupation certaine sur le devenir à la fois schizophrène (à l'intérieur) et paranoïaque (à l'international) du modèle chinois. Cependant, le pouvoir international de la Chine croît constamment, notamment dans les instances internationales.

A la demande des autorités chinoises, depuis octobre 2016, la devise chinoise (yuan ou renminbi), rejoignant ainsi le dollar (41 % des transactions mondiales), l'euro (31 %) la livre (8,7%) et le yen, fait officiellement partie intégrante du calcul des DTS, l'unité de compte du Fonds monétaire international. Cette décision du FMI, fondée sur les deux critères nécessaires à cette inclusion, à savoir la participation significative dans les transactions internationales et sa liberté d'utilisation, permet à la Chine de disposer d'une monnaie de réserve internationale et de consolider son rang de deuxième puissance économique mondiale. Cependant, le caractère de la liberté d'utilisation du renminbi ne fait pas l'unanimité, car d'une part il n'est pas pleinement convertible¹³⁰ et le rapatriement des capitaux en Chine par les étrangers ne va toujours pas de soi. La manipulation du renminbi pour doper les exportations est souvent évoquée. Le FMI considère que cette reconnaissance officielle comme monnaie de réserve devrait accélérer le processus de libéralisation de la monnaie chinoise.

- L'Inde est un pays sous-développé, avec une répartition des revenus moins inégalitaire, une très forte population rurale, de grands centres urbains spécialisés dans les industries et des activités des services destinées à l'exportation. C'est le pays le plus pauvres, avec des problèmes religieux et philosophiques qui se prêtent à une certaine violence ou à un fort fatalisme.

- Enfin, l'Afrique du Sud a un PIB très inférieur à celui de la Chine. Son lien avec le « système BRICS » est fondé sur la supériorité de son économie au regard de tous les pays africains et de ses réserves de matières premières. Les destins économiques de ces cinq pays ne sont pas « naturellement » liés. Culturellement, les divergences sont considérables. Seule une volonté politique d'agir dans le concert international donne à la coalition BRICS sa cohérence.

III

Les (r)évolutions annoncées

Trois révolutions sociétales sont annoncées, elle concerne l'essor économique et social des activités du numérique et de la robotique, la loi des monopoles et oligopoles, les nouvelles contestations sociales et les contraintes environnementales.

¹³⁰ Le renminbi ne peut fluctuer face au dollar que dans une fourchette de plus ou moins 2% d'un « cours pivot » fixé chaque jour.

Les révolutions numériques et robotiques

Le progrès technique et les nouvelles technologies sont toujours présentés comme des facteurs de croissance et de développement économique¹³¹. Les appareils numériques ont changé la vie moderne et créé de nombreux nouveaux besoins. Dans le même temps, la croissance a disparu. Robert Gordon¹³² réfute les théories de la « croissance endogène ». Aucune des mutations annoncées ne s'est produite. Les avions, les voitures ne vont pas plus vite, on produit de belles choses qui accélèrent l'information, mais ne modifie pas la productivité des personnes. Ce n'est pas comparable à la révolution de l'électricité. La productivité n'augmente que très faiblement, souvent d'ailleurs au détriment des salariés jugés non efficaces mis au chômage.

Cependant, selon Robert Gordon¹³³, la grappe d'innovations « charmantes » d'aujourd'hui n'est pas essentielle, elle va d'ailleurs bientôt s'arrêter. Certes, le Smartphone offre un confort incontestable, mais ce n'est qu'un modèle sophistiqué du téléphone et de l'information tous azimuts. Il n'est pas essentiel à la survie de l'homme, il n'est pas certain qu'il soit sans effet sur la santé des hommes et il n'offre pas à proprement parler un confort collectif. Si Twitter et Facebook permettent de créer un lien social, celui-ci reste artificiel et ils ouvrent des voies d'accès aussi bien à des débats qu'à la préparation d'actes terroristes. Ce type de progrès crée aussi de nouvelles contraintes, la nécessité de répondre vite instantanément à votre employeur ou à vos interlocuteurs. Ce progrès technique n'a pas eu pour objectif de diminuer la fatigue quotidienne des individus, il a pour objectif que de créer de nouvelles niches de profits. Aujourd'hui, le travail à distance dans les pays en développement limite les exigences salariales ou les emplois des travailleurs des pays développés. Les technologies nouvelles des équipements numériques cherchent systématiquement à économiser les coûts d'une main d'œuvre jugée insuffisamment obéissante. La nouvelle valeur ajoutée est alors appropriée par les actionnaires, alors que les économies des pays développés subissent simultanément un accroissement du chômage ou une pression à la baisse sur le coût du travail. Pour Schumpeter, la technologie détruit au moins autant d'emplois qu'elle, par le processus de destruction créatrice. Il s'agit d'embaucher un nombre limité d'emplois porteurs de nouvelles compétences, au détriment de nombreux emplois traditionnels. Le solde gonflera le chômage structurel.

La destruction des emplois est rapide, mais la conversion vers des emplois plus qualifiée est beaucoup plus lente. La grande majorité des emplois s'installent dans les secteurs où les machines ne sont pas (encore ?) en mesure

¹³¹ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

¹³² Gordon, R. (2016), The Rise and Fall of American Growth : The American Standard of Living Since the Civil War, Princeton University Press, Princeton, N.J.

¹³³ Gordon, R.J. (2012), Is U.S. Economic Growth Over ? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds. NBER, december.

de concurrencer l'homme. Il ne s'agit plus d'aider les travailleurs dans leur travail pour leur faciliter la tâche, il s'agit, dès que possible, de le remplacer par une machine qui ne se syndicalise pas et qui coûte moins cher en termes de coûts variable par unité de production. Au fond, la civilisation de la communication souffre de l'effet Pavarotti, les personnes prennent toujours ce qu'il y a de mieux. Dans ces conditions, Apple et Microsoft ou Messi et Ricardo conduisent vers eux l'ensemble des désirs de possession ou de spectacle, sans se préoccuper outre mesure des autres concurrents. Dans ce contexte, les premiers emportent tout, ils appartiennent à ce fameux 1 % qui de la population la plus riche, qui devient aussi de plus en plus riche, alors que les autres ne connaissent quasiment aucune croissance, sauf peut-être, dans certains espaces territoriaux, les 9% qui courent derrière l'élite à la recherche d'accomplissement de désirs comparables par la possession.

La lutte contre l'inflation est devenue un dogme. Celle-ci est due principalement à la baisse des salaires et à la précarité provoquée par la numérisation de la société. Il en résulte une baisse des taux d'intérêt, ce qui limite l'exercice éventuel des politiques monétaires de relance. Avec la baisse des taux, les demandes de logement croissent, ainsi qu'une hausse des prix immobiliers. Cette situation crée un effet pervers qui réduit le potentiel de revenus de 90 % de la population et accroît automatiquement le patrimoine du 1% les plus riches, tout en favorisant la création de bulles qui peuvent éclater subitement et emporter avec elle une crise économique généralisée. De fait, le rapport entre le PIB et le capital productif reste relativement constant. Pour placer son argent, les riches propriétaires investissent surtout dans les habitations. Pour Daniel Cohen, « ce n'est pas le capital qui paupérise les ouvriers. C'est la paupérisation des ouvriers qui crée des bulles patrimoniales ! »¹³⁴.

Avec la révolution numérique des pans entiers de l'économie ont été rendus à l'état de friches industrielles. Le pétrole n'a pas tué le charbon pour des raisons géologiques, mais parce que ce dernier set aussi de repoussoir environnemental. En revanche, l'ordinateur a tué les emplois des dactylos, des dessinateurs industriels, des libraires. Les producteurs d'acier américains sont exposés à la concurrence par les prix des sidérurgistes chinois, qu'ils accusent de dumping, pratique normalement interdite par l'Organisation Mondiale du Commerce¹³⁵. Cependant, si les autorités publiques accèdent à cette revendication, les prix des produits sidérurgiques seront élevés, réduisant ainsi la compétitivité des entreprises américaines qui utilisent l'acier dans leurs consommations intermédiaires¹³⁶. Pour continuer à faire fonctionner l'économie,

¹³⁴ Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris. P. 122.

¹³⁵ Fontanel, J., Touatam, A. (2015), La CNUCED, de l'alternative au GATT, à la collaboration avec l'OMC, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris, 2015.

¹³⁶ Pearson, D.R. (2016), Global Steel Overcapacity: Trade Remedy "Cure" Is Worse than the "Disease", Cato - Free Trade Bulletin, April 11. <http://www.cato.org/publications/free-trade-bulletin/global-steel-overcapacity-trade-remedy-cure-worse-disease>

l'obsolescence programmée a aussi été appliquée, car le matériel s'usait trop lentement. Les logiciels ont normalement une durée de vie infinie. Les constructeurs les rendent obsolètes, en développant de nouvelles normes ou en améliorant des performances dont l'intérêt marginal est faible pour le consommateur et élevé pour le producteur. Le rapport emplois créés/emplois supprimés est largement inférieur à 1. Les prix du numérique baissant continuellement, le chômage se développe, notamment pour les qualifications étroites, un temps nécessaires et rapidement devenues inutiles.

En fait, les chercheurs trouvent de moins en moins¹³⁷. On observe une baisse sans précédent de l'efficacité de la R&D, laquelle a été à l'origine pourtant d'immenses profits, malheureusement trop souvent privatisés et monopolisés par quelques uns. Pendant longtemps, elle a fait gagner beaucoup d'argent aux entreprises propriétaires du brevet. Aujourd'hui, la falaise des brevets (patent cliffs) fait perdre des fortunes aux industries pharmaceutiques, de l'ordre de 150 milliards de dollars entre 2012 et 2018. En 2012, on constate qu'en 50 ans, le nombre de médicaments inventés par milliards de dollars de la R&D a été divisé par deux tous les 9 ans, malgré une augmentation annuelle des investissements de l'ordre de 5 % l'an et 20 % du chiffre d'affaires du secteur¹³⁸. Les cibles des industries pharmaceutiques les plus faciles (hypertenseur, anticholestérol, antidépresseurs, etc..) sont dorénavant bien pourvues. Il reste des soins à apporter à des maladies sont plus complexes, mais elles requièrent des compétences plus pointues. En outre, les biotechnologies ou les thérapies géniques, très prometteuses, n'ont pas encore atteint le stade d'un développement rapide. En outre, l'environnement réglementaire est devenu plus exigeant, avec le contrôle du coût de la santé et les principes de précaution accrus. Enfin, les experts de PricewaterhouseCoopers regrettent l'application généralisée de la « stratégie des pots de confiture ». Les entreprises ratissent trop larges, engloutissant des sommes trop importantes, sur des molécules qui échouent au niveau de leurs essais cliniques. Plus de sélection en amont serait préférable, car les taux de succès ont considérablement baissé ces dernières années malgré une augmentation substantielle des coûts. Enfin, habitué à « gagner beaucoup d'argent », les firmes pharmaceutiques veulent continuer à vivre dans un luxe qui n'est pas seulement relatif. Cette situation est la même dans la plupart des autres secteurs industriels, notamment dans les ordinateurs ou les semi conducteurs.

L'augmentation de l'intensité capitalistique va de pair avec le ralentissement de la croissance. Elle est due à la complexité croissante des processus de production. Le rendement du capital physique en valeur (profits après taxes) est faible au Japon (5%), se maintient en Angleterre (14,5 %)

¹³⁷ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris.

¹³⁸ Sur 20 molécules étudiées, 19 n'arriveront pas au stade expérimental et un sur dix parmi les vainqueurs n'arriveront pas sur le marché. Les médicaments coûtent alors de plus en plus chers. Le coût d'une molécule est passé de 2,8 milliards de dollars (2002-2006) à 4,2 milliards de dollars (2007-2011). Op. Cit.

comme aux USA (15,5 %), contre 9,5 % pour la zone euro. Les salaires vont moins vite que la productivité (30 % en 30 ans pour la productivité, 30 % pour les salaires aux USA). Ce qui n'est pas le cas de la France. Les entreprises n'investissent pas toujours préférant conserver une capacité d'autofinancement élevé, ce qui ne favorise pas la croissance.

Enfin la valeur à conférer à un service, le fameux surplus du consommateur n'est pas toujours accessible, ni même clairement connu sans hypothèses prêtant à discussion. Or, un service sans prix disparaît du calcul du PIB. Grâce aux machines numériques, des métiers sont remplacés et la partie du cash flow qui faisait vivre les personnes rendues dorénavant au chômage est maintenant accaparé par les propriétaires et les dirigeants d'entreprise, créant ainsi des inégalités croissantes. Les effectifs des grandes entreprises se sont considérablement réduits et aucune activité rémunérée ne trouve de débouchés dans l'immédiat. Le résultat net de ce type de technologie est le chômage, lequel est en outre aggravé par un processus continu de récession. Les emplois ne renaissent pas avec la reprise, car ils ont été définitivement supprimés par le progrès technologique. En concurrence, les machines ne demandent aucune assurance maladie, aucune journée de grève, pas même un salaire, seulement de l'entretien. Les fameuses barrières à l'entrée favorisent les entreprises qui relancent leurs activités traditionnelles lors du retour de la croissance, sans création d'emplois. Des mesures devraient être prises pour éviter ces pertes définitives, avec tous les drames humains qui les entourent.

Chaque génération a connu ces révolutions épistémologiques, la crise n'est pas réservée aux nouvelles générations. Cependant, les périodes de crises économiques ont souvent favorisé les conflits armés. Dans l'Allemagne de 1933, la préparation à la guerre a été un ingrédient puissant pour la relance d'une économie « à bout de souffle ». De nouveaux instruments de guerre ont été produits à la chaîne, et, in fine, la guerre a éliminé ensuite le chômage¹³⁹. Aujourd'hui, les technologies numériques ne semblent pas produire les mêmes effets radicaux. Elles sont de plus en plus accessibles à la consommation de masse, selon des règles bien déterminées de différenciation sociale. De nouveaux produits remplacent des produits encore commercialisables, en apportant des services extensifs plus ou moins gratuits, d'une utilité sociale discutable. Les nouvelles technologies économisent du travail et du capital. Dans cette civilisation chaotique, embourbée par la production de biens et services à destination différenciatrice, la classe moyenne devient une cible avec des effets sociaux conséquents. Pour suivre le progrès, elle a cherché à acheter les produits « valorisants » socialement, puis elle a dû s'endetter pour l'achat de leur maison, avant de se déclarer insolvable au regard de rémunération décroissantes ou d'un chômage même temporaire.

¹³⁹ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

En renfort à la révolution numérique s'annonce aussi celle de la robotique. Aujourd'hui, l'automatisation donne un nouveau pouvoir aux détenteurs du capital. Le nombre d'emplois va stagner puis se réduire, au point où deux économies parallèles seront constituées. L'une disposera de moyens conséquents et vivra dans une économie de marché spécifique, fondée sur des produits de luxe inabornables pour la grande majorité des personnes. Elle s'inscrira en vase clos au niveau de la consommation, mais elle utilisera, à terme, les personnes en nombre réduit capables de faire fonctionner les robots qui leur donneront un poids financier peu controversé par les employés déjà satisfaits d'obtenir un salaire satisfaisant face à une « armée de réserve » de chômeurs en déshérence psychologique, économique et sociale. L'autre s'inscrira dans une économie modeste, située quasiment au niveau du minimum vital, comme l'avaient d'ailleurs prévus les grands classiques britanniques avec l'émergence, au terme du capitalisme, d'un état stationnaire. Cette situation pourra devenir très dangereuse, à terme, sauf à créer les conditions d'un meilleur des mondes à la Aldous Huxley.

Les robots construits par les technologies de l'intelligence sont aujourd'hui performants, ils ont reçu une capacité d'autonomie importante. Ils sont notamment capables d'exécuter de nombreuses tâches humaines, ce qui les rend menaçants pour les emplois et le développement du chômage, « ceteris paribus ». Dans de nombreux secteurs d'activité, ils sont déjà capables d'être plus efficaces que les humains. La recherche se concentre actuellement sur la capacité de raisonnement des machines, et les progrès sont souvent spectaculaires, même s'ils ne s'inscrivent pas encore suffisamment dans la production de masse. Or, le robot n'est pas syndiqué, il ne revendique rien. Dans ce contexte, une autre organisation sociétale va devoir être mise en place, sauf à accepter le risque d'un conflit social et même de guerres civiles. Plusieurs scientifiques se sont émus de la mise en œuvre de robots soldats qui, à terme, ne seraient sans doute pas contrôlables ou alors qui pourraient l'être par quelques sociétés soucieuses de conserver leurs avantages par cette force de dissuasion. La société taïwanaise Foxconn, sous-traitant d'Apple et Samsung, a remplacé la moitié de son personnel chinois de Kunshan (soit 60.000 personnes sur les 110.000 employées précédemment) par des machines automatisées¹⁴⁰. Même dans un pays qui dispose d'une large main d'œuvre à bas prix, la décision a été prise en considérant le coût du travail excessif. Cet exemple extrême ne manque pas d'inquiéter si l'on se rappelle les coûts du travail dans les pays développés.

La « fin » du travail humain n'est pas encore à l'ordre du jour, mais la question est plutôt de savoir si les démocraties vont pouvoir s'adapter à un taux de chômage de plus de 50%. Aucune profession n'est à l'abri. L'automatisation et la robotisation ont déjà profondément modifié le secteur industriel depuis un demi siècle, au détriment de l'emploi. Les classes moyennes en ont beaucoup

¹⁴⁰ Ait-Kaci-Ali, K. (2016), Foxconn : 60.000 ouvriers remplacés par des robots, CENT France, <http://www.cnetfrance.fr/news/foxconn-60-000-ouvriers-remplaces-par-des-robots-39837406.htm>

souffert avec une stagnation de ses revenus sur la même période. La France a peu de robots si on la compare avec l'Allemagne (3 fois plus) ou l'Italie (2 fois plus). Les emplois supposant la conduite d'un véhicule, la surveillance d'un drone ou les transferts d'argent, voire les constructions comptables devront disparaître à terme. La vision et l'ouïe artificielles permettant à des robots de voir et d'entendre comme les humains. Les systèmes d'armes intelligents se développent considérablement, avec un investissement de l'ordre de 20 milliards de dollars du Pentagone. Les nouveaux logiciels ont considérablement amélioré leur capacité à synthétiser les données et à exécuter des tâches complexes. On peut légitimement s'interroger sur le contrôle étroit que pourront encore exercer les humains sur leur développement, leurs actions et leurs intentions. Stephen Hawking avait notamment mis en garde contre ce danger expliquant que les humains sont limités par une évolution biologique lente. L'intelligence artificielle pourrait se développer d'elle-même à un rythme de plus en plus rapide.

Quelques économistes contestent le rôle des machines. Erik Brynjolfsson and Andrew McAfee¹⁴¹ démontrent comment les machines digitales remplacent les emplois à un rythme accéléré, impliquant de nouvelles formes d'éducation adaptée, ce qui d'ailleurs a toujours été le cas depuis l'avènement du capitalisme. La question principale est de savoir comment les fruits de cette nouvelle productivité sont partagés. Les auteurs suggèrent de meilleurs mécanismes de redistribution impliquant notamment un fonds de solidarité mutuel national, des investissements en infrastructures, des programmes publics et des « bons » de soutien pour les plus démunis.

Il est nécessaire de mettre en place des règles éthiques pour encadrer le développement de l'intelligence artificielle ainsi que de programmes centrés sur la sécurité. En 2014, une initiative de Elon Musk propose de contrôler le processus non démocratique du développement de l'intelligence artificielle, un domaine de recherche aux capacités de dangerosité supérieur à celui de la prolifération nucléaire. En 2015, des personnalités de haut vol, dont Stephen Hawking, Elon Musk et Steve Wozniak, cofondateur d'Apple, ont appelé les Etats à la signature d'un Traité international concernant l'interdiction des armes autonomes. Si une grande puissance développe des armes dotées d'une intelligence artificielle autonome, une course dangereuse de ce type d'armement serait alors engagée. C'est pourquoi, à la source, il est urgent d'interdire cette forme pernicieuse de stratégie militaire par une mobilisation de la communauté internationale. Il faut s'assurer que la technologie ne devienne pas un maître irrespectueux et reste un outil libérant l'homme des tâches fastidieuses.

Il est urgent de prendre des mesures réglementaires dans les domaines de la robotique et de l'intelligence artificielle. Il s'agit de proposer une personnalité juridique aux robots « intelligents », capables de se mouvoir de manière

¹⁴¹ Brynjolfsson, E., McAfee, A. (2006), « The Second Machine Age », Work, Progress and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies, W.W. Norton & Company, Inc.,

autonome et de prendre des décisions non répétitives. Les robots humanoïdes et les voitures sans conducteur appartiennent à cette catégorie. Ils devront être immatriculés, reconnaissables, comme une personne morale. Ils ne peuvent pas être considérés comme de simples machines. La qualification de « personne électronique » est suggérée, à laquelle est attribuée des droits et des devoirs¹⁴². Plusieurs questions pourront alors trouver une réponse concernant leur responsabilité juridique et leurs effets sur l'emploi. Plus le robot est jugé autonome et en capacité continue d'apprentissage et moindre devrait être la responsabilité des fabricants et des propriétaires, lesquels devront contracter une police d'assurance pour tous les dégâts éventuels provoqués par ses activités. En outre, les robots domestiques entrent dans l'intimité des gens, ils suscitent une empathie qui suppose, dans certains cas, un encadrement juridique, même s'ils ne sont pas (encore ?) doués pour la sensibilité et les sentiments. Les juristes estiment généralement qu'ils ne peuvent pas être comparés aux animaux domestiques, car s'ils sont capables d'opérations intelligentes inatteignables par le monde animal, ce dernier définit des êtres biologiques vivants. Les trois lois fondamentales de la personnalité électronique ont été énoncées par Isaac Asimov¹⁴³ :

- Un robot ne peut porter atteinte à un être humain ni, restant passif, laisser cet être humain exposé au danger.
- Un robot doit obéir aux ordres donnés par les êtres humains, sauf si de tels ordres sont en contradiction avec la première loi ;
- Un robot doit protéger son existence dans la mesure où cette protection n'est pas en contradiction avec les deux lois précédentes.

Au regard de leurs compétences, les robots peuvent enclencher une nouvelle forme de révolution technologique et être à l'origine d'un développement économique comparable à celui de la révolution industrielle. Il faut alors réglementer son rôle dans la société et mesurer son impact sur l'économie. La robotique va bouleverser le marché de l'emploi. Il ne s'agit pas de lutter contre la robotique si des procédures légales permettent d'apporter des avancées sociales significatives pour les salariés et les chômeurs. Cette contrainte suppose donc une harmonisation de la cohabitation entre les hommes et les robots. L'avantage conféré par ces derniers ne peut pas être capté par le seul capital. Une redistribution effective des avantages de ce mode de production doit donc être conçue et développée juridiquement et socialement par l'ensemble d'une société démocratique.

Plusieurs procédures de régulation, sans doute confiées à l'Etat, ont déjà été envisagées. Par exemple, les entreprises concernées seront sommées de

¹⁴² De Jaeger, J-M. (2016), Le Parlement européen veut faire des robots des « personnes électroniques », 24 Juin. <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2016/06/24/32001-20160624ARTFIG00021-le-parlement-europeen-veut-faire-des-robots-des-personnes-electroniques.php>

¹⁴³ Ces trois lois sont énoncées successivement dans quatre nouvelles : Prélude à Tantor (1939), Robbie (1940), Raison (1941) et Runaround (1941).

fournir une déclaration sur l'importance de la robotique sur leurs résultats économiques, afin de percevoir les cotisations pour la sécurité sociale nécessaires à la protection généralisée du personnel humain. D'autre part, des taxes spécifiques pourront aussi être mises en place pour maintenir l'employabilité des citoyens, notamment dans le secteur électronique. Enfin, la mise en œuvre d'un revenu universel de base sera rendue plus crédible pour l'ensemble des acteurs économiques.

Il est aujourd'hui nécessaire de mettre en adéquation le système de répartition des revenus avec les mutations du mode de production de la richesse. Le système économique de la concurrence conduit à l'augmentation de la production en moins en moins de temps ; en revanche, cette réussite ne conduit pas les citoyens à bénéficier de cette réussite en gain d'émancipation, de liberté et de concertation collective pour en répartir les bénéfices. Le revenu universel n'est pas un dispositif social qui s'ajoute aux autres, c'est un vecteur potentiel de transformation du salariat. Il devrait aller de pair avec une réforme de la fiscalité en vue de la rendre plus distributive, même si l'idée d'un impôt négatif n'est pas à négliger. Le pouvoir de l'individu est laminé dans le long terme, avec le chômage, la précarisation ou la flexibilisation excessive du travail. Il est donc nécessaire de définir un équilibre collectif permettant aux institutions économiques et politiques de fonctionner efficacement, tout en évitant la marginalisation ou l'exclusion des bénéficiaires de la croissance ceux qui connaissent des difficultés d'insertion dans la société.

En revanche, la déconnexion entre travail et revenu, l'allocation universelle, pose des problèmes à la fois éthiques et financiers. Chaque recul des luttes sociales conduit à réfléchir à de nouveaux types de revenus directs ou indirects pour contrôler le maintien de l'unité des citoyens dans l'espace territorial des dépenses régaliennes. Dans l'absolu, il est préférable que les citoyens luttent pour l'accès à l'emploi et que l'Etat soit le garant du droit positif au travail. Dans son principe, le revenu universel crée un nouveau choix, celui de participer au marché du travail selon sa volonté ou ses capacités. L'idée d'une gestion collective du revenu socialisé est alors supplantée par une forme d'appropriation privée, la contribution du secteur public à la survie de ses citoyens. Face à cette éventuelle raréfaction des emplois, de nombreux économistes préfèrent plutôt procéder à une diminution du temps de travail. En outre, la validation du travail social des associations devrait être mieux reconnue dans ce contexte, en reconnaissant la valeur d'usage de leurs actions contre ceux qui ne croient qu'au jugement ultime et neutre des marchés. La question du revenu universel n'est pas simplement une réflexion qui porte sur les budgets publics, elle s'inscrit aussi comme solution possible des effets d'une mutation rapide de nos sociétés.

La loi des monopoles et oligopoles

Les monopoles combattent la concurrence qu'ils semblent pour autant défendre comme système. Pour que le capitalisme et l'économie de marché puissent se maintenir comme système, la compétition est essentielle. Or, dans le fonctionnement normal du marché, les regroupements et les ententes favorisent la création de monopoles d'abord nationaux, puis, avec la globalisation, mondiaux¹⁴⁴. L'Etat doit intervenir pour maintenir la concurrence qui disparaît d'elle-même sans son intervention. Le Sherman Antitrust Act (1890), qui fit suite à un fort mouvement de protestation, permit au Département de la Justice de réduire les fusions anti compétitives et les accords illégaux sur les prix et les marchés, mais il laisse la possibilité pour un monopole de se maintenir quand il est « innocent » du fait de pratiques de gestion supérieures, lorsqu'il impose des prix compétitifs et poursuit une politique d'innovations. Il faut démontrer le fait que le monopole empêche la réalisation de systèmes productifs équivalents. Dans les affaires contentieuses, il est admis qu'une certaine dose de monopole est nécessaire, car la compétition pure empêche les profits et l'innovation, elle doit être transformée en concurrence monopolistique. Plusieurs arrêts contentieux ont défini les règles de la concurrence monopolistique, avec des périodes de contrôle sérieux (1930 à 1970) et d'autres qui soulignent que la loi antitrust n'est pas satisfaisante pour le bien-être du consommateur ou pour l'innovation.

La loi antitrust a pour fonction de protéger le consommateur¹⁴⁵ contre les prix résultant des situations de monopoles « exclusifs », mais elle ne peut agir contre une entreprise disposant d'une part dominante sur le marché. D'ailleurs, le système de la propriété industrielle et intellectuelle établit un système de concurrence monopolistique ou oligopolistique qui s'éloigne de la compétition économique telle qu'elle est généralement présentée pour justifier les qualités intrinsèques de l'économie de marché. Son application dépend évidemment de la volonté politique du gouvernement dans ce domaine, les Républicains sont habituellement plus favorable aux monopoles ou oligopoles que ne le sont les Démocrates. Si l'administration de Barack Obama est plutôt favorable au renforcement de l'action antitrust, la Cour Suprême et l'administration adhèrent trop souvent aux leçons de l'Ecole de Chicago, laquelle considère que le prix de monopole constitue un résultat important du système marchand et une sauvegarde à l'incitation à innover. Mais sous l'impulsion du gouvernement, quelques refus de fusion ont été décidés, comme celle de deux plus grands distributeurs alimentaires des Etats-Unis (Sysco et U.S. Food).

Si la fusion est satisfaisante pour les consommateurs, alors la fusion doit être acceptée. S'il y a un abus du monopole, de nouvelles firmes pourront alors s'installer sur le marché. Dans les faits, la loi antitrust, bien que nécessaire, ne

¹⁴⁴ Fontanel, J., Barre, R. (1991), *Principes de politique économique*, Collection "L'Economie en Plus". Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991 (150 pages). Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, Collection « Pour Comprendre », L'Harmattan, Paris, 2001. Fontanel, J., Henriques, P. (2007), *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores*. Piaget Institut, Lisboa.

¹⁴⁵ Bork, R. A., & Paradox, I. A. (1978). *A Policy at War With Itself*. *New York: Basic Books*, 3(7), 54.

protège pas directement le consommateur, elle se propose plutôt de maintenir la forme d'une concurrence concrète illusoire. La plupart des analystes considèrent qu'à la suite d'une fusion les prix ont tendance à augmenter substantiellement, afin de satisfaire les exigences financières des actionnaires. Les monopoles conduisent à l'accroissement des inégalités, avec des revenus et des avantages multiples pour les hauts dirigeants qui ne répondent pas nécessairement à la qualité de leurs prestations, alors même que les salariés, mis en position de concurrence féroce, supportent des réductions effectives de salaires, favorisées par le processus de la globalisation économique. Même dans Silicon Valley, les salaires sont relativement contrôlés par des cartels de dirigeants d'entreprise ne donnant pas la part belle aux compétences de chaque employé. Les profits sont alors filtrés en faveur des actionnaires ou de ceux qui appartiennent aux cadres supérieurs dirigeants de l'entreprise. Le monopole accroît la richesse des riches et conduit à une réduction des salaires. Cette situation renforce aussi le pouvoir politique des grands trusts.

Les fusions et acquisitions croissent depuis une décennie. Ce n'est pas l'amélioration de la situation du consommateur qui importe, mais les profits et les valeurs en bourse des nouvelles firmes ainsi globalisées. Le pouvoir sur le marché est alors accru à l'encontre des fournisseurs, des pouvoirs publics (to big to fail) et des consommateurs. En outre, le système fiscal favorise les fusions, car l'emprunt réduit le montant de l'impôt. Les lois antitrust ont perdu de leur pouvoir d'action. Les sociétés les plus innovatrices se situent principalement dans l'engineering financier, plutôt que dans les inventions dont pourraient bénéficier les consommateurs. L'entrepreneuriat en souffre. Pour le « New American Foundation », la création de startups a diminué de 53 % entre 1977 et 2010, ce qui n'est pas satisfaisant pour l'économie nationale. Pour John Kwoka¹⁴⁶, les concentrations produisent une augmentation des prix, du fait même du contrôle de la consommation. Elles peuvent optimiser leurs bénéfices sans aucune référence concernant les choix des consommateurs. Lorsqu'il reste moins de cinq entreprises en compétition, le régulateur américain entreprend une enquête, mais il est toujours facile sur un marché de créer ou de soutenir des entreprises « amies », qui maintiennent les rapports de force existants tout en donnant l'illusion d'une compétition avérée ou naissante.

Le commerce électronique pose aussi un problème supplémentaire, même si, en principe, son développement semble utile pour accroître la compétition et le respect des goûts du consommateur. Cependant, il existe des plateformes dominantes, de type monopsonique comme Amazon, qui exercent les mêmes effets que la situation monopolistique, comme en témoigne aussi l'utilisation par Google, en situation dominante sur le marché, de l'information fournie par la presse écrite, recouverte de publicités diverses et persistantes. En 1913, la position dominante de AT&T avait été traitée par un surcroît de concurrence

¹⁴⁶ John Kwoka (2015), *Mergers, Merger Control, and Remedies: A Retrospective Analysis of U.S. Policy*, MIT Press.

avec des compagnies indépendantes, ce qui n'a pas encore été fait avec Google et Facebook. FTC considère que le e-commerce est toujours favorable au bien-être des consommateurs, même si les plateformes sont contrôlées par des oligopsones. La pression d'Amazon sur les éditeurs ou auteurs est considérable, son utilisation permet de définir les standards nécessaires. A court terme, le consommateur gagne un avantage, à plus long terme les fournisseurs connaissent des difficultés économiques importantes. Les retombées du monopsonne ne sont pas négligeables, concernant les effets plutôt défavorables sur les marchés de l'emploi et de l'environnement, sur les fuites de capitaux et sur les arrangements interterritoriaux concernant la fiscalité.

Cette perversion du marché n'est pas nouvelle, le marché est incapable de se régler lui-même. Aujourd'hui, les citoyens savent que les banques sont trop grandes, que les entreprises cherchent le monopole et toutes les lois les encouragent dans ce sens. Les monopoleurs disposent de l'information et des techniques efficaces pour consolider leur pouvoir. Les leaders politiques ignorent les recommandations portant sur le contrôle et le démantèlement des monopoles, car ils sont soutenus par eux.

FTC considère que Google n'a pas violé les lois américaines de la concurrence, elle demande seulement le respect d'un code de bonne conduite concernant les brevets et la publicité en ligne. Ses concurrents l'accusaient de détenir une position dominante dans la recherche en ligne (70 % du marché), de manipuler ses algorithmes de recherche et de s'appropriier les critiques de restaurants ou d'hôtels de sources diverses. Cependant, il n'a pas été démontré que Google empêchait la concurrence en violation de la loi américaine. La compagnie doit cependant permettre à ses concurrents d'accéder à des technologies de communication mobile dont elle possède les brevets (racheté à Motorola Mobility) avec une intention judiciaire excessive de les protéger. Enfin, les restrictions d'usage de la plateforme de publicité AdWords doivent être assouplies. Cette décision n'a pas fait l'unanimité dans le camp des opposants, même Microsoft s'est interrogé sur cette décision.

En revanche, la Commission européenne accuse officiellement Google d'abus de position dominante dans la recherche en ligne, le secteur des systèmes d'exploitation et les applications mobiles. La firme, sans accord à l'amiable, devra payer une amende dont le montant correspond à un pourcentage de son chiffre d'affaire affecté par ses mesures anticoncurrentielles, une somme plafond de 6 milliards de dollars¹⁴⁷. La Commission ne va sans doute pas demander le démantèlement de l'entreprise en deux activités séparées, la recherche et la publicité (demande du Parlement européen), mais elle va sans doute exiger la séparation des résultats de recherche des liens sponsorisés. Google a eu cinq années pour se défendre. La firme considère que de nouveaux concurrents existent et que son innovation a fait baisser les prix.

¹⁴⁷ Notons que Microsoft (2 milliards d'euros) et Intel (1 milliard d'euros) ont déjà payé une somme similaire.

La « régulation » de la concurrence est toujours contestée par les grands groupes. Selon le « National Association of Manufacturers », les réglementations fédérales coûteraient 2.000 milliards de perte au PIB américain et que cette somme a encore augmenté de l'ordre de 180 milliards de dollars avec les nouvelles mesures prises par le gouvernement. Ces pertes pour les entreprises représentent aussi des salaires réduits et moins d'emplois pour les travailleurs américains, provoquant ainsi des pertes d'activités préjudiciables à l'économie nationale¹⁴⁸. Le revenu minimum permet à la fois de réduire les inégalités, mais aussi de combattre l'augmentation généralisée des salaires. La question est de savoir quel est son impact sur les emplois. Il faut comparer le coût potentiel des emplois perdus d'une augmentation du salaire minimum par les bénéfices de l'accroissement pour tous les autres salaires¹⁴⁹.

Ainsi, les oligopoleurs ou monopoleurs créent leur propre concurrence, décourageant ainsi les autres compétiteurs pour lesquels il serait très long et dispendieux à s'installer sur un marché déjà bien contrôlé. Les économistes ont parlé de concurrence « soutenable », celle qui permet aux grandes entreprises d'investir et de faire bénéficier le consommateur des économies d'échelle nécessaires. Cependant, le terme de « soutenable » n'offre aucune vision précise de son niveau et de sa qualité.

Cette concentration « cachée » du marché a un impact sur la vie de tous les consommateurs, avec la hausse des prix, le contrôle à leur désavantage des innovations, la concentration du pouvoir politico-économique et la dégradation éventuelle du service rendu. De nouvelles techniques apparaissent pour défendre les parts de marché au détriment des actions des lois antitrust, comme l'achat des compétiteurs ou la mise en place d'arrangements commerciaux reliant un produit à un autre. Pourtant, l'inflation est aujourd'hui réduite, Amazon force les maisons d'édition à réduire leurs prix et Internet donne des informations importantes sur les meilleures affaires. Dans une économie segmentée, le pouvoir de monopole sur les prix et la suppression de l'innovation coexistent avec des marchés compétitifs dans d'autres secteurs. Les grandes sociétés bénéficient de la concurrence des travailleurs sur le marché du travail mondialisé et de la captation des progrès techniques et des innovations à leur avantage. Une amélioration de productivité ne conduit pas nécessairement à une réduction des prix, accroissant ainsi les avantages financiers des actionnaires. En outre, la faiblesse des salaires, due en partie à cette concentration des pouvoirs, ne permet pas l'augmentation des prix, le consommateur est lésé à la fois dans son pouvoir d'achat et dans les magasins. Internet a permis des quasi monopoles, comme Google ou Amazon.

¹⁴⁸ Committee on Education and the Workforce (2015), How the Administration's Regulatory Onslaught is Affecting Workers and Job Creators, House Committee on Education and the Workforce – Hearing - December 9, 2015, <http://edworkforce.house.gov/calendar/eventsingle.aspx?EventID=399980>

¹⁴⁹ Neumark, D. (2015), The Effects of Minimum Wages on Employment 2015-37 ; FRB San Francisco - Economic Letter - December 21. <http://www.frbsf.org/economic-research/files/el2015-37.pdf>

Les hôpitaux achètent à des groupements d'achat (qui prennent en charge les frais administratifs), en vue d'obtenir des discounts. Beckman Dickinson (BD) offre des discounts sur la base de 90/100. Il a un rabais sur 100 seringues cette année à conditions d'en acheter au moins 90 l'année suivante. Si cette condition n'est pas respectée, le rabais doit être remboursé en plus d'une pénalité de millions de dollars contractuels. Cette procédure fortifie le monopole. Shaw a engagé des procédures et les syndicats ont demandé de disposer des seringues sécurisées pour le personnel, mais les hôpitaux ne veulent ou ne peuvent pas se rétracter, considérant qu'ils sont bloqués par leur contrat. Il a ester contre les groupements, sur la base du Sherman Antitrust Act et obtient 100 million de dollars en 2004, ce qui n'est pas grand chose au regard des bénéfices de BD. En 2007, Retractable a reçu encore \$340 million en dommages et intérêts et demande à BD de reconnaître qu'il ment aux consommateurs, ce qu'il fit. En revanche, BD racheta Carefusion, un fournisseur, sans objection du FTC (Federal Trade Commission). En dépit de plus d'un demi siècle de lutte contre elle, BD a conservé sa position monopolistique, aucune autre grande firme étant en mesure d'entrer dans ce marché « bouclé à double tour », malgré les injonctions et les plaintes des usagers, l'action de FTC et les produits innovants d'entreprises. Les monopoles contrôlent les innovations à leur profit, ils n'ont aucune raison d'améliorer leurs produits, sauf pour en expliquer une augmentation substantielle des prix. Les hôpitaux américains négocient avec trois grandes compagnies d'assurance seulement, avec prestations quasi identiques. Les régulateurs ont reconnu que les consommateurs américains payaient plus pour leurs produits de santé que partout dans le monde, mais face à la complexité de ce secteur économique, ils n'ont pas toujours le choix des armes les plus pertinentes.

David Dayen¹⁵⁰ met en évidence la force des trusts dans l'économie globalisée, en donnant l'exemple des aiguilles dans les hôpitaux achetées pour plus de 8,4 milliards de dollars à Becton, Dickinson & Co (80 % du marché américain) contre 34 millions de dollars à Retractable Technologies, société créée en 1997, alors que cette dernière firme offre une plus grande sécurité d'emploi pour le personnel (385.000 cas de piqûres accidentelles qui pourraient être évitées avec cette technologie), à un prix moindre. Cette situation n'est pas exceptionnelle, encore moins réservée au secteur médical, la réalité du marché libre est remise en cause, la vraie compétition n'existe pas vraiment. Il existe des millions de produits supposés concurrentiels, mais très peu de producteurs. Il existe un grand choix, mais souvent derrière ces marques se cachent un ou deux producteurs en situation de monopole ou de duopole (que ce soit pour les lunettes, les achats en ligne des hôtels, la nourriture des animaux ou les services internet). Il est difficile de suivre exactement les bénéficiaires « in fine » de toutes ces opérations commerciales, mais la stratégie des entreprises concernées

¹⁵⁰ Dayen, D. (2015), Bring Back Antitrust, American Prospect Longform, <http://prospect.org/article/bring-back-antitrust-0>

par le même groupe d'intérêt ne manque pas d'être complémentaire en vue d'un profit maximum, même quand la compétition est interne à la même entreprise.

La révolution sociale potentielle

Enfin et surtout, se posera inexorablement la question du travail, si la société d'aujourd'hui continue son œuvre vers un accroissement indéniable des inégalités « verticales » dans un mouvement de rapprochement vers le haut, pour les plus pauvres, des inégalités horizontales. Avec l'essor du numérique et de la robotique, le travail humain sera de moins en moins « physique », « répétitif », « bureaucratique ». Les machines intelligentes pourront faire instantanément la comptabilité des entreprises ou la plupart des diagnostics de santé seront développés directement par des logiciels performants et instantanément capables de faire respecter les règles et lois en vigueur. Dans ce contexte, ceteris paribus, la quantité d'emplois disponibles sera réduite. La société d'aujourd'hui sera alors en crise, avec d'une part des « possédants » qui disposeront de revenus et de patrimoines leur permettant de vivre mille vies, et d'autre part les « chômeurs » potentiels auxquels peu d'emplois leur seront proposés.

En France, le seuil de pauvreté a été fixé légèrement en dessous de 960 euros, avec 8 millions de personnes concernées. Le coût de la RSA est de l'ordre de 10 milliards d'euros par an (pour 1,8 millions de bénéficiaires), même si le financement de tous les bénéficiaires devrait normalement se situer à 30 milliards d'euros (plus de 5 millions de bénéficiaires potentiels). Aujourd'hui, les prélèvements obligatoires en France atteignent quasiment 950 milliards d'euros, dont près de 680 milliards d'euros (avec plus de 400 milliards de cotisations) pour les prestations sociales diverses.¹⁵¹ La hausse des prestations de chômage handicapé doublement le secteur économique, avec plus de versements à régler et moins de recettes.

En France, le premier poste de dépenses publiques est celui consacré à la protection sociale (chômage, pensions de retraite, aide aux familles, exclusion, handicap ou dépendance, notamment). Ces dépenses représentent le tiers de la richesse nationale, contre 21,9 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Le financement des autres fonctions régaliennes et économiques de l'Etat est relativement faible (20 à 22 % des prélèvements obligatoires), en comparaison avec cet effort considérable d'un pays pour son action sociale, laquelle semble désordonnée, pas toujours justifiée, souvent cahotique, avec des mesures temporaires qui s'installent dans le temps et des décisions économiques inscrites dans un marbre trop malléable au gré des engagements politiques. Le

¹⁵¹ Il faut noter cependant que, pour l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), 250 milliards d'euros de prestations sociales sont liés directement ou indirectement à la consommation de tabac, d'alcool et des drogues illicites. Le rapport évalue le coût des vies humaines perdues ou handicapées à cause de l'usage du tabac (17,7 millions de fumeurs), de l'alcool (3,8 millions de malades de l'alcool) et des drogues illicites, des comportements antisociaux, des violences et de la perte de production liés à cet usage, ainsi que les dépenses publiques de prévention, de répression et de soins. Kopp, P. (2015), Le coût social des drogues en France, Saint-Denis, 10 septembre. <http://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/eisxpkv9.pdf>

système de protection sociale exerce un effet d'amortisseur dans les situations de crise, au moins autant pour réduire l'intensité des mécontentement que pour régler la question sur laquelle l'Etat n'a que peu de marges de manœuvre. Le RSA n'est pas parvenu à favoriser la reprise du travail, notamment parce que les avantages associés (gratuité ou réduction sur les transports en commun, les cantines, les crèches, les tarifs sociaux du téléphone ou de l'eau) rendent l'écart de revenu par rapport à celui du Smic relativement insuffisant pour un retour au travail. Ainsi, le Revenu de Solidarité Active, qui se voulait résolument un instrument de retour à l'emploi ne favorise guère la reprise du travail¹⁵².

Les lois expriment des rapports de force temporaires, plus ou moins acceptés par les citoyens. Les créateurs d'entreprises, les financiers, les héritiers ou les artistes disposent aujourd'hui d'une plateforme juridique favorable à la croissance de leurs revenus et de leurs patrimoines, comme la propriété industrielle, les brevets, la disponibilité des investissements publics, la protection du commerce et de l'industrie, etc. Sans ces soutiens, le retour à une société de type « Far West » pourrait naître et laisser la force des armes développer de nouvelles inégalités. Or, aucune société ne peut combattre les inégalités qui sont, sous différentes formes, indépassables, mais elle peut en réduire les effets pour protéger les personnes physiques ou morales les moins avantagées. La société d'aujourd'hui sera alors en crise, avec d'une part des « possédants » qui disposeront de revenus et de patrimoines leur permettant de vivre mille vies, et d'autre part les « chômeurs » potentiels auxquels peu d'emplois leur seront proposés. Dans ce contexte, la question du revenu d'existence (appelé aussi revenu universel ou revenu de base) mérite d'être posé rapidement, avant que les révolutions sociales qui s'annoncent provoquent des conflits guerriers particulièrement destructeurs.

Le projet d'un revenu d'existence est ancien, elle remonte à Thomas Paine¹⁵³, qui proposait une dotation de terre à chaque nouvel adulte et une rente foncière pour sa vieillesse. Pour lui, la pauvreté est une situation créée par la « vie civilisée », elle n'existe pas dans l'état naturel. La terre est un bien commun, comme devrait l'être le pétrole, le gaz et toutes les matières premières. Pour les partisans du revenu d'existence, la richesse est le résultat du travail collectif et de l'innovation, mais son calcul néglige aussi toutes les activités qui n'apparaissent pas dans le monde marchand et qui bénéficient, directement ou indirectement, à l'ensemble de la population.

De nombreux économistes ou philosophes ont abordé cette question, de Lionel Stoléru (avec l'impôt négatif) à Milton Friedman (le crédit d'impôt correspondant au minimum vital), de Friedrich Nietzsche à Michel Foucault, en

¹⁵² Ainsi, au regard des revenus d'un smicard et d'un bénéficiaire du RSA, l'écart est moins élevé que ce que les chiffres bruts annoncent. Les bénéficiaires des minima sociaux obtiennent d'autres avantages qui ne sont pas offerts à celui qui est payé au SMIC, comme la gratuite des transports en commun, les cantines et crèches, les tarifs sociaux de l'électricité ou de l'eau, etc. En France, ces avantages font l'objet d'estimations divergentes selon les régions, mais elles représentent de 10 à 20 % de revenus supplémentaires.

¹⁵³ Paine, T. (1795), *Agrarian Justice*, <http://www.constitution.org/tp/agjustice.htm>

passant par la doxa marxiste. Les projets sont hétérogènes, du Mouvement français pour le revenu de base (MFRB) qui propose l'extension progressive du RSA à toute la population, à la mise en place d'un revenu d'autonomie capable de refuser l'aliénation par le travail développé par le système capitaliste pour André Gorz. Il s'agit de refuser les emplois privés de sens pour accomplir des activités socialement utiles, mais pas rentables dans l'organisation réticulaire des marchés¹⁵⁴. Aujourd'hui, le revenu d'existence est aussi abordé comme une simplification de l'ensemble des droits accordés par la société, c'est une version simplifiée de réforme fiscale destinée à la fois au prélèvement à la source, au financement automatique de prestations individuelles et à la suppression du quotient familial. Elle remplacerait les aides sociales en vigueur, c'est une rationalisation des transferts sociaux, tout en laissant les citoyens libres de leurs options en matière de santé ou de retraite, quitte à en subir les conséquences négatives en cas d'aléas. Cette version reste profondément ancrée dans l'économie de marché. Pourtant, par nature, le revenu d'existence doit combattre la pauvreté et il n'y a pas de plus grand facteur de pauvreté que la précarité. La pauvreté doit être éradiquée (c'est le principe de base) par le Revenu d'existence ou le revenu universel. Ce revenu ne doit pas être bas, car sans cette contrainte il ne sera pas plus efficace que le RSA et les transferts sociaux et fiscaux.

En juin 2016, la Suisse a refusé la création d'un revenu de base universel et inconditionnel. Cette proposition avait été engagée par les économistes désireux de lutter contre les affres de la pauvreté sociale et sociétale¹⁵⁵. En France, la Fondation Jean Jaurès¹⁵⁶ a chiffré l'impact de la mise en place d'un "revenu de base" en termes de redistribution et de rapport au travail, une réforme d'une importance similaire à la création de la Sécurité sociale en 1946. Une allocation de base, versée à tous les Français de 18 à 25 ans, de 750 euros par mois et de 1125 euros pour les personnes âgées coûterait 565 milliards d'euros (26 % du PIB). C'est un niveau jugé proche de la pauvreté absolue, qui assure cependant les dépenses relatives au logement et à la santé, sans pour autant conduire les bénéficiaires à préférer cette solution plutôt que la recherche d'un emploi (1000 euros mensuel est une prestation jugée peu incitative à la reprise d'un emploi, alors que 500 euros seraient insuffisants pour la satisfaction des besoins fondamentaux). Les versements pourraient être effectués en bons échangeables contre des prestations de services publics (transport, logement, santé, par exemple). Globalement, elle serait financée en réorientant l'ensemble des dépenses actuelles de protection sociale (retraite, assurance-maladie¹⁵⁷, chômage, allocations familiales). Une augmentation de deux points de la TVA

¹⁵⁴ Reverchon, A. (2016) L'idée d'un revenu universel distribué à tous sans conditions agite les intellectuels. A gauche comme à droite, Le Monde, 23 Avril.

¹⁵⁵ Il s'agissait d'un revenu de 2500 francs suisses, qu'il ait un emploi ou non, et 650 francs suisses par enfant mineur. Le salaire médian étant de 6000 francs suisses par mois.

¹⁵⁶ Chavandier, T., Héricourt, J. (2016), Le revenu de base, de l'utopie à la réalité, Fondation Jean Jaurès, 22 Mai. <https://jean-jaures.org/nos-productions/le-revenu-de-base-de-l-utopie-a-la-realite>

¹⁵⁷ Les maladies de longue durée ne seraient pas concernées.

serait requise, en vue de faire peser davantage la protection sociale sur la consommation plutôt que sur le travail.

Cependant, un revenu de 11.500 euros par an est considéré comme représentatif du seuil de pauvreté. Un projet de revenu de base de 12.000 euros par an pour les adultes et 4000 euros pour les enfants coûterait 660 milliards d'euros, soit 30 % du PIB. Cette somme représente 75 % des prélèvements obligatoires, lesquels restent élevés au regard des autres pays développés. Cette somme paraît considérable, mais elle se substituerait en partie au moins aux prestations sociales déjà disponibles et pas toujours bien maîtrisées au regard des objectifs gouvernementaux. L'idée d'une refonte des minima sociaux est en discussion au sein du gouvernement, mais cette question va sans doute se poser à toutes les sociétés humaines pour faire face à la fois à la pauvreté et à l'accroissement des inégalités de revenus et de patrimoine.

La question du financement est essentielle. Certes, certaines prestations pourront être supprimées, mais en ce qui concerne la santé il faut rappeler que des soins gratuits devraient continuer à être dispensés, car il s'agit de lutter contre la précarité de la condition humaine. La critique généralement formulée à ce revenu réside dans le danger du démantèlement de la sécurité sociale (les soins onéreux assurés que pour les revenus aisés), dans la mise en place de compléments de salaire particulièrement peu élevés et dans la création d'une couche oisive importante de la population. Faute d'incitation, les activités nouvelles seront abandonnées. Cette version, généralement acceptée dans une société qui valorise le travail, même lorsque celui-ci manque de sens, est pourtant contestable. En effet, toutes les activités humaines ne se limitent pas à celles valorisées par le marché. Il s'agit de transformer le travail subi par la compétition marchande par une activité dont l'utilité sociale est reconnue. La robotique va supprimer les travaux répétitifs, elle va libérer les hommes. Avec le système d'économie de marché, elle va choisir les privilégiés qui disposeront d'un travail et elle abandonnera ceux qui n'ont pas les compétences reconnues ou qui sont en concurrence cruelle avec d'autres personnes aux qualités comparables. Il s'agit de redonner du liant aux relations sociales. Les plus grands innovateurs ne pourraient pas être riches s'ils n'étaient pas nés dans un système qui leur permet de s'épanouir. Dans ces conditions, il doit aussi sa fortune et son niveau de vie aux règles définies par la société. Il suffit alors de fixer une nouvelle règle : la pauvreté sera combattue, grâce à un revenu universel. Les plus riches n'en bénéficieront que sur le papier, car la marge d'imposition de ce revenu supplémentaire sera très élevée, atteignant parfois 99 %. Dans ces conditions, selon des modalités économiques et fiscales à définir, seuls 8 à 10 millions de personnes seraient directement concernées par ce revenu, ce qui en réduirait considérablement le coût, pour ne plus représenter qu'une dépense de l'ordre de 100 milliards d'euros nets. Dans ce contexte, l'action en faveur de cette opération ne serait pas si coûteux qu'indiqué, au regard de la disparition d'autres prestations sociales devenues inutiles.

La situation de la France n'est pas alarmante, car les Français détiennent le record de l'OCDE du nombre d'heures passées à prendre soin d'eux-mêmes, avec une productivité par travailleur respectable, avec une espérance vie de 82 ans et une belle croissance démographique. Nos écoles maternelles sont les meilleures du monde. La France est en fait prisonnière de l'illusion des « 30 glorieuses », d'un avenir nécessairement plus radieux. En fait, la croissance économique est rarement le résultat d'une volonté clairement exprimée, elle va et vient et n'est souvent expliquée qu'a posteriori. Il n'existe pas de potion magique assurant une croissance stable. Il n'est d'ailleurs pas certain que ce concept d'essor économique perpétuel appartienne aux fondements des désirs humains. Cet idéal martelé par les couches dominantes a certes favorisé la globalisation des échanges et la diffusion des progrès technologiques, mais au prix d'une exigence de cohésion sociale qui sacrifie le « court terme » pour maintenir le niveau de compétition d'un pays ou d'une entreprise, afin de ne pas menacer la croissance à long terme¹⁵⁸.

L'Union européenne se bat pour un point de croissance annuel et, à cette fin, elle engage la plupart de ses pays membres dans une austérité des dépenses publiques, elle renâcle devant la nécessaire coordination fiscale entre les pays, elle évite d'engager une redistribution démocratique des revenus et elle accepte de donner son aval à la précarisation des emplois. Cette lutte pour améliorer le long terme implique des sacrifices dans le court terme, dont les résultats n'apparaissent guère concluants pour la grande majorité de la population. Le long terme du progrès pour tous tarde à venir. La politique « responsable » des Etats des économies de marché bénéficie aux grandes fortunes et aux grands commis de la finance et de l'entreprise.

L'augmentation des inégalités commence à produire des formes d'exaspération encore aléatoires et ciblées de la population avant qu'elles ne se généralisent et produisent une « chienlit » politique susceptible de conduire à la victoire des extrêmes et à la fin des libertés, égalités et fraternités politiques. Il faut réinventer le pacte social. « Le défi est de créer une société égalitaire dans un monde inégal »¹⁵⁹. Il ne suffit pas de redistribuer les revenus et les richesses, il faut aussi donner à toute la population la capacité à s'accomplir et à disposer de chances réelles de réussite. L'augmentation de l'aide sociale ne conduit pas les plus riches à abandonner leurs activités économiques ou aux plus créateurs à réduire leur propension à innover. Il faut lutter contre les scléroses bien connues de la France, un système éducatif inadéquat qui exacerbe les inégalités et un marché du travail qui réduit le potentiel d'emplois stables, ce qui limite considérablement la capacité d'action des plus jeunes. Il faut remettre en cause les privilèges exorbitants, afin de créer une société plus juste et alors plus unie.

¹⁵⁸ Banerjee, A.V., Duflo, E. (2016), Nous avons mille raisons d'être heureux, Le Monde 19 Août.

¹⁵⁹ Banerjee, A.V., Duflo, E. (2016), Nous avons mille raisons d'être heureux, Le Monde 19 Août., p. 22.

La crise environnementale

Selon un rapport de WWF¹⁶⁰, près d'un tiers du patrimoine mondial naturel (notamment le Grand Canyon ou la Grande barrière de corail) est directement menacé par l'exploration pétrolière, gazière ou minière. Son intérêt touristique pèse peu au regard des convoitises des entreprises à la recherche de matières premières rares. En Afrique, cette menace est très inquiétante, face à des sociétés minières à la recherche de profits immédiats et un continent dans lequel la misère, la faim et l'exploitation excessive de ses ressources inquiètent, malgré la protection proposée par une convention de 1972, ratifiée par 191 Etats. L'octroi des concessions est en cause, dans 70 des 229 endroits protégés. L'industrie extractive provoque des dommages environnementaux irréversibles. Les lieux sacrés, qui permettent pourtant de créer des emplois tout en fournissant de l'eau, de la nourriture et de l'énergie aux populations locales, tout en limitant les inondations et les effets du changement climatique, ne sont plus suffisamment protégés. Le "rôle central" de la finance est toujours bien présent, «éloignée de toutes les contingences qui ne sont pas celles de leurs profits à très court terme¹⁶¹.

La question du réchauffement climatique constitue un problème considérable que les gouvernements ne sont pas encore en mesure de traiter avec diligence. La montée des eaux qui en résultent inéluctablement menace plus d'un milliard de personnes d'ici à 2060, notamment en Asie. Les villes de Bombay, Dacca, Guangzhou, Ho Chi Minh-Ville, Shanghai, Bangkok, Rangoon, mais aussi Miami ou New York sont particulièrement menacées. L'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change), créé en 1988, se présente comme l'organisme scientifique le plus légitime pour fournir les informations nécessaires à la question du changement climatique. Cependant, cet organisme n'a pas fonctionné avec suffisamment d'efficacité. Il faudrait améliorer les interactions entre les gouvernements et les scientifiques, clarifier et renforcer les règles relatives aux conflits d'intérêt, rendre plus efficaces les opérations d'information et de proposition de l'IPCC. Les expertises économiques sont insuffisantes et mériteraient de nouveaux développements¹⁶². Il faut aussi éviter que les contraintes des lois ne conduisent à des conflits entre les Etats, suffisamment puissants pour créer des secousses inattendues et négatives sur l'ensemble des échanges internationaux.

Depuis 2013, les statistiques de l'International Energy Agency (IEA, un département de l'OCDE¹⁶³) mettent en évidence le fait que l'économie mondiale

¹⁶⁰ World Wide Fund, Fonds mondial pour la nature

¹⁶¹ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

¹⁶² Stavins, R.N. (2016), The Future Role of Economics in the IPCC, Resources for the Future – Blog - April 5, 2016, <http://www.rff.org/blog/2016/future-role-economics-ipcc>

¹⁶³ IEA (2015) Energy and Climate Change . World Energy Outlook Special Report. <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015SpecialReportonEnergyandClimateChange.pdf> (2015), World Energy Outlook Special Report: Energy and Climate Change, OECD/IEA, Paris.

continue globalement à croître, alors que les émissions de carbone restent au même niveau (32,1 milliards de tonnes), aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis ou en Chine. Est-ce que le découplage est possible ? Une grande partie de ce résultat est due à la Chine (dont les émissions ont diminué de 1,5% depuis 2013), car si la consommation de charbon a crû de 8 % annuellement de 2000 à 2013, ce qui constituait la principale cause de l'augmentation de production de CO2. Chaque Chinois provoquait plus d'émissions polluantes que les pays européens, avec un revenu par habitant nettement inférieur. Dans sa lutte contre les brouillards de pollution, le gouvernement chinois a augmenté les contrôles et a mis en réserve les centrales électriques au charbon les plus polluantes. Le charbon était à l'origine de 80 % de la production électrique nationale en 2013, il représente 70 % de celle-ci en 2016.

Aujourd'hui, l'intensité d'émission de carbone a été réduite de plus que de moitié au regard de celle qui existait en 1970 pour chaque dollar de production¹⁶⁴. Ces chiffres sont intéressants à étudier pour éviter les effets économiques, sociaux ou géographiques les plus violents afférents au changement de climat. Mais il faut aller plus loin. Le COP21 de Paris a plaidé pour lutter contre un réchauffement de la planète égale à 2 degrés Celsius, mais pour arriver à ce résultat, même avec une forte volonté politique, la tâche s'annonce particulièrement difficile. Est-ce qu'une croissance « verte », avec une réduction des émissions de CO2 peut s'imposer dans le système de globalisation économique qui valorise la compétition entre les entreprises, au détriment des biens publics ? Si le charbon commence à avoir mauvaise presse, les émissions par les centrales au pétrole et au gaz augmentent, mais il y a là un changement structurel important accru par les moindres émissions provoquées par les cimenteries ou les aciéries dont les processus de production, mieux contrôlés, sont en léger déclin.

L'action de la Chine, de l'Europe et des Etats-Unis commence à produire des résultats significatifs, mais insuffisants. La substitution du charbon par le nucléaire, le gaz, le pétrole et le vent est engagée, soutenue à la fois par la récession de la production des industries les plus polluantes et par les nouvelles contraintes environnementales définies par les pouvoirs publics nationaux et internationaux. En revanche, certains pays continuent à augmenter leur utilisation de charbon, comme la Turquie ou l'Inde (que le gouvernement indien justifie en constatant que chaque Indien n'émet que 10 % d'émission de CO2 par rapport à chaque Américain et par la mise en place de plans d'actions en vue d'étendre la production d'énergie solaire).

IEA Statistics (2016), Key trends in CO2 emissions. Excerpt from fuel combustion <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/CO2EmissionsTrends.pdf>

¹⁶⁴ Pearce, F. (2016), Can We Reduce CO2 Emissions and Grow the Global Economy? Yale, Environment 360 Analysis, April, 14, http://e360.yale.edu/feature/can_we_reduce_co2_emissions_and_grow_global_economy/2983/

La question est de savoir si l'on a atteint un pic d'émission de CO₂. Les trois plus grands pollueurs (USA, Chine et Europe) conduisent une politique encourageante en ce sens, mais limitée. En 2005, puis en 2007, le Congrès américain a mis en place des programmes¹⁶⁵ (Energy Policy Act, 2005 ; Energy Independence and Security Act, 2007) destinés à réduire les émissions de gaz à effets de serre, à soutenir le secteur des énergies renouvelables et à permettre à l'économie américaine d'être ainsi moins dépendant du pétrole importé. Ce programme était soutenu par l'industrie de l'éthanol et par les organisations environnementales à la fois sur le thème de la sécurité d'approvisionnement et celui de la lutte contre la pollution. L'Etat fédéral soutient ces programmes par des facilités fiscales et des aides importantes, de l'ordre de 21 milliards de dollars en 2015¹⁶⁶. Si le programme RFS joue un rôle dominant dans le développement de ces énergies renouvelables, les retombées économiques et environnementales restent incertaines¹⁶⁷. La production d'éthanol pose la question de la « soutenabilité » de cette production et de ses effets indirects sur les autres marchés et sur l'environnement, d'autant que ses coûts restent élevés et nécessitent une capacité d'infrastructure impliquant des investissements spécifiques lourds. Tel quel, le programme est loin d'avoir satisfait ses objectifs, notamment parce que d'une part la question des émissions de gaz à effet de serre n'est pas encore soutenue suffisamment par l'opinion publique et d'autre part l'excès de production de pétrole et l'essor du gaz et du pétrole de schiste aux Etats-Unis est un concurrent redoutable au regard de l'indépendance du pays en matière énergétique.

Les taxes « carbone » ont une efficacité certaine. Elles permettent de lutter contre la production de charbon, à condition que les ressources qu'elles recueillent soient prioritairement investies dans les zones « charbonnières ». Ainsi, les autorités territoriales seront mieux disposées à s'engager dans une politique de « décarbonisation »¹⁶⁸. Toute richesse produite par dollar produit de moins en moins de CO₂, grâce notamment aux financements élevés accordés par les pays en développement en faveur des énergies renouvelables (qui ne représentent encore que 10 % de la production mondiale d'électricité, mais réduisent de 5 % les émissions annuelles de CO₂). Le prix des équipements

¹⁶⁵ House Committee on Science, Space, and Technology (2015) Renewable Fuel Standard: A Ten Year Review of Costs and Benefits, November 3, 2015. <https://science.house.gov/legislation/hearings/subcommittee-oversight-and-subcommittee-environment-hearing-renewable-fuel>

¹⁶⁶ De ce fait, il a joué un rôle important pour la mise en place d'une industrie de biofuels, par de nombreux moyens disponibles (garanties de prêts, recherche scientifique, réductions d'impôts, volume minimum de biofuels utilisés pour les transports chaque année, etc.). L'utilisation du biofuels doit passer de 4 milliards de gallons en 2006, à 36 milliards en 2022, avec des précisions normées sur les différentes technologies à développer et à intégrer dans la consommation énergétique nationale, sous le contrôle du « Environmental Protection Agency (EPA).

¹⁶⁷ Schnepf, R., Yacobucci, B.C. (2013), Renewable Fuel Standard (RFS): Overview and Issues March 14, CBO – Report - November 18, 2015 – 34 pages https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/reports/50980-EnergySupport_OneCol.pdf

¹⁶⁸ Dews, F. (2016), 9 Things You Should Know About the Carbon Tax <http://www.brookings.edu/blogs/brookings-now/posts/2016/05/9-things-you-should-know-about-a-carbon-tax>

photovoltaïques, produits notamment en Chine, a diminué significativement (80 %) en une décennie, et le coût de son kilowatt heure produit est devenu comparable à celui des centrales au charbon. En outre, les investisseurs hésitent à financer de nouvelles installations de centrales au charbon, au regard des nouvelles contraintes internationales qui sont et vont être mises en place dans l'économie mondiale au regard de la production des gaz à effet de serre. Les autres énergies fossiles seront aussi de plus en plus concernées par cette « mise à l'écart » progressive. Si le prix du pétrole a singulièrement baissé ces deux dernières années et encourage encore son utilisation pour la production électrique, il décourage aussi les nouveaux investissements dans les nouveaux champs pétroliers ou gaziers.

Notons cependant que l'analyse de l'IEA ne couvre pas toutes les émissions de CO₂, notamment celles qui proviennent des transports aériens (triplement des émissions d'ici à 2040) et maritimes, ni celles relatives à la déforestation. D'autre part, les émissions de méthane produites par les centrales au gaz ne sont pas prises en compte (moins polluantes en CO₂ que le charbon, elles ont cependant augmenté de 30 %), ce qui réduit les avantages signalés par la réduction de la production d'électricité par le charbon. Dans ces conditions, le problème reste entier. Le réchauffement n'est pas limité sur une base annuelle, mais par une accumulation de gaz dans l'atmosphère. Si le méthane disparaît en une décennie, le CO₂ exerce ses effets sur plusieurs siècles. En 2016, la concentration de CO₂ atteint 400 ppm, 40 % de plus que ce qui était le cas au milieu du XIX^e siècle, avec une augmentation de 20 ppm par rapport à 2006. Le méthane et l'oxyde nitreux augmentent aussi. L'objectif n'est pas seulement de réduire ces émissions, il faut les éliminer¹⁶⁹. Le COP21 s'inscrit dans une démarche volontariste des acteurs internationaux, en faisant le pari qu'en 2020 on atteindra les niveaux qui avaient été fixés par le COP 15 à Copenhague. Les efforts de Pékin pour une « économie verte » sont considérables et des effets importants pourraient en résulter dans la décennie à venir. La Chine est le leader mondial des énergies renouvelables, c'est le premier émetteur « d'obligations vertes » et elle exprime sa volonté dans le treizième plan quinquennal de développer une « civilisation écologique »¹⁷⁰. Cependant, si 175 pays ont signé l'accord de Paris en avril 2016, la COP21 ne peut entrer en vigueur que 30 jours après que 55 Etats, représentant 55% des émissions de gaz à effet de serre, auront ratifié le texte. La ratification de l'accord de Paris par la Chine et les Etats-Unis met en évidence les progrès de la volonté des Etats pollueurs de s'engager sur le chemin de la transition énergétique. En 2015, selon l'Agence internationale de l'énergie, les énergies renouvelables ont représenté 90 % de l'ensemble des nouvelles installations de production d'électricité. Les centres

¹⁶⁹ Pearce, F. (2016), Can We Reduce CO₂ Emissions and Grow the Global Economy? Yale, Environment 360 Analysis, April, 14, http://e360.yale.edu/feature/can_we_reduce_co2_emissions_and_grow_global_economy/2983/

¹⁷⁰ Dans le cadre du treizième plan quinquennal, la stratégie de la Banque populaire de Chine est de lever 1500 milliards de dollars en projets « verts ».

financiers du monde entier s'intéressent au marché du financement de la transition vers une économie de bas carbone ; le marché a quasiment quadruplé de 2013 à 2016, pour atteindre plus de 40 milliards d'euros. La City a lancé le « Green Finance Initiative », mais Paris accueille les principaux courtiers européens spécialisés et il exige des investisseurs des informations concernant la « durabilité » et l'intérêt écologique de leurs actions.

La transition démographique est presque accomplie partout dans le monde, avec une vitesse hétérogène¹⁷¹. Les femmes prennent de plus en plus leur part dans la croissance économique et la santé mondiale s'est améliorée. Cependant, le modèle économique proposé aujourd'hui est inapplicable, au regard de la consommation mondiale de céréales, des matières premières disponibles, mais aussi du réchauffement climatique. Jusqu'au XIXe siècle, les énergies renouvelables étaient utilisées. Aujourd'hui, l'humanité dilapide les richesses naturelles du sous-sol, tout en favorisant la libération de gaz à effet de serre, qui piègent la chaleur. Une limite de 2 degrés a été fixée par les scientifiques pour conserver les terres et une chaleur acceptable par l'homme. Sans une action des hommes, l'évolution de la planète deviendra incontrôlable car aucune technologie à la dimension mondiale n'est capable de protéger l'humanité de cette situation. La Terre est en danger, mais l'homme l'est encore plus ! Le progrès n'est plus un progrès s'il maintient son cap. Pourtant, l'aversion à la perte est supérieure à celle du gain. Ceux qui ont le pouvoir ne veulent pas non plus risquer de le perdre.

Le bien-être est une conception comparative, dès lors que les besoins essentiels ont été satisfaits. Il dépend à la fois de son passé (effet cliquet de Duesenberry), des espoirs de futur, mais aussi et surtout de notre regard sur les voisins (« Keep up with the Jones » de Duesenberry ». Etre le plus pauvre dans le quartier est un facteur d'insatisfaction. Les salariés estiment leurs revenus à l'aune de ce que reçoivent leurs collègues. La publication des salaires des footballeurs ou des directeurs d'entreprise crée toujours une vague de protestation, mais il en va de même pour les autres couches sociales. « Les humains subissent la loi d'un désir qu'ils ne comprennent pas »¹⁷². Dans ce contexte, la croissance est plus épiée que la richesse, laquelle reste une valeur peu connue, très aléatoire, notamment quand elle s'exprime par des propriétés de capital financier ou immobilier aux valeurs fluctuantes.

La prise de conscience de ces errements ne permet guère de réparer ce qui est encore réparable et surtout d'empêcher que de telles situations ne se renouvellent. Il s'agit aussi de comprendre les faits, mais aussi le pourquoi.

Conclusion

¹⁷¹ Fontanel, J. (2013), La démographie, une variable politique et économique trop souvent négligée, Annuaire Français des Relations Internationales, DILA, Paris, 2013.

¹⁷² Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris. P. 167.

Le « boom » de l'après-guerre a permis aux classes moyennes et laborieuses d'améliorer leurs revenus et leurs patrimoines. Cette situation a été rendue possible grâce à l'expansion de la propriété privée des logements permise par un système de financement adapté et sécurisé, au développement des systèmes de retraites privées et publiques, à un élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur et à l'augmentation des salaires¹⁷³. Tous ces facteurs agissaient positivement de concert, dans le cadre d'un « cercle vertueux » rejetant les facteurs de cupidité extrême et favorable à un développement raisonné dans la répartition dans le temps et dans l'espace des revenus et des richesses. Aujourd'hui, tous les ingrédients positifs de cette période sont remis en cause, à la fois par une concurrence internationale qui laisse beaucoup de liberté d'action aux grandes firmes multinationales et par une domination politique et économique des 1 % sur les lois des Etats mis en concurrence dans leur fiscalité, l'attractivité de leurs investissements et une ouverture « sauvage » des frontières économiques qui ne s'accompagnent pas de mesures parallèles des frontières politiques.

Entre Pangloss et Cassandre, les économistes ne savent pas vraiment concentrer leurs idées sur les actions efficaces à entreprendre¹⁷⁴. Pour les uns, le système du marché est le meilleur possible et s'il y a quelques imperfections celles-ci ont des causes nécessaires. Cet optimisme leibnizien n'est évidemment pas fondé sur une réflexion « scientifique », ni sur les méthodes mathématiques. Il part de l'idée que l'homme peut améliorer sa condition en respectant les règles politiques et économiques existantes, ce qui révèle un fatalisme certain. Pour les autres, il s'agit d'annoncer des situations graves de la société, dans un pessimisme d'autant plus tragique que les prévisions clairvoyantes sur l'avenir ne sont pas acceptées par une société qui refuse de modifier le cours de ses imperfections, en courant ainsi à sa ruine. En ce sens, l'action de certaines organisations non gouvernementales pour éclairer les abus et les combattre reste essentielle¹⁷⁵.

La stagnation ou le déclin pendant ces 40 dernières années des revenus des Américains semble être le fait essentiel de leur économie nationale. La question est plutôt de savoir pourquoi. L'évolution des prix et la disponibilité des matières premières ne sont plus en mesure de satisfaire les objectifs économiques et sociaux souhaités par les citoyens. Aujourd'hui, dans un monde où la cupidité l'a emporté sur les solidarités, il est possible de considérer que les 1% les plus riches sont trop riches, que les revenus sont injustement inégalitaires (et très rarement liés à la méritocratie) et que la vie des futurs citoyens s'annonce avec de nombreuses incertitudes avec la précarisation des emplois et

¹⁷³ Kuttner, R. (2015), *The Wealth Problem*, American Prospect – Spring Issue, April 15
<http://prospect.org/article/wealth-problem>

¹⁷⁴ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

¹⁷⁵ Bensahel, L, Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), *Les organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire*, L'Harmattan, Paris.

le rétrécissement de l'importance de la classe moyenne. En outre, les questions raciales ou de l'émigration ne manquent pas d'agir sur la stabilité décennale des revenus, avec une aide gouvernementale limitée aux catégories des personnes « très pauvres », ce qui explique, aux Etats-Unis l'opposition grandissante au « Affordable Care Act ». Plus les familles de travailleurs sont économiquement stressées et exploitées, moins le gouvernement les aide et plus le fardeau des taxes diminue pour les plus riches plus la crédibilité du gouvernement est reconnue. Les luttes politiques s'enveniment, sans lien avec l'intérêt réel des citoyens. Obama en a été réduit à obtenir quelques évolutions l'augmentation du salaire minimum, le droit du travail, les réformes de l'éducation et même l'échelle des impôts, mais la inégalitaire fondamentale subsiste.

La stimulation économique de 2009 a eu un petit succès, mais trop faible pour relancer une économie déprimée, mais aussi pour réduire les inégalités. Les obstacles vers une société plus juste sont fondamentalement politiques. Comment dépasser ce cercle vicieux ? La pression démographique développe l'inventivité et au dépassement de la loi des rendements décroissants. L'agriculture qui nourrit les hommes débouche parfois sur la famine. Comment transformer un bien en mal ? La société postindustrielle se limite à quelques interactions sociales comme le covoiturage ou la lutte pour la protection de l'environnement. Cette dernière presse les travailleurs, alors même que ceux-ci sont saturés de tablettes ou autres Smartphones. Le problème, c'est l'arrivée du luxe, lequel est d'abord proposé aux plus riches et crée des désirs jamais satisfaits pour les autres. On parle aujourd'hui de transhumanisme, conduisant à l'immortalité. Pour qui ? Pourtant si tout continue ainsi, le monde va devenir infernal, avec ses robots, le réchauffement climatique, les cyborgs ou l'asphyxie des villes. Le monde vit nettement au-dessus de ses moyens, elle aura une dette si grande dans l'avenir qu'elle risque d'en souffrir pendant des années. Si le progrès des sciences dures est évident et puissant, les développements des sciences humaines et sociales sont très réduits en comparaison¹⁷⁶. Aujourd'hui, les progrès ne peuvent venir que d'une bonne compréhension de l'homme, afin de lui faire comprendre que la plupart des désirs sont factices et que la satisfaction de ceux-ci, globalement, engendre au moins autant de frustrations que de plaisirs. L'homme a mis en place des institutions susceptibles d'améliorer sa condition, mais elles sont devenues souvent autant d'obstacles à sa propre libération.

Bibliographie

¹⁷⁶ Les budgets des organismes scientifiques ont vu leurs budgets sérieusement réduits par le Ministère en mai 2016, lequel a considéré que ces ponctions n'auraient aucun effet sur le niveau de la recherche en France. Cet exemple met en évidence le « flou » et la méconnaissance concernant l'utilité de la recherche scientifique des Etats, qui ne soutiennent cette recherche que pour améliorer leur puissance économique et surtout militaire. Ce qui explique pourquoi les sciences sociales sont autant méprisées.

- Aghion, P. (2016), Repenser la croissance économique, Collège de France/Fayard, Paris.
- Ait-Kaci-Ali, K. (2016), Foxconn : 60.000 ouvriers remplacés par des robots, CENT France, <http://www.cnetfrance.fr/news/foxconn-60-000-ouvriers-remplaces-par-des-robots-39837406.htm>
- Alesina, A., Ardagna, S. (2010), Large changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending, in Brown, J.R., Tax Policy and the Economy, vol.24, University of Chicago Press, Chicago.
- Angelini, J.P., Tuerk, D.G. (2015), How Corporations Are Taxed ? National Center for Policy Analysis, August.
- Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris
- Baker, D. (2002), The Run-Up in Home Prices : Is it a real or is it Another Bubble ? Washington DC, Center for Economic Policy and Research, August. www.cepr.net/documents/publications/housing_2002_08.htm.
- Banerjee, A.V., Duflo, E. (2016), Nous avons mille raisons d'être heureux, Le Monde 19 Août.
- Banque mondiale (2016), Dépenses en recherche et développement (% du PIB) <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GB.XPD.RSDV.GD.ZS>
- Banque mondiale (2016), Expenses, % du PIB <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GC.XPN.TOTL.GD.ZS>
- Baran, P.A, Sweezy, P, (1966), Monopoly Capital: An Essay on the American Economic and Social Order, Monthly Review Press, NY.
- Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, Principes de politique économique, Collection "L'Economie en Plus". Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991.
- Bensahel, L, Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.
- Bhagwati, J. (1992), Regionalism and Multilateralism : an overview, in J. De Melo and A. Panagariya, New Dimensions in Regional Integration, The World Bank, Washington.
- Brynjolfsson, E., McAfee, A. (2006), « The Second Machine Age », Work, Progress and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies, W.W. Norton & Company, Inc.
- Capaldo, J. (2014), The Transatlantic Trade and Investment Partnership : European Disintegration, Unemployment and Instability, GDAE Working Paper 14-03, http://ase.tufts.edu/gdae/policy_research/TTIP_simulations.html
- Cars, H. C., & Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In Peace, defence and economic analysis (pp. 250-265). Palgrave Macmillan UK.
- Chavandier, T., Héricourt, J. (2016), Le revenu de base, de l'utopie à la réalité, Fondation Jean Jaurès, 22 Mai. <https://jean-jaures.org/nos-productions/le-revenu-de-base-de-l-utopie-a-la-realite>
- Choudhry, H., Lauritzen, M., Somers, K. Van Niel, J. (2015), Technologies that could transform how industries use energy, McKinsey&Company, November 15, <http://www.mckinsey.com/business-functions/operations/our-insights/technologies-that-could-transform-how-industries-use-energy>
- Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.
- Commission européenne (2013), Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, Septembre. http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/november/tradoc_151903.pdf.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Spéculation et instabilité financière internationale, in « Des flux et des territoires. Vers un monde sans Etats ? Sous la direction de Bernard Jouve et Yann Roche, Presses de l'Université du Québec, Montréal.
- Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in « Arms, War, and Terrorism in the global

economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg.

Dayen, D. (2015), Bring Back Antitrust, American Prospect Longform, <http://prospect.org/article/bring-back-antitrust-0>

De Jaeger, J-M. (2016), Le Parlement européen veut faire des robots des « personnes électroniques », 24 Juin. <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2016/06/24/32001-20160624ARTFIG00021-le-parlement-europeen-veut-faire-des-robots-des-personnes-electroniques.php>

Devoluy, M. (2016), L'ordolibéralisme et la zone euro. Annales de la Faculté de Droit de Strasbourg, à paraître.

Dews, F. (2016), 9 Things You Should Know About the Carbon Tax
<http://www.brookings.edu/blogs/brookings-now/posts/2016/05/9-things-you-should-know-about-a-carbon-tax>

Dobrea, R.C., I.X. Podgoreanu, D.L. Borisov (2015) The Impact of Transatlantic Trade and Investment Partnership on the European Eco-Innovation, Procedia Economics and Finance, Elsevier, Vol.27, pp. 659-668.

Eurostat (2016), Déficit public de la zone euro et de l'UE28, respectivement de 2,1 et 2,4 % du PIB. Dette publique de 90,7 % et 85,2 %, Communiqué de Presse, Eurostat, <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7236001/2-21042016-AP-FR.pdf/01c19854-278f-4bd9-af8f-07eddf2c625c>

Erixon, F., Bauer, M. (2010), A Transatlantic zero agreement. Estimating the gains from Transatlantic free trade in goods, Ecipe Occasional Paper N° 4/2010. www.vci.de/vci/downloads-vci/ecipe-taza-study-20101001.pdf.

Eurostat (2015), Dépenses de R&D,
http://ec.europa.eu/eurostat/statisticsexplained/index.php/R_%26_D_expenditure/fr#searchInput

Eurostat (2015), Gross Domestic expenditure on R&D (GERD) % of GDP
http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=t2020_20&plugin=1

Fama, E.F. (2009), Bailouts and stimulus plans, January, 13. www.dimensions.com/famafrench/2009/01/bailouts-and-stimulus-plans.html

Ferguson, N. (2004), Colossus : The Price of America's empire, Penguin Press, NY.

Fontanel, J. (1986). An underdeveloped peace movement: The case of France. Journal of Peace Research, 23(2), 175-182.

Fontanel, J., Smith, R. (1991). A European defence union?. Economic Policy,13(3), 393-425.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military Expenditures, Armaments and Disarmament, Defence Economics, Vol. 4,1993. (16 pages)

Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire. Economica, Paris.

Fontanel, J. (1995). Les dépenses militaires et le désarmement. Paris: Publisud.

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Ed. Masson, Paris.

Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, Presses Universitaires de Grenoble, Collection « Débats », Grenoble.

Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, Collection « Pour Comprendre », L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Samson, I. (2002), Le rôle économique de l'Etat, Humanisme et Entreprise, Paris.

Fontanel, J. (2002), Disarmament : A century of economic thought, Defence and Peace Economics, Tome 28, 2002.

Fontanel, J., & Bensahel, L. (2002). Les stratégies de la guerre économique. in

Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie. Collection Côté Cours, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble, pp. 29-50.

Fontanel, J., & Touatam, A. (2004). Cancun et l'Afrique, la guerre du coton. Géoéconomie africaine, Paris.

Fontanel, J. (2005). La globalisation « en analyse ». Géoéconomie et stratégie des acteurs, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Coulomb, Fanny, (2005), An economic interpretation of French military expenditure, Defence and Peace Economics, 2005, 3rd .

Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institut, Lisboa.

Fontanel, J. (2007), L'intérêt de l'intégration économique, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris.

Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, Coll. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2013), La démographie, une variable politique et économique trop souvent négligée, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), Les BRICS, un concept statistique devenu une force politico-économique mondiale organisée, in Mohammed Matmati, Basculement économique & géopolitique du monde. Poids et diversité des pays émergents, L'Harmattan, Paris, 2013.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities, Emerald, Bingley, U.K.

Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ? Politique étrangère, janvier.

Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure (2015) In Paix et sécurité européenne et internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>

Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. <http://revel.unice.fr/psei/>

Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays « filous », Collection « Les idées et les théories à l'épreuve des faits », L'Harmattan, Paris., EDDEN, à paraître, Grenoble.

Fontanel, J. (2016), La globalisation du marché, facteur de paupérisation relative ? Document de Travail, Université Grenoble-Alpes, EDDEN, Grenoble, à paraître.

Foster, J.B., McChesney, R.W. (2012), The Endless Crisis : How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China, Monthly Review Press, NY.

Fukuyama, F. (1991), La fin de l'histoire et le dernier homme, Flammarion, Paris.

Gagnon, J.E. (2016) Quantitative Easing: An Underappreciated Success, Peterson Institute, Policy Brief, April, 7 p. <http://www.piie.com/publications/pb/pb16-4.pdf>

Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris.

Gayraud, J-F. (2016), L'Art de la guerre financière, Editions Odile Jacob, Paris

Georgescu-Roegen, N. (1971), The Entropy Law and The Economic Process, Harvard University Press, Cambridge, MA.

Girard, R. Désir mimétique et rivalité, La violence et le sacré, Grasset, Paris. [http://www.maphilosophie.fr/voir_un_texte.php?\\$cle=D%E9sir%20mim%E9tique%20et%20rivalit%E9](http://www.maphilosophie.fr/voir_un_texte.php?$cle=D%E9sir%20mim%E9tique%20et%20rivalit%E9)

Godin, R. (2016), Grèce, la logique des créanciers, jusqu'au bout de l'absurde, La Tribune, 20 juillet.

Goldin, C., Katz, L.F. (2010), *The Race Between Education and Technology*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

Gordon, R.J. (2012), *Is U.S. Economic Growth Over ? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds*. NBER, december.

Greenspan, A. (2011), *Activism, International Finance*, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).

IEA (2015) *Energy and Climate Change. World Energy Outlook Special Report*. OECD/IEA, Paris.

<https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015SpecialReportonEnergyandClimateChange.pdf> (2015),

IEA Statistics (2016), *Key trends in CO2 emissions*. Excerpt from fuel combustion <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/CO2EmissionsTrends.pdf>

Joly, E., Faure, G. (2016), *Le loup dans la bergerie*, Les Arènes, 160 p.

Knight, S. (2015), *Technology and Economic Growth in the Information Age : A Follow-Up*, National Center for Policy Analysis, Issue Brief N°. 180

Krugman, P. (2012), *Sortez-nous de cette crise maintenant !*, Flammarion, Paris.

Kurzweil, R. (2005), *The singularity is Near*, Viking Press.

Kuttner, R. (2014), *The Hidden History of Prosperity*. *American Prospect*, June, 3. <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>

Kuttner, R. (2015), *The Wealth Problem*, *American Prospect – Spring Issue*, April 15, – <http://prospect.org/article/wealth-problem>

Labonte, M., Nagel, J.C. (2016), *Foreign Holdings of Federal Debt*, Congressional Research Service, March 28, <http://www.fas.org/sgp/crs/misc/RS22331.pdf>

Lattus, G. (2015), *The importance of Intellectual Property Protection to the U.S. Economy*, National Center for Policy Analysis, Issue Brief N°.171, September 3.

Leplâtre, S., Pédroletti, B. (2016), « Le temps est venu d'accroître les dépenses publiques », *Le Monde*, 4-5 Septembre.

Lewis, M. (2015), *Le casse du siècle, The Big Short*, Sonatine Editions, Paris.

Lintern@ute (2016), *Cancer : des médicaments au prix différent selon les pays*. <http://www.linternaute.com/actualite/societe/1292711-cancer-des-medicaments-au-prix-different-selon-les-pays-7-avril-2016/>

Luttwak, E.N. (1990) *From Geopolitics to Geo-Economics : Logic of Conflict*, *Grammar of Commerce*, *The National Interest*, n°20 (Summer)

Luttwak, E. (1995). *Le rêve américain en danger*. Odile Jacob. Paris

Luttwak, E.N. (1999), *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.

Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), *L'action de l'OMC et de la CNUCED favorise-t-elle la réduction de la pauvreté dans le monde ?* *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris, 2015.

Mauro, P., Zilinsky, (2015), *J. Fiscal Tightening and Economic Growth : Exploring Cross-Countries Correlations*, Peterson Institute for International Economics, Number PB15-15.

McCormick, R.D. (2000), *10 Myths about globalization*, *Vital speeches of the day*, November 15.

Miller, R.S., Shorter, G. (2016), *High Frequency Trading: Overview of Recent Developments*, Congressional Research Service, Report, April 4, <http://fas.org/sgp/crs/misc/R44443.pdf>

Minsky, H.P. (2008), *Stabilizing an Unstable Economy*, McGraw-Hill, NY.

Mintz, J. (1995), "The Corporation Tax: A Survey," *Fiscal Studies*, Vol. 16, No. 4, November 1995.

Mintz, J., Chen, D. (2014), "The U.S. Corporate Effective Tax Rate: Myth and the Fact," 2014. Available at <http://taxfoundation.org/article/us-corporate-effective-tax-rate-myth-and-fact>

Ohmae, K. (1995), Putting global logistic first, *Harvard Business Review*, January/Fébruary, 119-125.

Paine, T. (1795), *Agrarian Justice*, <http://www.constitution.org/tp/agjustice.htm>

Pearson, D.P. (2015), Patent rights and Imported Goods, *Policy Analysis*, Cato Institute, September 15.

Pearson, D.R. (2016), Global Steel Overcapacity: Trade Remedy "Cure" Is Worse than the "Disease", *Cato - Free Trade Bulletin*, April 11. <http://www.cato.org/publications/free-trade-bulletin/global-steel-overcapacity-trade-remedy-cure-worse-disease>

Piketty, T. (2016), Citoyens, sauvons l'Europe, *Télérama* 3454, 23 Mars.

Passet, R. (2000), *L'illusion néo-libérale*, Fayard, Paris.

Pearce, F. (2016), Can We Reduce CO2 Emissions and Grow the Global Economy? *Yale, Environment 360 Analysis*, April 14,

http://e360.yale.edu/feature/can_we_reduce_co2_emissions_and_grow_global_economy/298/

Piketty, T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil, Septembre.

Porcher, T., Farah, F. *TAFTA, l'accord du plus fort*, Max Milo, Paris

Precht, R.D. (2010), *Qui suis-je ? Et si je suis combien ?* Berfond, Paris

Reich, R. (2015), *The Political Roots of Widening Inequality*, *The American Prospect Magazine*, Spring.

Reinhart, C.M, Rogoff, K.S (2010), *Growth in a Time of Debt*, NBER, Cambridge, MA, January.

Reverchon, A. (2016) L'idée d'un revenu universel distribué à tous sans conditions agite les intellectuels. A gauche comme à droite, *Le Monde*, 23 Avril.

Shapiro, R.J. (2014), *The U.S. Software Industry: An Engine for Economic Growth and Employment*, Software and Information Industry Association, 2014. Available at <http://www.siiia.net/Admin/FileManagement.aspx>.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), *War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development*. London: Emerald.

Smith, R. (2010). Sécurité internationale et crise économique internationale. In J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

Smith, R., & Fontanel, J. (2010). *International security. Politics, Policy, Prospects*.

Smith, R. (2013), *The Economics of Defence in France and the UK*, in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.

Solow, R. (1956), A contribution to the theory of economic growth, *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, n°1.

Stavins, R.N. (2016), The Future Role of Economics in the IPCC, *Resources for the Future – Blog* - April 5, 2016, <http://www.rff.org/blog/2016/future-role-economics-ipcc>

Stiglitz, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.

Stiglitz (2010) *Le triomphe de la cupidité*, Collection Babel, Actes Sud, Arles.

Stiglitz, J.E. (2014), *Le prix de l'inégalité*, Actes Sud, Armes.

Stiglitz, J.E. (2016), *The Euro : How a Common Currency Threatens the Future of Europe*, W.W. Norton & Company, Inc. New York.

Tuerck, D.G., Angelini, J.A. (2015), *Policy Report*, N° 376, November.

UNDP (2016), Human Development Reports, UNDP, Geneva,
<http://hdr.undp.org/fr/composite/HDI>

UNDP (2011), Human Development Report 2011; Human development statistical annex, HDRO, November.

WIPO (2015), Total Patent grants : Total Counts by Applications Origins 2013, World Intellectual Property Organization, Geneva, July 22, 2015

WIPO (2015), Total Trademarks Registered : Total Counts by Applicants Origins 2013, World Intellectual Property Organization, Geneva, July 22.

World Bank (2016), GDP per capita, PPP current international \$),
<http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD>